

MC/2083

Original: anglais
4 octobre 2002

QUATRE-VINGT-QUATRIEME SESSION

PROGRAMME ET BUDGET POUR 2003

TABLE DES MATIERES

PROGRAMME ET BUDGET POUR 2003

Avant-propos.....	1
Introduction.....	3
Tableaux synoptiques.....	7
DESCRIPTION DE LA STRUCTURE ORGANIQUE POUR 2003.....	8
Bureaux extérieurs	8
Siège.....	10
Organigramme de l'Administration de l'OIM pour 2003.....	18
Structure organique de l'OIM – Dotation globale en effectifs pour 2003.....	19
PREMIERE PARTIE - ADMINISTRATION	21
Objets de dépense.....	27
Effectifs	29
Financement de la partie administrative du budget	30
DEUXIEME PARTIE - OPERATIONS	31
Tableaux synoptiques.....	34
Financement de la partie opérationnelle du budget	35
Contributions volontaires escomptées à la partie opérationnelle du budget.....	38
Services / Appuis	
I. Mouvements.....	43
I.1 Aide à la réinstallation.....	44
I.2 Aide au rapatriement	46
I.3 Aide au transport d'experts et de boursiers	46
I.4 Aide aux mouvements dans les situations d'après-crise	47
II. Migration et santé.....	48
II.1 Evaluation sanitaire dans le contexte migratoire	49
II.2 Assistance et conseils concernant la santé dans le contexte migratoire	50
II.3 Assistance sanitaire dans les situations migratoires d'après-crise	53
III. Coopération technique en matière de migration.....	54
III.1 Coopération technique en matière de gestion des flux migratoires et assistance technique institutionnelle	56
III.2 Renforcement des capacités institutionnelles par le transfert et l'échange de ressources humaines qualifiées et l'échange d'experts.....	67
III.3 Gestion des migrations dans les situations d'après-crise	68
III.4 Migration et développement	72
IV. Retours volontaires assistés.....	77
IV.1 Aide au retour profitant aux migrants et aux gouvernements	78
IV.2 Retour et réintégration de nationaux qualifiés.....	85
V. Information de masse.....	87
VI. Lutte contre la traite des êtres humains	91
VI.1 Aide à la prévention de la traite.....	92
VI.2 Aide aux victimes de la traite	95
VII. Migration de main-d'œuvre.....	98

VIII. Programmes de dédommagement.....	102
VIII.1 Programme allemand de dédommagement du travail forcé.....	102
VIII.2 Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste	103
VIII.3 Programmes humanitaires et sociaux (HSP)	104
IX. Appui aux programmes de caractère général.....	105
IX.1 Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)	105
IX.2 Aide aux opérations humanitaires d'urgence (HEOA).....	106
IX.3 Personnel détaché.....	107
IX.4 Recherche.....	108
IX.5 Publications.....	110
IX.6 Activités relatives à la parité entre les sexes.....	111
IX.7 Appui aux Etats Membres en développement et en transition.....	112
IX.8 Projet de renforcement de la sécurité du personnel.....	112
IX.9 Renforcement du dispositif institutionnel de préparation aux situations d'urgence et de la capacité d'intervention de l'OIM.....	113
X. Personnel et services financés par les revenus discrétionnaires.....	114
X.1 Siège.....	114
X.2 Bureaux extérieurs.....	114
X.3 Technologie de l'information.....	115
X.4 Couverture de la redevance de l'UNSECOORD.....	115
Ventilation géographique de la partie opérationnelle du budget.....	116
Tableau récapitulatif.....	116
Programmes et projets par région:	
Afrique et Moyen-Orient.....	117
Amériques.....	118
Asie et Océanie.....	120
Europe.....	122
Appuis et services à l'échelle mondiale.....	125
Programmes et projets de migration d'après-crise par région.....	126
Afrique et Moyen-Orient	126
Amériques	126
Asie et Océanie	126
Europe.....	127
ANNEXES.....	129
Annexe I - Fonds détenus dans des comptes spéciaux	
Fonds de migration pour le développement.....	1
Fonds de prêt aux migrants	2
Compte d'opérations d'urgence	3
Fonds de prêt aux réfugiés	4
Fonds de dotation Sasakawa	5
Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire FONAPAZ.....	6
Fonds de réponse rapide pour les transports	7
Annexe II - Considérations relatives aux transactions en devises étrangères par rapport au Programme et Budget	
Annexe III - Partie opérationnelle du budget – Effectifs / dépenses administratives et de personnel	
Annexe IV - Mouvements estimatifs	

ABREVIATIONS

CAP	(United Nations) Consolidated Appeal Process (Processus d'appels globaux des Nations Unies)
CARDS	Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilization Programme in the Western Balkans (of the European Commission) (Programme d'aide communautaire (de la Commission européenne) à la reconstruction, au développement et à la stabilisation dans l'Ouest des Balkans)
CBMMP	Capacity-Building in Migration Management Programme (Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations)
CCT	Centre de coopération technique
CEAAC	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale
CEDAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIC	Community Improvement Council (Kosovo) (Conseils d'amélioration communautaires)
CIMAL	Centre d'information sur les migrations en Amérique latine
CMHDP	Cambodian Mental Health Development Programme (Programme relatif à la mise en place de structures sanitaires dans le domaine de la santé mentale au Cambodge)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CRT	Claims Resolution Tribunal (Tribunal mandaté pour le règlement des différends)
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
EAS	Employment Assistance Services (Switzerland to Kosovo) Services d'aide à la recherche d'un emploi (pour les personnes regagnant le Kosovo depuis la Suisse)
EOAC	Etats d'Europe orientale et d'Asie centrale
EPA	Emergency Preparedness Account (Compte d'opérations d'urgence)
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FONAPAZ	Fondo Nacional para la Paz (Guatemala) (Fonds national pour la paix (Guatemala))
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HEOA	Humanitarian Emergency Operations Assistance (Aide aux opérations humanitaires d'urgence)

ABREVIATIONS (suite)

ICRS	Information Counselling and Referral Service (Kosovo) (Service d'information, de conseil et d'orientation – Kosovo)
IMIMS	Integrated Migration Information Management System (Système intégré de gestion de l'information sur les migrations)
INPP	Ignalina Nuclear Power Plant (Lithuania) (Centrale nucléaire d'Ignalina (Lituanie))
ISM	International Symposium on Migration (Symposium international sur la migration)
JCC	Jewish Claims Conference
KFOR	Force internationale de sécurité au Kosovo
KHRP	Kosovo Humanitarian Return Programme (Programme humanitaire de retour au Kosovo)
KPC	Corps de protection du Kosovo
KTI	Kosovo transition Initiative (Initiative transitoire au Kosovo)
LRA	Lord's Resistance Army (Armée de Résistance du Seigneur)
MIDA	Migrations pour le développement en Afrique
MIDSA	Migration Dialogue for Southern Africa (Dialogue sur la migration en Afrique australe)
MIGRATOOLS	Skills Development and Orientation Instruments for the Work Induction of Migrants (Développement d'aptitudes et instruments d'orientation pour l'intégration des immigrés sur leur lieu de travail)
MIMOSA	Migrant Management and Operational Systems Application (Application des systèmes de gestion des migrants et des systèmes opérationnels)
MINUK	Mission des Nations Unies au Kosovo
MISP	Municipal Infrastructure Support Project (Albanie) (Projet de soutien aux infrastructures municipales – Albanie)
MRRC	Migrants' Rights Resource Centre (Centre de documentation sur les droits des migrants)
MWVA	Ministry of Women's and Veterans' Affairs (Ministère de la femme et des vétérans)
NMHP	National Mental Health Programme (Cambodia) (Programme national de santé mentale (Cambodge))

ABREVIATIONS (suite)

OCAM	Comisión Centroamericana de Direcciones de Migración (Commission centraméricaine des directions de la migration)
OCDE	Organisation for Economic Co-operation and Development Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Nations Unies)
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du Commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTI	(United States) Office of Transition Initiatives (Office des initiatives transitoires des Etats-Unis)
PAM	Programme alimentaire mondial
p.d.i	Personnes déplacées à l'intérieur des frontières
PLACMI	Proyecto Latinoamericano de Cooperación Técnica en Materia Migratoria (Projet latino-américain de coopération technique en matière de migration)
PNRR	Programme national de réconciliation et de reconstruction (Guinée-Bissau)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRODESFRO	Programme de développement frontalier (Guatemala)
PRODIC	Programme de développement intégré pour les communautés (Guatemala)
PROMIN	Programme de nutrition mère/enfant (Argentine)
RCA	Return and Counselling Assistance (Projet d'aide au retour et de services de conseils)
RCM	Conférence régionale sur la migration (Amérique centrale)
REAG	Programme de retour et de réintégration de demandeurs d'asile d'Allemagne
RIA	Refugee Integration Agency Agence d'intégration des réfugiés
RQA	Programme de retour d'Afghans qualifiés

ABREVIATIONS (suite)

RQAN	Programme de retour et de réintégration de nationaux africains qualifiés
RQN	Programme de retour de nationaux qualifiés
SAARC	South Asian Association for Regional Cooperation (Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale)
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SECI	South-East European Cooperative Initiative (Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est)
SEDMIN	Support for Enterprise Development in Minority Regions (Kosovo) Appui aux efforts de création d'entreprise dans les régions minoritaires (Kosovo)
SETCIP	Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation (Argentina) (Secrétariat de la technologie scientifique et de l'innovation productive (Argentine))
SLBFE	Sri Lankan Bureau for Foreign Employment Bureau sri-lankais de l'emploi outre-mer
UÇK	Armée de libération du Kosovo
UE	Union européenne
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework (Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement)
UNSECOORD	Office of the United Nations Security Coordinator (Bureau du Coordonnateur des mesures de sécurité des Nations Unies)
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
UST	Unité de soutien technique de la CRM

Glossaire

On trouvera ci-après quelques brèves définitions des termes financiers utilisés dans le Programme et Budget.

Contributions à affectation spéciale - Il s'agit de contributions versées ou remboursées au titre d'opérations ou de services déterminés. De telles contributions ne peuvent pas être utilisées dans un autre but que celui auquel elles étaient destinées sans l'autorisation expresse du donateur. La grande majorité des contributions versées au budget des opérations sont des contributions à affectation spéciale.

Contributions sans affectation spéciale - Les contributions à la partie opérationnelle du budget sont dites sans affectation spéciale si elles sont versées à titre de soutien général et sans aucune restriction quant à leur utilisation.

Fonds de dotation - Il s'agit d'un fonds dont le compte de capital doit rester intact en permanence, seul les revenus de ce compte (habituellement sous la forme d'intérêts) pouvant être utilisés pour financer des projets ou d'autres activités.

Fonds de prêt - Fonds permettant le financement, en tout ou en partie, des dépenses de transport de réfugiés et des services connexes moyennant des prêts accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller de façon définitive. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Fonds fiduciaire – Fonds placé sous la garde d'un dépositaire (OIM) ou géré par lui pour le compte d'une tierce partie (gouvernement ou donateur, par exemple).

Frais d'administration liés à des projets – Il s'agit d'une commission (fixée à 12% pour 2003) appliquée sur tous les projets d'opérations et destinée à couvrir les coûts de certaines fonctions d'appui aux projets, que ce soit au Siège ou dans les bureaux extérieurs, qui ne peuvent pas être directement associées à un projet spécifique, ni même à un groupe de projets (voir "revenus discrétionnaires" ci-dessous).

Imputation des dépenses aux projets - Cette pratique consiste à imputer les dépenses administratives et de personnel aux activités et projets auxquels elles se rapportent. Le mot anglais "projectization" recouvre à la fois cette pratique et les procédures qui s'y rapportent.

Personnel et services essentiels – Il s'agit des coûts de personnel et d'appui administratif qui découlent sur une base continue de la gestion et de l'administration générales.

Recettes diverses - Cette source de rentrées est alimentée par les contributions sans affectation spéciale en provenance des gouvernements ou des bailleurs de fonds, ainsi que par les intérêts créditeurs. Ces recettes sont allouées à la discrétion du Directeur général à des fins déterminées, en fonction des intérêts et des priorités des Etats membres (voir «revenus discrétionnaires» ci-dessous).

Recettes reportées des exercices précédents - Il s'agit de l'excédent de recettes par rapport aux dépenses d'un exercice financier antérieur et/ou des contributions à affectation spéciale reçues en avance sur l'exercice budgétaire en cours.

Ressources budgétisées – Cette expression est utilisée pour désigner les fonds sur lesquels l'Organisation estime pouvoir compter du fait soit du remboursement des services offerts, soit de l'engagement pris par un ou des bailleur(s) de fonds de contribuer financièrement au maintien d'activités en cours ou à la réalisation d'activités prévues. Elle s'applique également aux crédits qui ont été accordés en cours d'exercice, ou reportés des années précédentes, pour financer certaines activités en cours ou prévues.

Revenus discrétionnaires – Il s'agit des «recettes diverses» et des «frais d'administration liés à des projets».

PROGRAMME ET BUDGET 2003

AVANT-PROPOS

1. Le Programme et Budget pour 2003 reflète la place croissante qu'occupe la migration à l'ordre du jour mondial et le rôle que joue l'OIM en tant que partenaire fiable et novateur, procurant services et conseils aux gouvernements pour les aider à relever les défis en évolution constante de la scène migratoire. Il reflète également les dilemmes que pose la gestion d'une organisation en expansion – avec les attentes croissantes que cela suscite – en regard d'un budget de base sévèrement limité, ces deux facteurs antagonistes étant à concilier de manière à ne pas perdre ce qui a fait que l'OIM est ce qu'elle est aujourd'hui, à savoir sa fiabilité, sa souplesse et sa capacité d'intervention rapide et efficace.
2. Alors que la tendance est d'évoquer les migrations en termes de statistiques et de politiques gouvernementales, l'OIM ne perd pas de vue qu'il s'agit avant tout de personnes physiques en mouvement, et toute son action tend à préserver leur dignité et leur bien-être.
3. L'ordre du jour de la migration en 2002 a été plutôt dominé par les préoccupations sécuritaires, lesquelles ont obscurci les aspects plus généraux qui la caractérisent et les effets positifs qu'elle peut avoir pour les migrants et pour la société dans son ensemble, à condition d'être correctement gérée. Il s'agit de retrouver une approche plus équilibrée si l'on veut remettre ces aspects en lumière comme il convient.
4. Il n'existe aucune solution ou politique idéale susceptible de résoudre les problèmes migratoires actuels et à venir. La migration évolue et elle continuera d'évoluer. L'OIM reste fidèle à son engagement d'aider le monde à anticiper cette évolution et à répondre aux nombreux problèmes qui se posent sur la scène migratoire.

Brunson McKinley

INTRODUCTION

Les défis de la migration

1. Les attentats du 11 septembre 2001 ont eu un effet significatif sur les migrations. L'on a observé une réaction naturelle d'inquiétude au niveau de la sécurité nationale et des effets que peut avoir l'immigration sur la sécurité et la stabilité économique et sociale. Cela a eu des conséquences au niveau des décisions politiques en matière migratoire et de la perception des immigrés dans le grand public.

2. L'importance d'une gestion efficace des migrations a en outre été réaffirmée avec force et la prise de conscience de l'inadéquation des approches ponctuelles s'est davantage imposée. Les liens unissant les divers éléments de la problématique migratoire se font jour, et posent de multiples défis, à savoir entre autres: a) le besoin de mieux apprêhender les raisons de la migration, tant sous l'angle des facteurs d'incitation que sous celui des facteurs d'attraction; b) l'impact et les conséquences de la migration, tant positifs que négatifs, à court et à long terme, sous les angles social, économique, politique, sanitaire et culturel, et la mesure dans laquelle une meilleure gestion des migrations offre la promesse d'en tirer des avantages; c) la nécessité de mettre en place des filières légales de migration afin de réduire la pression qu'exerce la migration irrégulière; d) le besoin d'une intégration plus efficace et d'un travail plus soutenu pour garantir la durabilité des retours en tant que moyen d'éviter l'exclusion et la marginalisation des migrants et des rapatriés; e) l'importance de l'information et de l'éducation en matière migratoire dans l'optique d'agir sur la perception des migrants dans la société et d'élargir la portée des options politiques dans ce domaine; f) le rôle clef des organisations non gouvernementales (ONG) et de la société civile en tant que partenaires de bon nombre des activités qui rendent la gestion des migrations à la fois efficace et humaine.

3. Une meilleure compréhension des problèmes migratoires débouche sur des remèdes plus efficaces non seulement au plan interne, mais aussi à l'échelle internationale. On peut s'en convaincre à la fois au travers d'approches plus constructives au niveau des relations qui s'instaurent avec les pays et les régions avec lesquels les flux migratoires créent tout un tissu de connections d'un bout à l'autre du spectre migratoire, et – de manière plus évidente encore –, au travers des mesures plus fermes et davantage concertées visant à faire échec à la traite et à l'introduction clandestine de migrants. D'autre part, l'évolution de la situation en Afghanistan a transformé la dynamique d'un mécanisme qui était depuis longtemps à l'origine de déplacements considérables de populations et de flux d'émigration.

4. Même si l'on trouve chaque année des possibilités de solutions et de rapatriement pour un certain nombre de personnes, les crises nouvelles et les menaces qui planent sur la sécurité des populations continuent d'entraîner des déplacements massifs pour lesquels une action humanitaire efficace s'impose, laquelle doit être rapidement suivie de programmes pratiques et concrets devant faciliter le retour à une vie normale, tant pour les personnes elles-mêmes que pour les communautés concernées. Prévenir et anticiper les effets de ces déplacements, et agir sur leurs conséquences, restent un défi considérable.

La réponse de l'OIM aux défis migratoires

5. L'OIM œuvre aux côtés des migrants, des gouvernements et de ses autres partenaires de la communauté internationale pour relever les défis migratoires complexes de l'heure. Elle défend le principe selon lequel les migrations s'effectuant en bon ordre et dans le respect de la personne humaine sont bénéfiques aux migrants comme aux sociétés, et elle s'efforce d'aider à résoudre les problèmes pratiques de la migration, de favoriser la compréhension des questions migratoires, d'encourager le développement économique et social par les migrations et d'œuvrer au respect effectif de la dignité humaine et du bien-être des migrants. Ce mandat, qu'elle partage avec tous ses Etats Membres, constitue le cadre de l'action de l'OIM face aux défis migratoires.

6. L'OIM s'attache à renforcer la compréhension mondiale des questions migratoires en favorisant l'accès des décideurs à l'information et à l'analyse des données recueillies, en encourageant le dialogue politique et en participant à l'échange de pratiques efficaces, renforçant par là la capacité des gouvernements à prendre et adopter des décisions au plan politique.

7. L’OIM offre des services consultatifs en matière migratoire aux gouvernements, aux institutions et aux organisations concernées, afin de les aider à concevoir et appliquer une politique, des lois et des règles dans le domaine migratoire, à prévenir la migration irrégulière, à faciliter la migration ordonnée bénéfique, et à proposer son assistance dans différents domaines de la prise en charge des migrants.

8. L’OIM apporte un soutien spécialisé et pratique aux gouvernements d’un bout à l’autre du spectre migratoire en s’efforçant d’établir ou de renforcer les cadres nécessaires à la promotion et à la gestion de la migration légale de main-d’œuvre, tout en luttant contre la migration irrégulière et l’exploitation. Cela englobe différentes formes d’assistance aux migrants, qui vont de l’assistance de prédépart au suivi après le retour.

9. Avec ses campagnes d’information de masse, l’OIM met à la disposition des migrants une information essentielle qui peut être déterminante pour leur bien-être et leur destinée futurs, qu’il s’agisse de solliciter leur participation en vue d’une élection ou d’un référendum, de les informer sur les nouvelles législations susceptibles de modifier leur statut à l’étranger, des conditions régnant dans leur pays d’origine ou des plans d’indemnisation dont ils pourraient éventuellement se réclamer, ou encore de mettre en garde les victimes potentielles de la traite des êtres humains contre les périls de cette dernière.

10. Grâce à ses programmes de lutte contre la traite, l’OIM assiste directement les victimes et forme les fonctionnaires gouvernementaux aux méthodes et aux législations axées sur la lutte contre la traite, ainsi que les agents de la force publique quant à la façon de traiter les victimes. De plus en plus fréquemment, l’OIM réagit à des appels de détresse en provenance de migrants victimes de trafiquants qui se trouvent bloqués dans un pays de transit et organise leur rapatriement à bref délai et en sécurité.

11. L’OIM vient en aide aux personnes qui fuient les conflits ou les catastrophes naturelles, aux réfugiés que l’on réinstalle dans des pays tiers ou que l’on rapatrie, aux personnes qui se trouvent bloquées dans un pays étranger sans aucune possibilité d’en repartir, aux demandeurs d’asile déboutés qui rentrent chez eux, aux personnes déplacées et aux autres migrants.

12. Pour répondre aux besoins sanitaires du large éventail de personnes que l’OIM assiste, des services d’évaluation médicale sont assurés en faveur des migrants, des actions de soutien sont offertes aux gouvernements et aux populations afin de les aider à rebâtir leur infrastructure sanitaire au lendemain de situations de crise, et des données, des analyses et des conseils sur la santé dans le contexte migratoire sont communiqués afin de faciliter la formulation de politiques de santé dans ce même contexte.

13. Consciente que le développement national est inextricablement lié aux flux migratoires, l’OIM offre son aide pour localiser et transférer des compétences et des ressources humaines, et pour en faciliter l’échange, afin d’appuyer les efforts de développement national des communautés bénéficiaires par l’intermédiaire de ses activités de migration pour le développement, par le retour au pays de nationaux qualifiés, par le transfert de compétences et par des appels en direction des diasporas.

14. Par souci de promouvoir la coopération par-delà les frontières et les régions, l’OIM facilite la mise en place et le bon fonctionnement de processus consultatifs régionaux, de séminaires et d’autres réunions, susceptibles de créer des réseaux vitaux de collaboration et d’échange d’informations dans tous les aspects de la migration.

15. Et pour tenir les gouvernements informés des tendances migratoires et veiller au maintien de la pertinence de ses propres programmes, l’Organisation organise et commandite des recherches directement liées à des services qu’elle assure sur le terrain des opérations ou résultant de ceux-ci.

Accent stratégique

16. L'Administration continuera à renforcer son éventail de services et à les rendre toujours plus pointus, et œuvrera au séquencement stratégique et à l'interconnexion des différentes phases de fournitures afin de ne pas se contenter de relever les défis de l'heure, mais de se préparer également à relever les défis futurs. Les activités prévues pour 2003 reflètent l'engagement de l'Organisation à répondre aux besoins actuels et à anticiper les tendances. Une grande partie de ce que contient le présent document n'est que la continuation et l'expansion du travail effectué dans les années précédentes.

17. Les efforts déployés par l'Administration pour mieux faire comprendre les problèmes migratoires partout dans le monde se poursuivront avec l'aide du Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM). A mesure que la problématique migratoire évolue, il importe de faire évoluer en parallèle la compréhension des questions qu'elle soulève et de faire largement connaître le résultat des remèdes mis en place dans ce domaine. En facilitant l'accès des décideurs à l'information et à l'analyse des données, en favorisant le dialogue politique et en suscitant l'échange de pratiques efficaces, l'OIM participe au renforcement des capacités des gouvernements à prendre et à adopter des décisions politiques en la matière.

18. L'OIM continuera d'œuvrer au niveau de l'interaction migration/développement afin de renforcer la capacité des gouvernements et des autres acteurs clefs sur la scène migratoire à centrer la migration de manière plus stratégique sur le pays d'origine et sur le développement. Une initiative allant dans ce sens est le programme Migrations pour le développement en Afrique (MIDA), qui encourage les Africains qualifiés de la diaspora à mettre leur savoir-faire à la disposition des pays d'origine et à soutenir les efforts de développement national.

19. L'importance croissante des effets qu'exerce la mobilité de la population à la fois sur le travail de planification et de prise de décision en matière de santé publique et sur les aspects psychosociaux de la santé au sein des communautés donne à son tour de plus en plus d'importance à l'action du service Migration et santé de l'OIM (MHS) auprès des populations mobiles. Outre le profit qu'en tirent directement les migrants dans le domaine de la santé, l'action de MHS peut jeter un éclairage précieux sur les profils sanitaires et les besoins actuels et futurs dans le domaine de la santé publique, et elle restera un élément important des services de gestion des migrations qu'offre l'Organisation.

20. Le travail effectué dans les situations de crise et au lendemain des conflits restera un volet important des services qu'offre l'OIM aux gouvernements et à la communauté internationale. Non seulement les programmes qu'elle offre dans ce domaine contribuent à sauver des vies, mais ils comblent également un vide important entre la satisfaction des besoins immédiats et le retour des personnes et des communautés à une vie normale.

21. Consciente de la nécessité de collaborer étroitement avec d'autres organisations internationales et compte tenu du rôle de plus en plus important que jouent les organisations non gouvernementales dans la gestion des migrations, l'OIM s'efforce de nouer des relations plus solides avec ses partenaires et de leur attribuer un rôle plus clair dans le cadre de ses programmes.

22. L'Administration poursuit ses efforts visant à obtenir le meilleur rapport coût-efficacité au niveau des opérations. C'est dans cette démarche que s'inscrit le transfert de certaines fonctions du Siège à Manille, où elles pourront être assurées avec la même efficacité et pour un moindre coût qu'à Genève.

Présentation du budget

23. Le Programme et Budget se présente en deux parties.

24. La partie I, qui concerne le budget de l'Administration, est exprimée en francs suisses et financée par les contributions assignées des Etats Membres.

25. La partie II, qui concerne le budget des opérations, se décline en sept services et décrit les activités qui seront mises en œuvre en 2003. Cette partie du budget est exprimée en dollars des Etats-Unis. Etant donné leur caractère spécialisé et leurs fonctions les rattachant à la catégorie de l'appui aux programmes de caractère général, certaines des activités entreprises par l'Organisation ne peuvent pas être identifiées à un service en particulier. En conséquence, elles sont regroupées sous les chapitres "Programmes de dédommagement" et "Appui aux programmes de caractère général". Au fur et à mesure de l'évolution des besoins et des services, d'autres services spécialisés viendront s'y ajouter pour refléter l'intégralité du spectre des activités migratoires entreprises par l'OIM.

Niveaux budgétaires

26. Depuis 1996 et à l'exception de l'année 2001, la partie administrative du budget a été établie selon le principe d'une croissance nominale zéro, et les augmentations automatiques de dépenses de personnel et autres dépenses statutaires ont été absorbées moyennant différentes mesures de réduction des dépenses et de maîtrise des coûts.

27. Les efforts déployés par l'Administration pour relever un nombre croissant de défis dans le domaine de la migration internationale exigent à tout le moins le maintien d'une structure administrative essentielle appropriée. A cette fin, l'Administration propose de porter le budget administratif pour 2003 à 36 873 000 francs suisses, ce qui représente une modeste augmentation de 3,1%.

28. L'augmentation ainsi proposée permettra: a) une augmentation des dépenses de personnel et autres dépenses statutaires; b) l'ajout d'un poste d'administrateur et d'un poste d'employé pour les questions de sécurité du personnel; et c) le financement d'une partie de la redevance de l'UNSECOORD, le tout devant être compensé par des mesures de réduction des dépenses et de maîtrise des coûts.

29. Le budget proposé pour la partie opérationnelle est estimé à 503 millions de dollars. Une description des activités figure, avec les détails de financement correspondants, dans les chapitres pertinents du présent document.

30. Le Programme et Budget pour 2003 a été établi en partant du principe que l'Organisation ne s'engagera dans aucune activité dont le financement ne serait pas assuré et qu'aucun engagement financier ne sera pris en vue de quelque projet que ce soit aussi longtemps que l'Organisation n'aura pas reçu une annonce ferme de financement.

Conclusion

31. En 2003, l'Organisation continuera notamment à renforcer ses initiatives en cours visant à faire face à un éventail grandissant de défis migratoires complexes, à approfondir et affiner ses relations avec ses partenaires, à faciliter la coopération entre Etats et à renforcer les structures de gestion tout en continuant de se montrer souple, fiable et pertinente face aux attentes de ses Etats Membres et des autres parties prenantes.

TABLEAUX SYNOPTIQUES**Partie I - Administration**

	2002 Prévisions (MC/EX/638)	2003 Prévisions
	CHF	CHF
Administration	35 763 000	36 873 000

Partie II - Opérations

Services / Appuis	2002 Prévisions (MC/EX/638)	2003 Prévisions
	USD	USD
I. Mouvements	123 660 100	165 320 000
II. Migration et santé	11 825 100	12 807 970
III. Coopération technique en matière de migration	60 817 400	62 516 100
IV. Retours volontaires assistés	28 466 800	35 459 300
V. Information de masse	2 216 500	1 530 700
VI. Lutte contre la traite des êtres humains	9 503 100	5 012 400
VII. Migration de main-d'œuvre	891 900	2 744 900
VIII. Programmes de dédommagement	133 836 800	202 091 200
IX. Appui aux programmes de caractère général	4 526 200	5 317 450
X. Effectifs et services financés par les revenus discrétionnaires	9 786 000	10 393 800
TOTAL	385 529 900	503 193 820

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE ORGANIQUE POUR 2003

32. Soucieuse de fonctionner efficacement comme prestataire de services et comme partenaire sur les terrains de la diplomatie et de la sensibilisation aux problèmes migratoires, l'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet, et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. Elle a pu vérifier l'efficacité d'une telle structure, dans le cadre de laquelle la portée des services proposés peut être élargie et de nouvelles initiatives mises au point de manière à satisfaire un nombre croissant de parties prenantes. Cette structure est par ailleurs propice à l'échange des savoir-faire et des meilleures pratiques, outre qu'elle autorise une synergie entre les activités et qu'elle met l'organisation en mesure de stimuler et de faciliter le fonctionnement de mécanismes de dialogue régional et le travail de sensibilisation aux problèmes migratoires.

33. Alors que les programmes de l'Organisation ont considérablement augmenté ces dernières années, la capacité des services de base de l'OIM n'a pas été en mesure de soutenir ce rythme en raison des contraintes budgétaires imposées à la partie administrative du budget. Pour soutenir cette croissance de manière responsable sans dépasser les limites de financement, l'Administration a entrepris en 2002 de transférer certaines fonctions de Genève dans un lieu moins cher, à savoir la MFR de Manille. Chaque fois que possible, l'Administration continuera de tirer parti des efficiencies qu'offre le centre administratif de Manille.

BUREAUX EXTERIEURS

34. La présence de l'OIM sur le terrain se répartit entre trois secteurs:

- Les missions à fonctions régionales
- Les missions de pays
- Les missions poursuivant un objectif spécifique.

Missions à fonctions régionales (MFR)

35. On compte, sur l'ensemble du globe, dix neuf bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR fonctionnent en tant que centres de ressources et de soutien pour les missions de pays et les missions poursuivant un objectif spécifique dans la région, et mettent à leur disposition des connaissances opérationnelles spécialisées pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Il s'agit d'une méthode rentable de partage des ressources et des connaissances existantes entre les missions et au sein des régions, notamment dans le cas des missions plus petites qui ne disposent pas des moyens financiers et des ressources nécessaires. De cette façon, malgré la décentralisation géographique, la cohérence de l'approche est assurée dans l'ensemble de l'Organisation. Les fonctions des MFR sont revues en permanence afin de mettre au point une stratégie d'approche régionale et d'adapter leurs responsabilités aux tendances migratoires actuelles. Dans le courant de l'année 2003, il est prévu d'évaluer l'efficacité de la structure décentralisée des MFR et de les ajuster, si nécessaire, aux besoins nouveaux et croissants de l'Organisation.

36. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts, par exemple pour entreprendre des missions d'évaluation durant la planification de nouveaux projets, ou pour contrôler et mieux orienter la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions disposant de ressources moindres. Ces postes de soutien formeront partie d'une «force mobile» globale constituée d'experts dans divers services et en mesure d'œuvrer avec les Services de gestion des migrations au Siège en vue d'élaborer des concepts de programmes et de les traduire en projets viables.

37. On trouvera ci-après une brève description des fonctions exercées par les 19 MFR:

- Bangkok, Thaïlande - Coordonne les programmes de l'OIM en Asie du Sud-Est et assure le suivi des initiatives en matière de migrations régionales liées à la Déclaration de Bangkok et à la Conférence de Bali sur l'introduction clandestine, la traite des êtres humains et le crime transnational qui y est associé, entre autres processus régionaux, notamment par la fourniture d'un soutien technique et programmatique aux pays participants.
- Bruxelles, Belgique - Assure et maintient la liaison et la coordination avec les institutions de l'Union européenne, l'OTAN et d'autres organisations internationales.
- Budapest, Hongrie - Coordonne les activités de l'OIM en Europe du Sud-Est dans le cadre du processus de stabilisation et d'association de l'Union européenne et du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est.
- Buenos Aires, Argentine - Coordonne les activités de l'OIM dans le Cône Sud.
- Le Caire, Egypte - Coordonne les activités de l'OIM au Moyen-Orient et maintient la liaison avec la Ligue des Etats arabes.
- Canberra, Australie - Coordonne les activités de l'OIM en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans le Pacifique.
- Dacca, Bangladesh – Coordonne les activités de l'OIM en Asie du Sud et maintient la liaison avec l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC).
- Dakar, Sénégal - Coordonne les activités de l'OIM en Afrique de l'Ouest; maintient la liaison et entreprend avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) des programmes concertés dans le domaine migratoire à l'échelle nationale et régionale.
- Helsinki, Finlande - Coordonne les activités de l'OIM dans les Etats baltes et nordiques.
- Islamabad, Pakistan - Coordonne les activités de l'OIM en Asie du Sud-Ouest et appuie les activités de l'Organisation en Asie centrale.
- Lima, Pérou - Coordonne les activités de l'OIM dans les pays andins.
- Manille, Philippines - Joue le rôle de centre d'appui administratif et de technologie de l'information pour les activités de l'Organisation. L'accent est mis sur les secteurs à forte intensité de travail ou de technologie, permettant ainsi à l'Administration de tirer parti des conditions de fonctionnement financièrement plus avantageuses qu'offre Manille.
- Nairobi, Kenya - Coordonne les activités de l'OIM en Afrique de l'Est et les activités liées aux migrations au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). La liaison avec l'Union africaine est assurée par le Bureau de l'OIM à Addis Abeba.
- New York, Etats-Unis - Maintient la liaison et la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires à New York, ainsi que la coordination de la mise en œuvre, à l'échelle mondiale, des opérations de réinstallation de réfugiés en Amérique du Nord effectuées avec l'aide de l'OIM.
- Pretoria, Afrique du Sud - Coordonne les activités de l'OIM dans les Etats membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Promeut et appuie le processus régional de gestion des migrations dans la sous-région (Dialogue sur la migration en Afrique australe) (MDSA).
- Rome, Italie - Renforce la coopération avec les institutions internationales sises à Rome et coordonne les activités de l'OIM dans la partie occidentale des Balkans et dans les Etats Membres de la Méditerranée occidentale. Appuie les processus régionaux de gestion des migrations dans les sous-régions.

- San José, Costa Rica - Coordonne les activités de l'OIM en Amérique centrale et au Mexique, ainsi que les relations et les activités de l'OIM avec la Conférence régionale sur la migration (CRM) et d'autres processus régionaux. L'Unité de soutien technique (UST) de la CRM fait partie intégrante de la MFR.
- Vienne, Autriche - Coordonne les activités en Europe centrale et orientale et en Asie centrale, ainsi que le suivi de la Conférence de Genève de 1996 et apporte un soutien technique aux missions par l'intermédiaire du Centre de coopération technique (CCT). Assure la liaison avec l'Office des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Vienne.
- Washington, Etats-Unis - Coordonne les activités de l'OIM en Amérique du Nord et dans les Caraïbes. Assure la liaison avec les gouvernements et les autres partenaires, notamment ceux du secteur privé, et facilite la stratégie de l'Organisation dans le domaine de l'information publique et du contact avec les médias.

Missions de pays

38. L'OIM dispose d'un réseau mondial de plus de 150 missions de pays chargées de réaliser ses projets et qui sont dans une large mesure financées par ces mêmes projets. En 2003, la mission de l'OIM en Allemagne continuera de bénéficier de fonds en provenance du budget de l'Administration.

Missions poursuivant un objectif spécifique

39. Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour une durée de vie limitée, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

SIEGE

Bureau du Directeur général

40. Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de cinq ans. Ce bureau, qui englobe le Chef de Cabinet, dispose de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploie des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques.

41. Le Bureau du Directeur général est également responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie relative à la problématique de la sexospécificité qui influe sur la politique de l'Organisation tant au niveau des ressources humaines qu'à celui des programmes. Il est chargé de contribuer à une prise de conscience positive de cette problématique dans toute l'Organisation. Le Bureau du Directeur général doit favoriser l'intégration de ladite problématique dans les programmes, tout en appuyant le lancement d'initiatives visant à répondre aux besoins des migrants en termes de parité hommes-femmes. Les assistants et conseillers spéciaux du Directeur général et du Directeur général adjoint font également partie de ce bureau.

42. Le Service juridique est chargé de veiller à ce que les activités de l'Organisation soient déployées en conformité avec la Constitution et les autres dispositions juridiquement pertinentes qu'ont adoptées les organes directeurs, et aussi à ce qu'elle entretienne avec les gouvernements, les organisations, les institutions privées et les personnes physiques, des relations juridiquement saines.

43. L'Unité Médias et Information assiste le bureau du Directeur général dans l'élaboration et l'application d'une stratégie de diffusion de l'information à l'adresse de ses interlocuteurs internes et externes, aux fins de favoriser la prise de conscience et une meilleure compréhension des activités de l'Organisation.

44. Le Secrétariat des réunions assume la responsabilité générale de la planification, de l'organisation, de la supervision, de la participation et du suivi des sessions des organes directeurs et des autres réunions avec les gouvernements, en ce compris la préparation, la production, la distribution et la diffusion de tous les documents et de l'information se rapportant auxdites réunions.

45. Le Bureau de l'Inspecteur général exerce la responsabilité conjointe de l'évaluation et de la vérification interne des comptes. L'Evaluation fixe les normes générales et met au point la méthodologie appliquée pour les évaluations de programmes dans toute l'Organisation. Elle est responsable de l'évaluation des processus de gestion des programmes et des projets et de leur efficacité. La Vérification interne des comptes assure le contrôle financier et de gestion des unités du Siège et des bureaux extérieurs et veille à l'application des règles et des règlements financiers et des procédures administratives. Les vérifications comptables garantissent la cohérence de la gestion et l'efficacité organisationnelle.

46. Le rôle de la fonction d'inspection est: a) de renforcer la capacité de supervision de l'Organisation ; b) d'assurer la synergie des fonctions de supervision relevant de la gestion financière et de l'administration, ainsi que des activités opérationnelles de l'Organisation ; c) de renforcer la capacité du Siège à assurer la mise en œuvre des recommandations découlant des vérifications internes des comptes, de l'évaluation, de l'inspection et des enquêtes ; et d) de proposer des mesures visant à améliorer l'efficience de la gestion.

47. L'ensemble des fonctions administratives et d'opérations au Siège relèvent de 5 piliers qui sont là pour mieux servir la structure hors Siège et répondre au mieux de leurs capacités aux besoins des parties prenantes, comme indiqué ci-après.

Services de gestion des migrations

48. Le département des Services de gestion des migrations appuie les opérations déployées par l'OIM sur le terrain et d'autres services s'occupant des questions de gestion des migrations en intervenant au niveau de l'élaboration des projets. Il fait en sorte que la planification et l'élaboration des projets s'accordent bien avec le mandat de l'Organisation et avec les besoins évalués, tout en définissant une stratégie avec les bureaux extérieurs pour trouver de nouveaux moyens de venir en aide aux gouvernements et d'épauler les efforts des autres organisations internationales afin de renforcer les pratiques de gestion des migrations. Il met au point des normes, des outils et des modèles opérationnels et assure un soutien opérationnel en faveur des bureaux extérieurs si besoin est.

49. On dénombre à présent sept services de gestion des migrations – Aide au retour, Lutte contre la traite des êtres humains, Migration de main-d'œuvre, Information de masse, Migration et santé, Mouvements, et Coopération technique en matière de migration. Ces services mettent l'Organisation en mesure d'apporter un soutien technique spécialisé et des conseils là où ils sont le plus nécessaires. Le plus souvent, ceux-ci sont conçus et fournis sur le terrain, directement là où le besoin s'en fait sentir.

50. Le Directeur des Services de gestion des migrations assure la cohérence des buts poursuivis et de la stratégie déployée dans l'ensemble des services en fonction des besoins migratoires actuels. Le Directeur coordonne l'élaboration des stratégies programmatiques de l'OIM en vue du renforcement des capacités des gouvernements sur les plans de la politique, de la législation, des procédures et de l'administration en matière migratoire, le but étant de promouvoir et de faciliter des migrations régulières et bénéfiques tout en contribuant à prévenir la migration irrégulière. Le Directeur s'efforce également de veiller à ce que les pratiques efficaces découlant des programmes de l'OIM puissent épauler les efforts des gouvernements dans le domaine de la gestion des migrations.

51. Les chefs de service apportent, dans leur domaine respectif, des connaissances spécialisées qu'ils mettent au service des politiques mondiales en consultation/coordination avec le reste du

personnel de l'OIM, les Etats Membres, les organisations internationales/régionales, les institutions universitaires, les ONG et autres acteurs ayant un rôle à jouer dans ce domaine. Ils stimulent et soutiennent l'élaboration de projets dans le cadre de leur propre service en lançant des idées et des projets, en maintenant une vue d'ensemble stratégique, en rédigeant des documents conceptuels et en fournissant des conseils techniques sur la gestion des projets. Ils passent en revue de nouvelles propositions de projets pour en évaluer la pertinence, l'efficacité et l'efficience, et donnent leur autorisation en vue de la mise en œuvre. Ils guident également les bureaux extérieurs dans la recherche d'opportunités en termes de nouvelles activités dans leur domaine propre et veillent à assurer des synergies et une coopération appropriées entre les différents services.

52. On trouvera ci-après une brève description de chaque service (dans l'ordre alphabétique anglais). Leurs objectifs stratégiques et les détails de leurs projets/programmes figurent toutefois dans le chapitre correspondant de la partie opérationnelle du budget. Compte tenu de leur caractère spécialisé, les services Migration et santé et Mouvements disposent d'une certaine autonomie au niveau de la prise de décisions et de la mise en œuvre de stratégies, de politiques et de projets et sont administrativement indépendants des autres services.

53. Le Service des Retours volontaires assistés a pour tâches d'être en permanence attentif aux opportunités qui s'offrent dans le cadre des programmes de retour volontaire, de mettre au point des stratégies avec les bureaux extérieurs et les gouvernements, et d'élaborer des politiques, des normes, des modèles et des mécanismes d'appui pour les activités de retour et de réintégration de l'OIM. Ce service renforce les cadres opérationnels existants en contribuant à faciliter la coopération entre les pays d'origine, de transit et d'arrivée et les donateurs. Il favorise la mise au point de procédures destinées à rationaliser les activités de l'OIM dans ce domaine et à leur conférer un caractère universel, tout en assurant la durabilité des retours par des mesures de réintégration viables.

54. Le Service de Lutte contre la traite des êtres humains met au point les politiques et stratégies mondiales et régionales de l'OIM en termes de mesures de lutte contre la traite en coordination avec les gouvernements et les organisations gouvernementales régionales et internationales et les organisations non gouvernementales. Il établit un cadre efficace pour la sensibilisation des victimes potentielles aux périls de la migration irrégulière et de la traite, et celle des fonctionnaires gouvernementaux aux épreuves que traversent ces victimes. Des campagnes d'information sont utilisées pour susciter une prise de conscience au sein du grand public quant au problème de la traite des êtres humains et aux dangers inhérents à celle-ci, et aussi à d'autres formes de migration irrégulière. Une formation est dispensée aux fonctionnaires compétents pour leur permettre de prévenir la traite et de faire face à ses conséquences. Une aide au transport est offerte aux victimes et des efforts sont déployés pour assurer leur réinsertion dans leur pays d'origine.

55. Le Service de Migration de main-d'œuvre apporte des conseils politiques et techniques aux gouvernements et aux bureaux extérieurs de l'OIM quant à la régulation des mouvements de main-d'œuvre et aux programmes existants en vue d'aider directement les gouvernements et les migrants eux-mêmes au niveau de la sélection et du recrutement, de l'orientation, de la formation, des déplacements, de l'accueil, de l'intégration et du rapatriement des travailleurs migrants. Il surveille en permanence les tendances de la migration de main-d'œuvre, assure la liaison avec d'autres institutions internationales compétentes telles que l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), avec le secteur privé et avec les ONG travaillant auprès des travailleurs migrants, et s'efforce de favoriser le dialogue multilatéral et multi-agences dans ce domaine, notamment entre pays d'origine et de destination.

56. Le Service Information de masse énonce la politique générale et formule les directives et les procédures relatives à la diffusion de l'information à l'adresse de tout un éventail de pays et de groupes cibles, par exemple quant aux effets des migrations, à la cruelle réalité de la migration irrégulière et aux possibilités offertes en termes de migrations régulières, et aussi dans l'optique de favoriser un climat de tolérance. Il fournit un apport technique substantiel aux bureaux extérieurs sous la forme d'un savoir-faire en matière de communication en assurant la conception

et la mise en œuvre de campagnes d'information publique et en veillant à ce que le fond et la forme de celles-ci s'accordent bien avec les stratégies de campagne individuelles comme avec la politique mondiale et les objectifs de l'OIM en termes de campagnes d'information publique. Il entretient des liens étroits avec les Etats Membres et les autres organisations pour s'adapter aux besoins changeants de la diffusion d'informations.

57. Le Service Migration et santé (MHS) apporte son soutien aux programmes de santé dans le contexte migratoire déployés par l'Organisation en différents endroits du monde en fournissant des conseils techniques, en arrêtant une politique générale et en fixant des normes en la matière, et en contrôlant et évaluant ses activités. Il coordonne étroitement ces dernières avec les bureaux extérieurs et collabore avec les autorités sanitaires des gouvernements, ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales, nationales et non gouvernementales compétentes, pour faire face aux besoins sanitaires en évolution constante des migrants. Cela peut aller de l'assistance sanitaire dans un contexte de migrations ou de déplacements à l'assistance migratoire dans le cadre des migrations faisant suite à des situations de crise, en passant par une aide et des conseils axés sur la santé dans le contexte des migrations, notamment dans les domaines du renforcement des capacités institutionnelles et de la recherche. En plus des fonctions liées à la santé des migrants, ce service a dans ses attributions directes la santé du personnel de l'OIM. Cela comprend un certain nombre de tâches, dont celles de déterminer, du point de vue médical, l'aptitude des candidats de l'extérieur à occuper un poste dans l'Organisation, d'examiner les demandes de remboursement de frais médicaux pour les membres du personnel et les personnes à leur charge, de traiter les questions de maladie professionnelle, d'assurer les entretiens de début et de fin de mission sous l'angle sanitaire et de s'occuper de questions spécifiques telles que le stress et les vaccinations.

58. Le Service des Mouvements est responsable de la fixation de normes et de l'énonciation de politiques en matière de transports, et aussi de la mise en place de mécanismes de soutien aux activités déployées dans ce domaine. Il exerce une fonction de supervision sur le transport des migrants et apporte un soutien opérationnel aux bureaux extérieurs dans les situations exigeant une coordination centrale ou un savoir-faire qu'ils ne possèdent pas. Il entretient également des relations avec les compagnies aériennes et négocie des accords avec elles au niveau du Siège, tout en apportant son aide aux bureaux extérieurs pour conclure des accords au plan local avec les transporteurs. Il est chargé de l'élaboration et de la maintenance des systèmes opérationnels par lesquels s'effectue la compilation des données statistiques dans l'ensemble de l'Organisation. Le Service des Mouvements réagit aux changements dans l'application des programmes et met au point des solutions systématiques aux problèmes de logistique. Un exemple récent: la création d'une unité de réservation centrale (CBU) mise sur pied pour faire face aux engorgements créés par les nouvelles mesures sécuritaires dans l'industrie du transport aérien. Le Service des Mouvements épaulé également d'autres services dans lesquels le transport figure comme l'une des prestations fournies au titre des projets.

59. Le Service de Coopération technique en matière de migration fournit des conseils spécialisés et un soutien tant aux gouvernements qu'aux bureaux extérieurs de l'OIM quant à la manière de gérer tous les aspects de la migration, que ce soit sur le plan de la politique générale, de la législation, de l'administration ou des systèmes. Tout en renforçant les capacités des gouvernements, il s'efforce de compléter les efforts nationaux et internationaux axés sur la gestion des flux migratoires par le biais de la coopération, de l'autonomisation, de la formation et de stratégies d'échange d'experts. Il s'agit entre autres de stratégies portant sur la gestion des ressources disponibles et sur l'exploitation de nouvelles ressources en vue de répondre aux besoins changeants dans le domaine migratoire.

Relations extérieures

60. Le Département des relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec les Etats Membres et observateurs, et autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales. Cela englobe la participation aux mécanismes de coordination formellement établis (tels que le Comité permanent interorganisations pour les affaires humanitaires). Le Département organise en outre des consultations régulières avec les organisations partenaires. Une bonne partie de cette tâche s'effectue en coopération avec l'Observateur permanent auprès des Nations Unies à New York.

61. L'Observateur permanent auprès des Nations Unies, qui se trouve à New York, est chargé d'instaurer une coopération toujours plus étroite entre l'OIM et le système des Nations Unies. Le Bureau de l'Observateur permanent met essentiellement l'accent sur les relations de l'OIM avec l'Assemblée générale des Nations Unies et ses principales commissions, avec le Secrétariat des Nations Unies et les différents fonds et programmes des Nations Unies basés à New York. Cela exige une liaison régulière avec les différentes entités du système, les missions permanentes et les Etats membres des Nations Unies, ainsi qu'avec les interlocuteurs pertinents du secteur non gouvernemental. Cela suppose également de suivre un large éventail de questions se rapportant précisément à la coopération de l'OIM avec les Nations Unies d'une part, et de couvrir le traitement général qui est fait par l'ONU des questions migratoires d'autre part.

62. Les Conseillers régionaux et diplomatiques assurent la liaison avec les missions permanentes à Genève et les entités gouvernementales pertinentes des Etats relevant de leur région respective, conseillent le Directeur général et le Directeur général adjoint, entre autres, quant aux faits nouveaux intéressant l'OIM dans un contexte régional et facilitent la formulation des politiques générales de l'OIM à l'égard des régions. Ils suivent et appuient le développement des processus migratoires régionaux, supervisent les relations avec les organisations régionales et se tiennent constamment informés des grands faits migratoires nouveaux dont ces organisations sont saisies. Ils sont également chargés du suivi des approches régionales dans le domaine migratoire et apportent leur soutien à la diplomatie régionale dans ce domaine en tenant le rôle de pôles d'informations spécialisées dans les questions migratoires vis à vis des bureaux de l'OIM dans les différentes régions et à l'occasion de réunions se tenant à l'extérieur. Ils coopèrent avec les autres unités du Siège et les bureaux régionaux pour ce qui a trait à la cohérence, la crédibilité et l'image des activités de l'OIM dans les régions. Ils passent en revue les rapports de vérification comptable des bureaux de l'OIM et les programmes relatifs à chaque région et conseillent les bureaux extérieurs comme le Siège en ce qui concerne les questions de dotation en effectifs au niveau des administrateurs au sein des bureaux extérieurs dans les différentes régions.

63. La Division de la recherche et des publications a pour tâches de mener et de gérer des travaux de recherche sur les questions migratoires actuelles dans le but de mettre au point des mesures susceptibles de déboucher sur une meilleure gestion des flux migratoires, et aussi de lancer de nouvelles idées dans l'optique d'améliorer, dans la manière, les services qu'offre l'Organisation. L'Unité de la recherche veille à ce que les résultats des travaux de recherche soient communiqués aux gouvernements, aux autres organisations, aux instituts de recherche et au grand public par le biais de l'Internet, de sa publication trimestrielle *International Migration*, et de son bulletin trimestriel *Traite des Migrants*. L'Unité des publications est responsable de la formulation de la politique générale de publication. Elle offre son assistance aux services du Siège et des bureaux extérieurs au niveau de la rédaction, de l'édition, de la conception, de la présentation, de l'impression, de la distribution et de la vente des publications.

64. L'Unité de traduction est responsable de la traduction des documents internes et externes de l'Organisation.

Appui aux programmes

65. Le Directeur du Département de l'Appui aux programmes est responsable de la coordination des activités des trois unités qui le composent et assiste le Directeur général dans ses décisions concernant les opérations au niveau mondial.

66. La Division des relations avec les donateurs (DRD) s'efforce, par ses activités de mobilisation de fonds, de renforcer et de diversifier le travail de sensibilisation des donateurs et des partenaires aux programmes de l'OIM et à ses nouvelles initiatives stratégiques. Elle s'efforce d'aider la communauté des donateurs et les bureaux de l'OIM à établir des correspondances « sur mesure » entre les programmes en cours et les programmes prospectifs. Pour ce faire, elle a recours à tout un éventail d'approches complémentaires, concernant notamment la mobilisation de fonds, les consultations bilatérales avec les donateurs, les évaluations sur le terrain et les séances d'information en présence de représentants de la communauté internationale, la mise au point de stratégies innovantes de mobilisation de ressources, la coordination de l'action de l'OIM dans le cadre de mécanismes multilatéraux de financement tels que le processus des appels globaux des Nations Unies (CAP) et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), et aussi avec des institutions et des filières multilatérales.

67. La Division des situations de crise et d'après-conflit (EPC) coordonne ou facilite les interventions de l'OIM, en réponse à des crises migratoires, telles que déplacements de populations, évacuations et retours massifs. Elle met au point les plans de préparation aux situations d'urgence de l'OIM et les mesures d'intervention rapide en aidant les bureaux concernés sur le terrain à faire face aux situations d'urgence. EPC est responsable de la préparation et de la coordination du déploiement rapide de ressources humaines et matérielles lors des crises. C'est à elle également qu'incombe la tâche de détecter les situations potentiellement critiques le plus tôt possible, ce qui exige d'elle le maintien d'une surveillance étroite des crises humanitaires naissantes et la conduit par conséquent à mener des missions d'évaluation. Elle apporte également son concours au niveau de l'élaboration des projets. Enfin, elle assure l'interface avec la Division des situations d'urgence des Nations Unies et d'autres organismes.

68. L'Unité de suivi des projets (PTU), qui est en passe d'être transférée à Manille, est responsable du suivi de l'élaboration des projets et de leur mise en œuvre par rapport aux documents de projets et aux budgets approuvés. Elle tient le registre central et veille à la bonne tenue du système de suivi de tous les projets de l'OIM dans le monde, qu'ils soient dans la phase d'élaboration ou dans celle de mise en œuvre. Le chef de cette unité supervise également l'Unité de sécurité du personnel, laquelle est responsable de la mise au point de mesures concernant la sécurité du personnel et la formation dans ce domaine, fournit des informations concernant l'évaluation de la sécurité des missions et des opérations et assure l'interface avec l'UNSECOORD.

Appui administratif

69. La fonction générale d'appui administratif de l'Organisation relève de deux entités administratives distinctes: le Département du budget et des finances et le Département de la gestion des ressources humaines et des services communs. Ces unités administratives sont chargées de l'énonciation et de l'application des politiques en matière de finances et de ressources humaines pour veiller au bon déroulement des activités de l'Organisation.

Département du budget et des finances

70. Le Département du budget et des finances est responsable de l'énonciation et de l'application des politiques financières devant garantir une gestion et une planification fiscales saines, ainsi que de l'articulation, de la liaison et de la diffusion de propositions et de politiques financières et budgétaires à l'adresse des parties prenantes internes et externes.

71. La Division de la comptabilité fixe les procédures et les contrôles comptables, veille à la conformité avec les règlements financiers et comptables de l'OIM, reçoit les informations

financières mensuelles de tous les bureaux extérieurs, assure la supervision financière et rend compte des contrôles effectués. La Division apporte son aide, ses conseils et ses informations financières aux bureaux extérieurs et aux directeurs de projets en matière financière. Elle supervise en outre l'application des contrôles internes et les systèmes comptables informatisés. Elle rédige les états financiers annuels pour l'Organisation.

72. La Division du budget fixe les lignes directrices et fournit des instructions au Siège et aux bureaux extérieurs pour ce qui concerne la processus d'établissement du budget de l'Organisation. Elle prépare les documents officiels relatifs au Programme et Budget en conformité avec les règles et règlements financiers en vigueur et avec les décisions des organes directeurs. En outre, cette division est responsable de l'établissement du barème des quotes-parts sur la base duquel est calculée la contribution des Etats Membres à la partie administrative du budget. Elle fixe et supervise les allocations budgétaires.

73. La Division de la trésorerie assume la responsabilité générale de la gestion des liquidités de l'Organisation, des investissements à court terme et des opérations sur le marché des changes. Ce faisant, elle assure la réception, la garde et les sorties de fonds en direction des bureaux extérieurs et des créateurs, et pour le versement des paiements dus au personnel. En outre, elle assure différentes fonctions liées à la comptabilité des salaires pour le personnel de Genève et le personnel international des bureaux. La Division est également responsable de la gestion des investissements et de l'administration comptable de la Caisse de prévoyance des membres du personnel.

Département de la gestion des ressources humaines et des services communs

74. Le Département de la gestion des ressources humaines et des services communs est responsable de l'énonciation et de l'application des politiques de gestion des ressources humaines et de la gestion et de la préservation des biens de l'Organisation.

75. Les services communs fixent les lignes directrices concernant l'achat et l'entretien des fournitures de bureau et de l'équipement pour le Siège et pour certains programmes. De manière générale, ils sont responsables de la protection des biens de l'OIM.

76. La Division des ressources humaines est responsable de la mise au point et de l'application des politiques de gestion des ressources humaines. Cela englobe le recrutement et la gestion des experts associés, des stagiaires et des volontaires, le détachement et les réaffectations de personnel, les conditions d'emploi, les prestations et indemnités, le classement des emplois, les promotions et la formation, ainsi que la sécurité sociale du personnel. Le déploiement de personnel dans les crises et dans les activités d'après-conflit est une autre responsabilité clef de la Division.

Technologie de l'information et communications (ITC)

77. L'Unité de technologie de l'information et des communications (ITC) est chargée d'orienter, de planifier et de mettre en œuvre une stratégie mondiale axée sur la technologie de l'information et les systèmes d'information (TI/SI), aux fins d'honorer le mandat opérationnel et de diffusion d'informations qui est celui de l'OIM. Elle assure la coordination générale des initiatives de développement en matière de TI dans les bureaux extérieurs comme au Siège en veillant à assurer la cohérence avec la stratégie générale de l'OIM, et définit et met en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation des normes, une infrastructure et une architecture de TI/SI. Elle facilite la conceptualisation, la mise en œuvre et la fourniture de projets de TI et instaure des relations stratégiques avec les fournisseurs clefs et les partenaires extérieurs. Elle offre en outre des techniques qui facilitent, pour les partenaires et les clients, les relations et les transactions avec l'OIM. La technologie de l'information (TI) apporte un soutien à la structure organisationnelle croissante, couvrant à la fois les bureaux extérieurs et le Siège. Si nécessaire, ce département met au point et assure une formation à tous les utilisateurs de la TI de manière à assurer une utilisation productive des systèmes nouveaux et existants. Parallèlement, elle continue à explorer et à recenser les possibilités d'accroissement de la productivité.

Transfert de fonctions administratives et de fonctions liées à la technologie de l'information à la MFR de Manille

78. Un certain nombre de fonctions administratives, de communication et de TI ont été transférées à la MFR de Manille afin de renforcer la capacité de l'OIM à fournir des services essentiels tout en restant dans les limites budgétaires qui lui sont assignées.

79. Avec l'accroissement, ces dernières années, des programmes et des bureaux, les fonctions essentielles de l'OIM – et en particulier dans les secteurs clefs de la TI et des services administratifs – n'ont pas pu, dans certains cas, emboîter le pas à la croissance de l'Organisation en raison des contraintes imposées par la croissance nominale zéro dans la partie administrative du budget. Etant donné que l'OIM continuera à croître à la fois en nombre de Membres et en termes de programmes, l'Administration a, dans certains cas opté soit pour transférer à Manille des fonctions qui étaient jusque là assurées au Siège de l'Organisation à Genève, soit pour renforcer les structures d'appui existantes à Manille, dans l'optique de permettre à l'Organisation de continuer à croître en dépit des contraintes financières.

80. Face aux différents choix possibles, l'Administration a opté pour Manille qui s'est détachée comme le lieu le plus approprié compte tenu du coût de la vie plus favorable dans ce pays, de la présence d'une MFR déjà active sur le plan administratif, et de la présence sur place d'une main-d'œuvre qualifiée. L'accent est principalement mis sur les fonctions relevant de l'appui administratif, de la technologie de l'information et des communications. Les unités de Suivi des projets et de Sécurité du personnel, ainsi que de nouvelles fonctions telles que l'Application des systèmes de gestion des migrants et des systèmes opérationnels (MIMOSA) et les Systèmes intégrés de gestion de l'information sur les migrations (IMIMS), seront à l'avenir basées à Manille et leur personnel sera directement recruté sur place. De même, le soutien technique à la messagerie électronique, qui est aujourd'hui assuré à grand frais à Genève par une société indépendante, sera plus efficacement absorbé à Manille. Le développement du Centre administratif de Manille se fera graduellement, sans donner lieu à des licenciements à Genève. Au contraire, lorsque des vacances d'emploi apparaîtront ou seront créées, l'Administration examinera le poste à pourvoir afin de déterminer si les fonctions correspondantes peuvent être délocalisées.

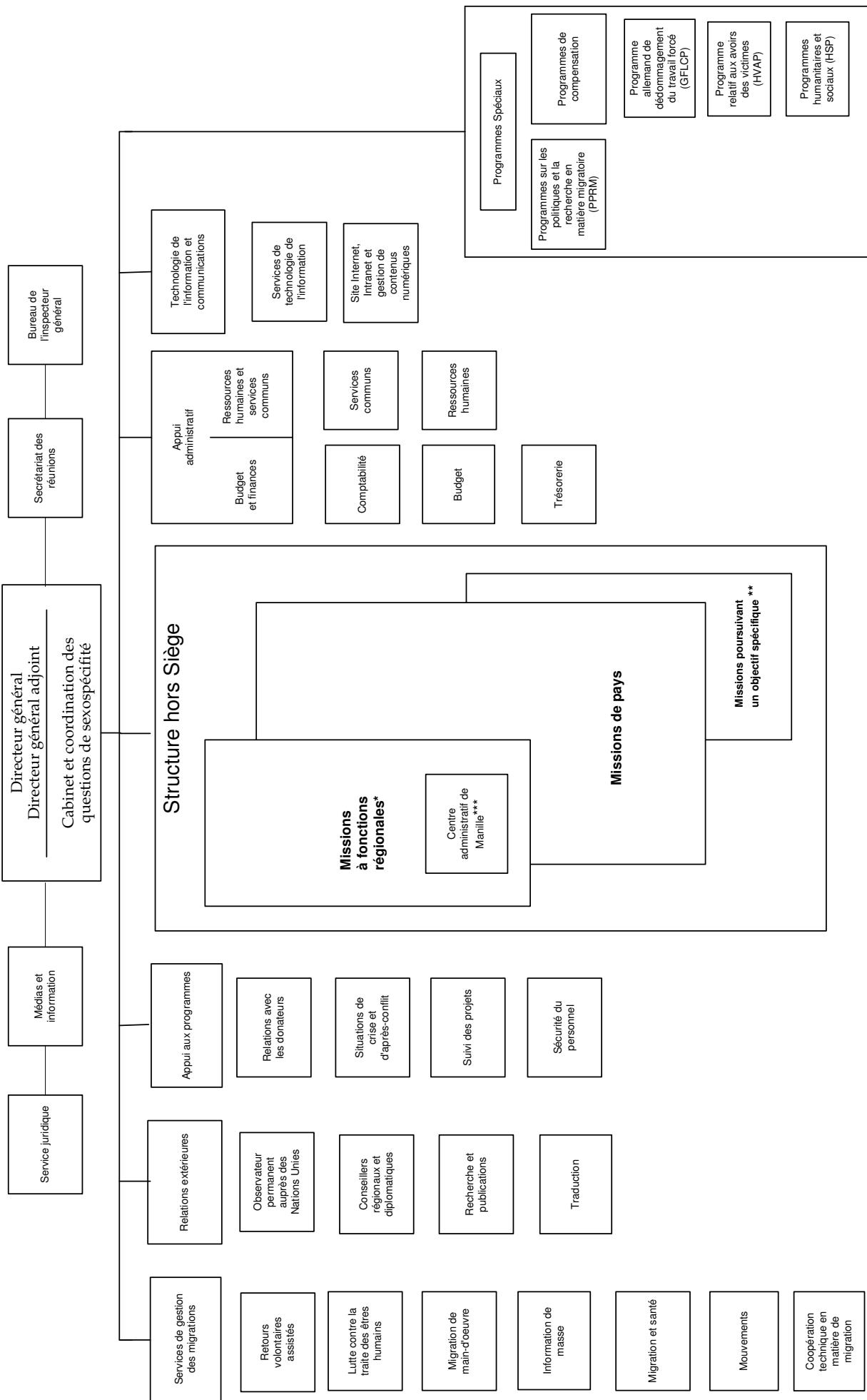
Programmes spéciaux

81. Le Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM) a été créé pour aider à mieux faire comprendre les problèmes migratoires et à renforcer la capacité des gouvernements à coopérer à la gestion des migrations d'une façon plus globale et plus efficace. Le PPRM continuera à fonctionner en 2003 en tant que programme d'opérations financé par des donateurs, mais il faudra sérieusement envisager à l'avenir de l'incorporer à la structure administrative en tant que service essentiel de l'Organisation devant être financé par cette partie du budget, en considération du caractère essentiel de la fonction qu'il remplit.

82. Les Programmes de dédommagement sont des programmes spécialisés axés sur une action d'information et d'assistance, sur le traitement des demandes de dédommagement et sur les paiements à faire aux victimes remplissant les conditions et dispersées dans le monde entier, dont les migrants de la diaspora. Compte tenu de leur impact financier et de leur portée considérable, ces programmes sont reflétés dans l'organigramme en tant que "Programmes spéciaux".

Organigramme de l'Administration de l'OIM pour 2003

ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION DE L'OIM



* Missions à fonctions régionales:
Bangkok, Bruxelles, Budapest, Buenos Aires, Le Caire, Canberra, Dacca, Dakar, Helsinki, Islamabad, Lima, Centre administratif de Manille, Nairobi, New York, Prétoria, Rome, San José, Vienne, Washington.

** Missions poursuivant un objectif spécifique:
Ce sont des missions créées pour de courtes durées dans le but de procéder à des opérations d'urgence.
*** Centre administratif de Manille:
Appui administratif de base englobant entre autres la technologie de l'information, le suivi des projets et la sécurité du personnel.

STRUCTURE ORGANIQUE DE L'OIM - DOTATION GLOBALE EN EFFECTIFS POUR 2003

Dotation globale en effectifs financée par le budget de l' Administration et par les revenus discrétionnaires du budget des opérations

	Budget administratif		Revenus discrétionnaires		Total	
	Fonctionnaires	Employés	Fonctionnaires	Employés	Fonctionnaires	Employés
Siège						
Directeur général et Directeur général adjoint	2				2	
Cabinet du Directeur général	3	3	1		4	3
Service juridique	1	1			1	1
Médias et information	3	1	1		4	1
Secrétariat des réunions	1	2			1	2
Bureau de l'Inspecteur général	5	1			5	1
Services de gestion des migrations	2				2	
Retours volontaires assistés	2				2	
Lutte contre la traite des êtres humains	2				2	
Migration de main-d'œuvre	1				1	
Information de masse	2				2	
Coopération technique en matière de migration	2				2	
Personnel d'appui partagé par ces services		2				2
Migration et santé	3	1	1	1	4	2
Mouvements	4	5		6	4	11
Relations extérieures	1	1			1	1
Conseillers régionaux et diplomatiques	4	1	1		5	1
Recherche et publications	3	3		1	3	4
Traduction	2	2			2	2
Appui aux programmes	2	1			2	1
Relations avec les donateurs	3	1	1	2	4	3
Situations de crise et d' après-conflit	1	1	3		4	1
Suivi des projets		1				1
Budget et finances	1	1			1	1
Comptabilité	2	5		2	2	7
Budget	1	2			1	2
Trésorerie	1	3	1		2	3
Gestion des ressources humaines et des services communs	1	1			1	1
Services communs	1	4		3	1	7
Ressources humaines	4	6		2	4	8
Technologie de l'information et communications	5	4	3	2	8	6
Total - Siège	65	53	12	19	77	72

	Budget administratif		Revenus discrétionnaires		Total	
	Fonctionnaires	Employés	Fonctionnaires	Employés	Fonctionnaires	Employés
Bureaux extérieurs						
Missions à fonctions régionales (MFR)						
Bangkok, Thaïlande	2	1	1	3	3	4
Bruxelles, Belgique	2	1	1	1	3	2
Budapest, Hongrie	1	1	1	2	2	3
Buenos Aires, Argentine	2	1		2	2	3
Le Caire, Egypte	2	1	1	2	3	3
Canberra, Australie	1			1	1	1
Dakar, Sénégal	1	1	2	6	3	7
Dacca, Bangladesh	1	1		2	1	3
Helsinki, Finlande	1	1		2	1	3
Islamabad, Pakistan	1	2		1	1	3
Lima, Pérou	2	1		1	2	2
Manille, Philippines	3	2	2	21	5	23
Nairobi, Kenya	1	1	1	3	2	4
New York, Etats-Unis d' Amérique	1			2	1	2
Prétoria, Afrique du Sud	1	1	2	4	3	5
Rome, Italie	2	1	2	1	4	2
San José, Costa Rica	2	1	1	5	3	6
Vienne, Autriche	2	1	2	3	4	4
Washington, Etats-Unis d' Amérique	1	1		8	1	9
Missions de pays						
Chine, Région admin. spéc. de Hong Kong				1		1
République dominicaine			1		1	
Ethiopie			1		1	
France			1	1	1	1
Allemagne	1	1	1		2	1
Indonésie			1	2	1	2
Japon				1		1
Portugal			1		1	
République de Corée				1		1
Uruguay			1		1	
Activités globales						
Spécialistes de la santé dans le contexte migratoire et experts techniques			3		3	
Membres du personnel de l' OIM détachés			2		2	
Total - Bureaux extérieurs	30	20	28	76	58	96
Total - Siège et bureaux extérieurs	95	73	40	95	135	168

Remarque: La dotation globale en effectifs donnée ci-dessus ne comprend pas le personnel financé par les revenus de projets spécifiques, dont la composition détaillée figure en annexe III.

PARTIE I
ADMINISTRATION

(montants exprimés en francs suisses)

PARTIE I - ADMINISTRATION

(en francs suisses)

Niveau budgétaire

83. L'allocation proposée pour la partie administrative du budget de 2003 a été établie à 36 873 000 francs suisses, ce qui représente une augmentation de 3,1%, – ou 1 110 000 francs suisses – par rapport à l'allocation de 2002 qui était de 35 763 000 francs suisses. L'augmentation ainsi proposée sera utilisée principalement pour couvrir les augmentations automatiques de dépenses de personnel et autres dépenses statutaires, l'adjonction d'un poste de fonctionnaire et d'un poste d'employé affectés à la sécurité du personnel, et une partie de la redevance de l'Organisation à l'UNSECOORD. Ces augmentations seront compensées par une réduction des dépenses et par des mesures de maîtrise des coûts.

Raisons de l'augmentation proposée

84. L'Organisation a connu une expansion considérable ces dernières années, tant en ce qui concerne le nombre de Membres que les activités déployées. Ainsi, de 1998 à 2002, le nombre des Membres est passé de 61 à 93; durant la même période, le niveau de la partie opérationnelle du budget a connu la même expansion, cependant que le nombre des bureaux extérieurs et la complexité des opérations déployées ne cessaient de croître eux aussi. En revanche, la partie administrative du budget, censée couvrir les fonctions de base, a accusé une baisse constante en termes de pourcentage des dépenses totales de l'Organisation durant cette même période. Le taux de croissance élevé, à quoi s'ajoutent les contraintes liées au plafonnement du budget de l'Administration, continue de poser à l'Organisation le défi de réduire les dépenses et/ou de trouver dans la partie opérationnelle du budget un financement de substitution pour les fonctions de base sans occasionner une baisse d'efficacité au niveau de l'administration, de la supervision et des opérations.

85. Comme il faut s'attendre que la croissance de l'OIM se poursuivra, tant en termes de Membres qu'en termes de programmes, ses services d'appui aux niveaux de l'administration et des opérations, sollicités à l'excès, devront s'accommoder des conséquences de cette tendance. L'Administration doit pouvoir maintenir un minimum adéquat de structures de base hautement efficaces et rentables pour faire face aux besoins migratoires qui surgissent et répondre aux attentes de Membres sans cesse plus nombreux. Le maintien de la croissance nominale zéro risque de compromettre la fourniture efficace et rationnelle des programmes de l'Organisation.

La période de croissance nominale zéro

86. De 1996 à 2000, l'Organisation a appliqué, dans le cadre de la partie administrative du budget, le principe d'une croissance nominale zéro, avec une allocation budgétaire de 34 060 000 francs suisses.

87. En 2001, l'Administration a demandé à pouvoir se dégager des contraintes de cette croissance nominale zéro en proposant une augmentation de 9,5%. Par sa résolution No 1035 (LXXX) du 29 novembre 2000, le Conseil a approuvé le Programme et Budget pour 2001 en décidant "d'adopter une augmentation de 5% de la partie administrative du budget pour 2001 afin de répondre à des besoins recensés par l'OIM, et de souligner que la partie administrative du budget pour 2002 devra être établie sur la base d'une croissance nominale zéro".

Discussions et propositions

88. Par souci de répondre aux demandes croissantes dont l'Organisation fait l'objet et compte tenu de la nécessité qui lui est faite de rester efficiente sans avoir à augmenter de manière excessive l'allocation de la partie administrative du budget, l'Administration a engagé des consultations avec les Etats Membres aux fins de débattre les différentes options qui lui permettraient de se libérer du carcan de la croissance nominale zéro. L'Administration a soumis deux scénarios qui représentent respectivement une augmentation de 3,2% et de 5,5%.

89. Les consultations informelles n'ont pas permis de dégager un consensus sur l'augmentation proposée. Comme l'Administration l'a indiqué dans les documents soumis à l'occasion de ces consultations, le maintien de la croissance nominale zéro imposera à l'OIM d'absorber les augmentations automatiques de dépenses de personnel et autres dépenses statutaires et de réduire un certain nombre de postes relevant de la structure de base ainsi que certaines dépenses essentielles. C'est ainsi que six postes de haut niveau au Siège ou six postes de haut niveau dans diverses missions à fonctions régionales – à quoi s'ajoute une somme d'environ 250 000 francs suisses prévue pour le financement de la technologie de l'information et/ou le perfectionnement et la formation du personnel – devront être réduits ou transférés et financés à l'aide des revenus discrétionnaires, ce qui induira une réduction équivalente des fonds disponibles dans la partie opérationnelle du budget.

90. Après avoir soigneusement examiné toutes les options, sans écarter la possibilité de nouvelles consultations, l'Administration est parvenue à la conclusion que l'Organisation devait accroître son budget de l'Administration pour pouvoir remplir ses obligations et assumer ses responsabilités. En conséquence, l'Administration recommande vivement d'établir la partie administrative du budget de 2003 sur la base d'une augmentation de 3,1%, ce qui représente un supplément de 1 110 000 francs suisses, l'allocation de cette partie du budget passant ainsi de 35 763 000 francs suisses en 2002 à 36 873 000 francs suisses en 2003. On voudra bien noter, cependant, que l'augmentation des contributions individuelles pour la majorité des Etats Membres se situera bien en deçà de 1,5%, dans la mesure où le barème des quotes-parts pour 2003 totalise 101,919% suite à l'admission de nouveaux Membres.

91. L'augmentation proposée de 3,1% doit permettre de financer les augmentations automatiques de dépenses de personnel et autres dépenses statutaires à hauteur de 1 350 000 francs suisses, un nouveau poste de fonctionnaire et un nouveau poste d'employé, tous deux affectés à la sécurité du personnel, pour un coût estimé à 260 000 francs suisses, ainsi que le financement partiel de la redevance de l'UNSECOORD, à hauteur de 200 000 francs suisses. Ces augmentations seront compensées par des réductions de dépenses et des mesures de maîtrise des coûts dans d'autres postes budgétaires pour environ 700 000 francs suisses, donnant ainsi une augmentation nette de 1 110 000 francs suisses.

Barème des quotes-parts

92. La partie administrative du budget est financée par des contributions des Etats Membres, sur la base du barème des quotes-parts pour 2003, tel qu'adopté par le Comité exécutif en juin 2002 (Annexe II du document MC/EX/639).

93. En adoptant le barème des quotes-parts, qui constitue la formule de base pour le paiement des contributions assignées des Etats Membres à la partie administrative du budget pour 2003, les Etats Membres ont fixé le taux plafond à 26,327% et le taux plancher à 0,040%.

94. Le processus d'alignement du barème des quotes-parts, rendu nécessaire par l'admission de nouveaux Etats Membres en novembre 2001, a entraîné un excédent de 0,522%. Etant donné que cet excédent ne peut plus être intégralement remboursé, le barème présente aujourd'hui un total de 100,349%, soit le total initialement adopté par le Comité exécutif en juin 2002.

95. Suite à l'admission du Mexique et de l'Irlande en juin 2002 en qualité de Membres de l'Organisation, le barème des quotes-parts pour 2003 présente aujourd'hui un total de 101,916%.

96. Le barème des quotes-parts établi pour 2003 est donné en page 30.

Structure essentielle

97. L'allocation de fonds dans le cadre du budget de l'Administration s'accorde avec la définition des «fonctions essentielles» donnée dans le document MC/1885 du 10 octobre 1996, intitulé «Répartition des dépenses de personnel entre la partie administrative et la partie

opérationnelle du budget», document sur lequel se basait la résolution du Conseil No 949 (LXXII) du 20 novembre 1996. Ces fonctions essentielles sont définies comme étant celles consistant à conseiller, planifier, organiser, superviser et contrôler l'activité générale de l'Organisation, dans un contexte régional ou fonctionnel, et dont les tâches ne sont pas liées à la mise en œuvre d'un programme ou d'un projet unique donné.

98. Dans la partie administrative du budget, les dotations en effectifs proposées pour 2003 ont été enrichies de trois postes de fonctionnaires et de cinq postes d'employés par rapport à 2002. De ce fait, la partie administrative du budget englobe à présent 65 postes de fonctionnaires et 53 postes d'employés au siège, et 30 postes de fonctionnaires et 20 postes d'employés dans les missions à fonctions régionales et dans une mission de pays. L'ensemble de ces postes représente une partie de la structure essentielle nécessaire pour superviser l'ensemble des bureaux extérieurs, exercer les fonctions fondamentales de gestion et les contrôles financiers et budgétaires, planifier et mettre en œuvre les activités futures et assurer la liaison avec les gouvernements. D'autres postes essentiels au Siège et dans les bureaux extérieurs qui ne peuvent pas être couverts par la partie administrative du budget en raison des contraintes budgétaires sont financés par les revenus discrétionnaires.

Ajustements au Siège et dans les bureaux extérieurs

99. Suite au transfert de certaines fonctions administratives ou liées à la technologie de l'information du Siège à la MFR de Manille, l'Administration est parvenue à utiliser plus efficacement ses ressources. Afin de rationaliser l'allocation de certains postes essentiels relevant de la partie administrative du budget, il est proposé de procéder aux changements suivants:

Siège

- Il est proposé d'affecter à temps complet au Service juridique un employé qui se partageait jusque là entre le Service juridique et le Bureau de l'Inspecteur général. Il est proposé en outre de régulariser au Bureau de l'Inspecteur général un poste d'employé existant, recruté sur un contrat de temporaire.
- Aux Services de gestion des migrations, il est proposé de créer un poste de fonctionnaire et un poste d'employé pour apporter un soutien général à l'action d'élaboration de programmes.
- Il est proposé d'imputer sur le budget de l'Administration un poste existant de fonctionnaire au sein du Service des retours volontaires assistés et un autre au sein du Service de l'information de masse, jusque là financés par les revenus discrétionnaires, c'est-à-dire par la partie opérationnelle du budget.
- Au sein du service Mouvements, il est proposé d'imputer sur le budget de l'Administration un poste existant d'employé, actuellement financé par les revenus discrétionnaires, c'est à dire par la partie opérationnelle du budget.
- Il est proposé de supprimer un poste de fonctionnaire au sein de l'Unité de suivi des projets, suite au transfert des fonctions de ce poste et de son titulaire à la MFR de Manille.
- Le titulaire du poste de Directeur de l'Appui administratif a été transféré à la MFR de Manille et ne sera pas remplacé au Siège. Les fonctions d'appui administratif ont été scindées en deux départements distincts, à savoir: a) Budget et finances, et b) Gestion des ressources humaines et des services communs. Les effets pratiques de ce changement sont le transfert d'un poste de fonctionnaire de la Division du budget au Département Budget et finances, en même temps que le poste de personnel d'appui de l'ancien département de l'Appui administratif, et l'imputation sur le budget de l'Administration d'un poste existant d'employé au sein de la Division du budget, jusque là financé par les revenus discrétionnaires.

Bureaux extérieurs

- Deux postes de fonctionnaires et un poste d'employé ont été ajoutés à la MFR de Manille. Un poste de fonctionnaire et un poste d'employé concernent l'Unité de sécurité du personnel, l'autre poste de fonctionnaire résultant du transfert de l'Unité de suivi des projets, une unité du Siège.
- Le poste de Coordonnateur régional du Suivi de la Conférence de Genève de 1996 sur les Etats d'Europe orientale et d'Asie centrale (EOAC, ex-CEI) a été affecté à Vienne et sera financé par la partie administrative du budget. L'Administration prévoit de rationaliser la structure de la MFR de Vienne de telle façon que le Représentant régional couvre à la fois l'Europe centrale et orientale et coordonne le Suivi de la Conférence de Genève de 1996. Ceci reflète aussi bien le besoin de maximiser le rapport coût/efficacité des postes financés par la partie administrative du budget que l'avancement et la venue à maturité des missions et des programmes dans ces régions.

Eléments communs – Siège et bureaux extérieurs

- L'augmentation des "autres prestations dues au personnel" est due pour l'essentiel à la révision à la hausse de l'ajustement de poste faisant partie de la rémunération des fonctionnaires, qui est exprimé en dollars des Etats-Unis et qui s'est affaibli par rapport à l'année dernière. Toutefois, cette augmentation a été compensée par une réduction correspondante de la rémunération de base desdits fonctionnaires.
- Dans la rubrique "Frais généraux de bureaux", on notera une augmentation de 81 000 CHF due pour l'essentiel aux postes "Achat et entretien de matériel TI/TED" et "Fournitures de bureaux, travaux d'imprimerie et autres services".
- Dans la rubrique "Services contractuels", une allocation de 200 000 CHF est proposée pour couvrir en partie la redevance de l'UNSECOORD. Cette allocation est limitée à 2003 et le financement général de cette redevance sera réexaminé en 2003 à la lumière de l'application progressive de l'augmentation proposée pour la commission sur frais généraux liés aux projets, qui pourrait passer de 9,5% à 12%.

PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET

OBJETS DE DEPENSE

(en francs suisses)

	Prévisions révisées pour 2002 (MC/EX/638)		Prévisions pour 2003					
	Effectifs		Montant total	Effectifs		Indemnités de déplacement et de représentation	Autres dépenses	Montant total
	Fonct.	Empl.		Fonctionnaires	Employés			
Siège								
Directeur général et Directeur général adjoint	2	-	580 000	2	-	457 000	-	140 000
Cabinet du Directeur général	3	3	799 000	3	3	473 000	296 000	40 000
Service juridique	1	-	108 000	1	1	100 000	185 000	10 000
Bureau de l'Inspecteur général	5	-	811 000	5	1	630 000	61 000	137 000
Personnel d'appui partagé par ces deux unités	-	1	178 000	-	-	-	-	-
Médias et information	3	1	585 000	3	1	382 000	97 000	25 000
Secrétariat des réunions	1	2	347 000	1	2	117 000	234 000	-
Services de gestion des migrations	1	-	253 000	2	-	222 000	-	110 000
Retours volontaires assistés	1	-	115 000	2	-	190 000	-	-
Lutte contre la traite des êtres humains	2	-	260 000	2	-	229 000	-	-
Migration de main-d'œuvre	1	-	95 000	1	-	131 000	-	-
Information de masse	1	-	122 000	2	-	209 000	-	-
Coopération technique en matière de migration	2	-	239 000	2	-	246 000	-	-
Personnel d'appui partagé par ces services	-	1	129 000	-	2	-	183 000	-
Migration et santé	3	1	504 000	3	1	351 000	119 000	25 000
Mouvements	4	4	913 000	4	5	432 000	613 000	25 000
Relations extérieures	1	1	387 000	1	1	161 000	144 000	75 000
Conseillers régionaux et diplomatiques	4	1	680 000	4	1	548 000	120 000	-
Recherche et publications	3	3	725 000	3	3	328 000	322 000	105 000
Traduction	2	2	432 000	2	2	279 000	153 000	-
Appui aux programmes	2	1	453 000	2	1	281 000	116 000	80 000
Relations avec les donateurs	3	1	525 000	3	1	410 000	82 000	-
Situations de crise et d'après-conflit	1	1	311 000	1	1	156 000	120 000	-
Suivi des projets	1	1	256 000	-	1	-	82 000	-
Appui administratif	1	1	328 000	-	-	-	-	-
Budget et finances	-	-	-	1	1	155 000	114 000	15 000
Comptabilité	2	5	751 000	2	5	229 000	564 000	-
Budget	2	1	385 000	1	2	105 000	278 000	-
Trésorerie	1	3	491 000	1	3	140 000	334 000	-
Gestion des ressources humaines et des services communs	-	-	-	1	1	144 000	96 000	-
Services communs	1	4	572 000	1	4	140 000	448 000	-
Ressources humaines	5	7	1 379 000	4	6	454 000	788 000	10 000
Technologie de l'information et communications	5	4	1 260 000	5	4	641 000	607 000	25 000
Médiateur	-	-	51 000	-	-	37 000	-	5 000
Personnel d'appui - Comité de l'Association du personnel	-	-	36 000	-	-	-	47 000	-
Total - Siège	64	49	15 060 000	65	53	8 377 000	6 203 000	722 000
							170 000	15 472 000
Bureaux extérieurs								
Missions à fonctions régionales (MFR)								
Bangkok, Thaïlande	2	1	331 000	2	1	271 000	58 000	15 000
Bruxelles, Belgique	2	1	395 000	2	1	241 000	81 000	20 000
Budapest, Hongrie	1	1	149 000	1	1	111 000	33 000	16 000
Buenos Aires, Argentine	2	1	378 000	2	1	226 000	33 000	17 000
Le Caire, Egypte	2	1	335 000	2	1	254 000	57 000	20 000
Canberra, Australie	1	-	170 000	1	-	150 000	-	14 000
Dakar, Sénégal	1	1	225 000	1	1	120 000	29 000	17 000
Dacca, Bangladesh	1	1	140 000	1	1	142 000	15 000	12 000
Helsinki, Finlande	1	1	228 000	1	1	144 000	55 000	11 000
Islamabad, Pakistan	1	2	257 000	1	2	176 000	31 000	18 000
Lima, Pérou	2	1	427 000	2	1	303 000	54 000	17 000
Manille, Philippines	1	1	245 000	3	2	454 000	54 000	25 000
Nairobi, Kenya	1	1	241 000	1	1	187 000	14 000	20 000
New York, Etats-Unis d'Amérique	1	-	206 000	1	-	184 000	-	12 000
Prétoria, Afrique du Sud	1	1	210 000	1	1	178 000	22 000	21 000
Rome, Italie	2	1	372 000	2	1	260 000	70 000	15 000
San José, Costa Rica	2	1	387 000	2	1	310 000	43 000	21 000
Vienne, Autriche	2	1	452 000	2	1	223 000	120 000	16 000
Washington, Etats-Unis d'Amérique	1	1	322 000	1	1	164 000	118 000	18 000
Missions de pays								
Allemagne	1	1	310 000	1	1	145 000	100 000	16 000
Total - Bureaux extérieurs	28	19	5 780 000	30	20	4 243 000	987 000	341 000
Total - Siège et bureaux extérieurs	92	68	20 840 000	95	73	12 620 000	7 190 000	1 063 000
							170 000	21 043 000

PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
OBJETS DE DEPENSE
(en francs suisses)

	Prévisions révisées pour 2002 (MC/EX/638)		Prévisions pour 2003				
	Effectifs		Montant total	Effectifs		Indemnités de déplacement et de représentation	Autres dépenses
	Fonct.	Empl.		Fonctionnaires	Employés		
Autres prestations dues au personnel							
Indemnité de poste	-	-	2 349 000	-	-	-	3 032 000
Cotisations à la Caisse de prévoyance	-	-	4 125 000	2 881 000	994 000	-	3 875 000
Frais de voyage lors de la nomination ou du transfert	-	-	345 000	345 000	-	-	345 000
Indemnité d'installation	-	-	295 000	295 000	-	-	295 000
Indemnités pour frais d'études	-	-	1 010 000	1 145 000	-	-	1 145 000
Congés dans les foyers	-	-	183 000	221 000	-	-	221 000
Versement à la cessation de service	-	-	615 000	620 000	-	-	620 000
Total - Autres prestations dues au personnel	-	-	8 922 000	8 539 000	994 000	-	9 533 000
Total - Traitements et indemnités, indemnités de déplacement et de représentation	92	68	29 762 000	95	73	21 159 000	8 184 000
COMMUNICATIONS				1 063 000	170 000	30 576 000	
Courrier électronique	-	-	565 000	-	-	565 000	565 000
Téléphone	-	-	245 000	-	-	245 000	245 000
Télécopie	-	-	80 000	-	-	80 000	80 000
Poste et messagerie	-	-	150 000	-	-	150 000	150 000
Total - Communications	-	-	1 040 000	-	-	1 040 000	1 040 000
FRAIS GENERAUX DE BUREAUX							
Amortissement, loyer et entretien des bâtiments	-	-	1 291 000	-	-	1 268 000	1 268 000
Achat et entretien de matériel et mobilier de bureau	-	-	344 000	-	-	358 000	358 000
Achat et entretien de matériel TI/TED	-	-	1 497 000	-	-	1 557 000	1 557 000
Fournitures de bureaux, travaux d'imprimerie et autres services	-	-	250 000	-	-	280 000	280 000
Total - Frais généraux de bureaux	-	-	3 382 000	-	-	3 463 000	3 463 000
SERVICES CONTRACTUELS							
Vérification externe des comptes	-	-	77 000	-	-	80 000	80 000
Formation du personnel	-	-	600 000	-	-	600 000	600 000
Consultants	-	-	100 000	100 000	-	-	100 000
Couverture de la redevance de l' UNSECOORD	-	-	-	-	-	200 000	200 000
Assurances, frais de banque, sécurité, etc.	-	-	397 000	-	-	409 000	409 000
Total - Services contractuels	-	-	1 174 000	-	-	1 289 000	1 389 000
SESSIONS DES ORGANES DIRECTEURS							
Réunions de l'OIM							
Salaires	-	-	320 000	-	-	30 000	320 000
Documents	-	-	30 000	-	-	30 000	30 000
Location de bureaux, matériel, etc.	-	-	55 000	-	-	55 000	55 000
Total - Sessions des organes directeurs	-	-	405 000	-	-	115 000	405 000
TOTAL GENERAL	92	68	35 763 000	95	73	21 259 000	8 474 000
						1 063 000	6 077 000
							36 873 000

**PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET
EFFECTIFS**

	2002											2003														
	DG/ DGA	D2	D1	V	IV	III	II	I	HC	Fonct.	Empl.	Total	DG/ DGA	D2	D1	V	IV	III	II	I	HC	Fonct.	Empl.	Total		
STRUCTURE ESSENTIELLE																										
Siège																										
Directeur général et Directeur général adjoint	2									2	2		2									2	2			
Cabinet du Directeur général		1			1	1				3	3	6		2		1	1	1	1			3	3	6		
Service juridique						1				1	1										1	1	2			
Bureau de l'Inspecteur général		1	1	3						5	5										5	1	6			
Personnel d'appui partagé par ces deux unités										1	1															
Médias et information			1	1	1					3	1	4				1	2				3	1	4			
Secrétariat des réunions					1					1	2	3					1				1	2	3			
Services de gestion des migrations		1								1	1					1		1			2		2			
Retours volontaires assistés					1					1	1						1		1		2		2			
Lutte contre la traite des êtres humains			1		1					2	2					1		1		2		2				
Migration de main-d'œuvre						1				1	1						1				1		1			
Information de masse					1					1	1						1	1			2		2			
Coopération technique en matière de migration					1	1				2	2					1	1			2		2				
Personnel d'appui partagé par ces services										1	1										2		2			
Migration et santé		1		2						3	1	4				1	2				3	1	4			
Mouvements				3	1					4	4	8					2	2			4	5	9			
Relations extérieures		1								1	1	2				1					1	1	2			
Conseillers régionaux et diplomatiques		2	1			1				4	1	5				1	2	1			4	1	5			
Recherche et publications				1	1	1				3	3	6				1	1	1			3	3	6			
Traduction					2					2	2	4					2				2	2	4			
Appui aux programmes		1		1						2	1	3				1	1				2	1	3			
Relations avec les donateurs			1	2						3	1	4				1	1	1			3	1	4			
Situations de crise et d' après-conflit				1						1	1	2				1					1	1	2			
Suivi des projets				1						1	1	2									1		1			
Appui administratif		1								1	1	2														
Budget et finances																1					1	1	2			
Comptabilité				1		1				2	5	7				1	1				2	5	7			
Budget				1		1				2	1	3					1				1	2	3			
Trésorerie				1						1	3	4				1					1	3	4			
Gestion des ressources humaines et des services communs																1					1	1	2			
Ressources humaines				1	2	1	1			5	7	12					2	1	1		4	6	10			
Services communs					1					1	4	5					1				1	4	5			
Technologie de l'information et communications		1	1	1	1	1				5	4	9					1	1	1	1	5	4	9			
Total - Siège	2	1	9	12	24	12	4			64	49	113					2	1	7	15	22	12	6	65	53	118
Bureaux extérieurs																										
Missions à fonctions régionales (MFR)																										
Bangkok, Thaïlande				1	1					2	1	3					1	1				2	1	3		
Bruxelles, Belgique					1	1				2	1	3					1	1				2	1	3		
Budapest, Hongrie						1				1	1	2						1				1	1	2		
Buenos Aires, Argentine				1		1				2	1	3					1	1			2	1	3			
Le Caire, Egypte				1		1				2	1	3					1	1			2	1	3			
Canberra, Australie					1					1	1						1				1		1			
Dakar, Sénégal				1						1	1	2					1				1	1	2			
Dacca, Bangladesh					1					1	1	2					1				1	1	2			
Helsinki, Finlande					1					1	1	2					1				1	1	2			
Islamabad, Pakistan						1				1	2	3					1				1	2	3			
Lima, Pérou				1		1				2	1	3					1	1			2	1	3			
Manille, Philippines					1					1	1	2					1	1	1		3	2	5			
Nairobi, Kenya					1					1	1	2					1				1	1	2			
New York, Etats-Unis d' Amérique				1						1	1						1				1		1			
Prétoria, Afrique du Sud					1					1	1	2					1				1	1	2			
Rome, Italie					1		1			2	1	3					1	1			2	1	3			
San José, Costa Rica				1			1			2	1	3					1				2	1	3			
Vienne, Autriche				1		1				2	1	3					1	1			2	1	3			
Washington, Etats-Unis d' Amérique				1						1	1	2					1				1	1	2			
Missions de pays																										
Allemagne					1					1	1	2					1					1	1	2		
Total - Bureaux extérieurs					7	10	5	6					28	19	47							30	20	50		
Total - Siège et bureaux extérieurs	2	1	16	22	29	18	4			92	68	160					2	1	14	29	25	18	6	95	73	168

Remarque: Dans certains cas, le grade du titulaire figurant dans ce tableau diffère du grade du poste qu'il occupe.

FINANCEMENT DE LA PARTIE ADMINISTRATIVE DU BUDGET

100. La partie administrative du budget est financée par les contributions des Etats Membres, conformément au barème des quotes-parts pour 2003, approuvé par le Comité exécutif en juin 2002, tel qu' il figure en annexe II du document MC/EX/639.

BAREME DES QUOTES-PARTS ET CONTRIBUTIONS ASSIGNEES

(en francs suisses)

	Quote-part en %	Prévisions pour 2002	Quote-part en %	Prévisions pour 2003		Quote-part en %	Prévisions pour 2002	Quote-part en %	Prévisions pour 2003
ETATS MEMBRES									
Albanie	0.040	14 305	0.040	14 472	Japon	19.629	7 019 921	19.669	7 116 203
Algérie	0.080	28 610	0.080	28 944	Jordanie	0.040	14 305	0.040	14 472
Angola	0.040	14 305	0.040	14 472	Kenya	0.040	14 305	0.040	14 472
Argentine	1.308	467 780	1.304	471 785	Kirghizistan	0.040	14 305	0.040	14 472
Arménie	0.040	14 305	0.040	14 472	Lettonie	0.040	14 305	0.040	14 472
Australie	1.851	661 973	1.845	667 517	Libéria	0.040	14 305	0.040	14 472
Autriche	1.077	385 168	1.074	388 571	Lituanie	0.040	14 305	0.040	14 472
Azerbaïdjan	0.040	14 305	0.040	14 472	Luxembourg	0.091	32 544	0.090	32 562
Bangladesh	0.040	14 305	0.040	14 472	Madagascar	0.040	14 305	0.040	14 472
Belgique	1.285	459 555	1.281	463 463	Mali	0.040	14 305	0.040	14 472
Belize	0.040	14 305	0.040	14 472	Maroc	0.051	18 239	0.051	18 452
Bénin	0.040	14 305	0.040	14 472	Pays-Bas	1.977	707 035	1.970	712 742
Bolivie	0.040	14 305	0.040	14 472	Nicaragua	0.040	14 305	0.040	14 472
Bulgarie	0.040	14 305	0.040	14 472	Norvège	0.736	263 216	0.734	265 560
Burkina Faso	0.040	14 305	0.040	14 472	Pakistan	0.069	24 676	0.069	24 964
Canada	2.911	1 041 061	2.902	1 049 938	Panama	0.040	14 305	0.040	14 472
Cap-Vert	0.040	14 305	0.040	14 472	Paraguay	0.040	14 305	0.040	14 472
Chili	0.224	80 109	0.211	76 339	Pérou	0.135	48 280	0.134	48 481
Colombie	0.211	75 460	0.193	69 827	Philippines	0.115	41 127	0.114	41 245
Congo	0.040	14 305	0.040	14 472	Pologne	0.400	143 052	0.359	129 885
Costa Rica	0.040	14 305	0.040	14 472	Portugal	0.526	188 113	0.525	189 944
Côte d'Ivoire	0.040	14 305	0.040	14 472	République de Corée	1.728	617 985	1.866	675 115
Croatie	0.045	16 093	0.044	15 919	Roumanie	0.067	23 961	0.067	24 240
Cypre	0.043	15 378	0.043	15 557	Sénégal	0.040	14 305	0.040	14 472
République tchèque	0.214	76 533	0.194	70 189	Sierra Leone	0.040	14 305	0.040	14 472
Republique dém. du Congo	0.040	14 305	0.040	14 472	Slovaquie	0.049	17 524	0.049	17 728
Danemark	0.852	304 701	0.850	307 528	Slovénie	0.092	32 902	0.092	33 285
République dominicaine	0.040	14 305	0.040	14 472	Afrique du Sud	0.464	165 940	0.463	167 512
Equateur	0.040	14 305	0.040	14 472	Sri Lanka	0.040	14 305	0.040	14 472
Egypte	0.092	32 902	0.092	33 285	Soudan	0.040	14 305	0.040	14 472
El Salvador	0.040	14 305	0.040	14 472	Suède	1.169	418 069	1.165	421 495
Finlande	0.594	212 432	0.592	214 184	Suisse	1.441	515 345	1.434	518 818
France	7.355	2 630 370	7.331	2 652 341	Tadjikistan	0.040	14 305	0.040	14 472
Gambie	0.040	14 305	0.040	14 472	Thailande	0.312	111 581	0.286	103 474
Géorgie	0.040	14 305	0.040	14 472	Tunisie	0.040	14 305	0.040	14 472
Allemagne	11.112	3 973 986	11.076	4 007 274	Ouganda	0.040	14 305	0.040	14 472
Grèce	0.614	219 585	0.611	221 059	Ukraine	0.060	21 458	0.060	21 708
Guatemala	0.040	14 305	0.040	14 472	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord	6.300	2 253 070	6.277	2 271 006
Guinée	0.040	14 305	0.040	14 472	République-Unie de Tanzanie	0.040	14 305	0.040	14 472
Guinée-Bissau	0.040	14 305	0.040	14 472	Etats-Unis d' Amérique	26.327	9 415 328	26.327	9 525 054
Haïti	0.040	14 305	0.040	14 472	Uruguay	0.085	30 399	0.092	33 285
Honduras	0.040	14 305	0.040	14 472	Venezuela	0.238	85 116	0.237	85 746
Hongrie	0.137	48 995	0.137	49 566	Yémen	0.040	14 305	0.040	14 472
Iran (Rép. Islamique d')	0.287	102 640	0.266	96 238	Yougoslavie	0.040	14 305	0.040	14 472
Israël	0.472	168 801	0.471	170 407	Zambie	0.040	14 305	0.040	14 472
Italie	5.762	2 060 665	5.742	2 077 444	Total		100.349	36 306 063	
					Irlande*	0.335	68 929	0.335	121 202
					Mexique*	1.237	253 313	1.232	445 735
					Total	102.039	36 252 255	101.916	36 873 000

* Etant donné que les demandes d' adhésion de ces pays ont été reçues après approbation du barème des quotes-parts par le Comité exécutif, l' inclusion de leurs quotes-parts dans le barème devra faire l' objet d' une décision des Etats Membres à l' occasion du prochain réajustement du barème. Les contributions de l' Irlande et du Mexique pour l' année 2002 sont calculées au prorata de leur date d' adhésion à l' Organisation, soit juin 2002.

PARTIE II

OPERATIONS

(montants exprimés en dollars des Etats-Unis)

PARTIE II – OPERATIONS

INTRODUCTION

101. La partie opérationnelle du budget a été établie sur la base du financement escompté, par les donateurs, des programmes en cours ou nouveaux de l'OIM. Les ressources inscrites au budget pour 2003 ont été déterminées à l'aide des informations disponibles sur les programmes dont on s'attend qu'ils seront maintenus ou entrepris durant l'exercice budgétaire à venir et dont on peut être raisonnablement assuré du financement. Les estimations budgétaires relatives au personnel, aux dépenses administratives et aux opérations pour ce qui a trait à des programmes spécifiques sont fondées sur ces mêmes projections. L'on escompte que les donateurs/bénéficiaires fourniront des fonds à affectation spéciale et/ou rembourseront les dépenses encourues afin de couvrir les lignes de crédit inscrites au budget.

102. Dans certains cas, les ressources financières réservées par les donateurs en 2002 aux fins d'entreprises spécifiques n'ont pas été complètement utilisées ou engagées dans le courant de l'exercice. Les fonds ainsi concernés ont donc été reportés sur 2003 pour assurer la continuation des projets et sont reflétés comme il se doit dans le présent document en tant que ressources budgétisées.

103. En dehors des revenus discrétionnaires, qui ne représentent qu'une somme limitée, l'Organisation ne dispose pas de sources de financement propres sur lesquelles prélever des fonds à allouer à des programmes spécifiques et/ou à utiliser pour soutenir ses structures sur le terrain. En conséquence, le financement des activités de l'Organisation s'effectue pour la majeure partie à l'aide de fonds à affectation spéciale ou sur la base du remboursement des services fournis.

104. Etant donné que le financement de la partie opérationnelle du budget est affecté à des programmes spécifiques, les fonds ainsi réservés ne peuvent pas être utilisés à d'autres fins que celles auxquelles les donateurs les ont destinés. Cela limite la capacité de l'OIM à financer des programmes pour lesquels un financement extérieur n'est pas directement disponible.

105. Les revenus discrétionnaires font partie du budget des opérations et les fonds ainsi constitués proviennent de trois sources principales : a) les contributions sans affectation spéciale, b) les intérêts créditeurs, et c) les frais d'administration liés à des projets. Pour 2003, les revenus discrétionnaires sont estimés à 12,5 millions de dollars et ce montant a été utilisé essentiellement comme source de financement supplémentaire pour la partie administrative du budget, afin d'assurer le fonctionnement de la structure essentielle de l'Organisation, et pour des initiatives d'élaboration de projets. Une partie des revenus discrétionnaires a également été allouée à certains projets prioritaires et pour le financement de projets dans des régions en développement ou en transition (Résolution du Conseil 1035 (LXXX)). Les initiatives financées à l'aide du fonds 1035 ne sont pas reflétées en tant que projets distincts dans le présent document, mais elles sont présentées brièvement dans le rapport séparé consacré à cette source de financement.

106. Les programmes de l'OIM sont classés par catégories, selon les services actuellement établis. Là où c'était nécessaire, d'autres catégories telles que «Programmes de dédommagement» et «Appui aux programmes de caractère général», ont été utilisées pour rendre compte des activités qui ne correspondent pas exactement à un service en particulier. A l'avenir, si certains programmes justifient la création d'une catégorie distincte, l'OIM pourra proposer de nouveaux services ou fusionner les services existants.

107. Afin de donner une perspective régionale des programmes de l'OIM, une répartition géographique des opérations est également donnée dans le présent document.

108. Des tableaux présentant sous une forme succincte les activités d'après-crise dans les différentes régions ont également été ajoutés.

109. Les détails des fonds et des comptes spéciaux établis dans un but spécifique sont donnés à l'annexe I du présent document.

110. Les tableaux d'effectifs, ainsi que les estimations de mouvements sont donnés à l'annexe III. Les dotations en effectifs et les coûts correspondants, imputables sur le budget de projets spécifiques d'opérations, ont été déterminés sur la base d'une projection des structures administratives et des effectifs actuels, qui sont eux-mêmes fonction du niveau d'activité et des fonds recueillis, et en conséquence ajustés en permanence. Les postes et l'infrastructure administrative financés au moyen des revenus discrétionnaires sont indiqués séparément.

PARTIE II - OPERATIONS**TABLEAU SYNOPTIQUE**

Services / Appuis	USD
I. Mouvements	165 320 000
II. Migration et santé	12 807 970
III. Coopération technique en matière de migration	62 516 100
IV. Retours volontaires assistés	35 459 300
V. Information de masse	1 530 700
VI. Lutte contre la traite des êtres humains	5 012 400
VII. Migration de main-d'œuvre	2 744 900
VIII. Programmes de dédommagement	202 091 200
IX. Appui aux programmes de caractère général	5 317 450
X. Personnel et services financés par les revenus discrétionnaires	10 393 800
TOTAL	503 193 800

FINANCEMENT DE LA PARTIE OPERATIONNELLE DU BUDGET

Estimations des ressources escomptées - Récapitulation par sources de financement pour 2003

Les contributions à la partie opérationnelle du budget comprennent:

des contributions spéciales pour des programmes et projets spécifiques, des contributions per capita pour des dépenses liées aux transports, les remboursements effectués par les migrants, les répondants, les gouvernements, les agences et autres, et aussi

des revenus discrétionnaires, comprenant:

les recettes diverses, dont des contributions sans affectation spéciale émanant de gouvernements ou de bailleurs de fonds, et des intérêts créditeurs; et

les revenus provenant des frais d'administration liés à des projets, consistant en un pourcentage fixe prélevé sur tous les projets d'opérations. Ce pourcentage est revu d'année en année et est de 9,5% en 2002; pour 2003, il a été proposé de le porter à 12%.

	USD	USD
TOTAL DE LA PARTIE OPERATIONNELLE DU BUDGET	503 193 820	
Contributions à affectation spéciale:		
<u>Remboursement des frais de transport et dépenses connexes</u>		
Remboursement des frais de transport et dépenses connexes par les gouvernements, les institutions intergouvernementales, les migrants, les répondants et les agences bénévoles	40 473 970	
Fonds de prêt aux réfugiés (principalement le Gouvernement des Etats-Unis)	69 030 100	
Total des remboursements	109 504 070	
<u>Contributions à affectation spéciale escomptées des gouvernements et institutions intergouvernementales</u>	381 214 750	
Total des contributions à affectation spéciale*	490 718 820	
Revenus discrétionnaires:		
<u>Recettes diverses</u>		
Contributions sans affectation spéciale*	3 745 230	
Intérêts créditeurs	1 084 770	
Total des recettes diverses	4 830 000	
<u>Revenus provenant des frais d'administration liés à des projets</u>		
A 9,5%	6 970 000	
Produit de la différence entre 9,5% et 12% **	675 000	
Total des revenus provenant des frais d' administration liés à des projets	7 645 000	
Total des revenus discrétionnaires	12 475 000	
TOTAL DES RESSOURCES ESCOMPTEES	503 193 820	

* On trouvera en page 39 la ventilation des sources de contributions avec et sans affectation spéciale.

** Destiné à couvrir la partie de la redevance de l' UNSECOORD incombant à l' OIM (voir chapitre X.4 en page 115).

Sources et application des revenus discrétionnaires

	USD	USD
Sources:		
Contributions sans affectation spéciale	3 745 230	
Intérêts créditeurs	1 084 770	
Revenus provenant des frais d'administration liés à des projets	7 645 000	
	Total	12 475 000
Application:		
Personnel et services au Siège	3 248 700	
Personnel et services, y compris les capitaux d'amorçage de projets pour les missions à fonctions régionales*	5 042 000	
Personnel et services dans les missions de pays	1 262 400	
Activités et appuis à l'échelle mondiale	846 900	
Fonds alloués à des projets particuliers et appui aux régions en développement et en transition**	1 400 000	
Couverture de la redevance de l'UNSECOORD	675 000	
	Total	12 475 000

* Les missions à fonctions régionales (MFR) disposent d'une certaine flexibilité dans l'utilisation de cette allocation, notamment lorsqu'il s'agit de compléter et d'appuyer des initiatives d'élaboration de projets et d'utiliser des fonds comme capital d'amorçage dans le cadre de nouveaux projets.

** Il existe une allocation additionnelle de 30 000 USD provenant des intérêts produits par le Fonds de dotation Sasakawa, ce qui porte le montant total mis de côté pour des projets à réaliser dans des Etats Membres en développement et en transition à 1 430 000 USD (voir IX.7).

Imputation des dépenses aux projets et commission sur frais d'administration liés à des projets

111. En 1994, l'OIM a adopté un système de gestion des projets qu'elle a appelé «imputation des dépenses aux projets» (projectization en anglais), selon lequel chaque activité est décrite comme un projet. Chaque projet est pris en compte séparément et, pour chacun d'entre eux, un gestionnaire de projet unique est chargé de vérifier que les fonds sont utilisés à bon escient et pour l'objectif auquel ils sont destinés. Les fonds versés par des donateurs, ainsi que les dépenses correspondant à des activités se voient automatiquement attribuer un «code de projet» unique, assigné à chaque activité. Les dépenses afférentes au personnel menant des opérations sur le terrain sont directement imputées sur les fonds des projets, tandis que les dépenses indirectes de personnel et d'administration qui ne peuvent pas être attribuées à un projet en particulier (comptabilité centrale, vérification des comptes, structure administrative, etc.) sont distribuées au prorata entre différents projets, proportionnellement à l'ampleur des dépenses directes de personnel et d'administration. Actuellement, les dépenses indirectes – ou «frais d'administration liés à des projets» – appliquées à chaque projet s'élèvent à 9,5 % des dépenses administratives et de personnel directement imputées. Selon cette approche, les dépenses sont calculées sur la base du volume réel, ce qui permet de connaître le coût réel de chaque projet et d'en rendre compte aux donateurs. Ce système de gestion des projets, qui s'inspire fortement des pratiques comptables du secteur privé connu sous le nom de «méthode des coûts par activités», a fait ses preuves, puisque des centaines de projets ont été menés à bien grâce à cette approche au cours des sept dernières années.

112. Comme nous l'avons indiqué, «les frais d'administration liés à des projets» constituent un facteur clef dans la détermination du coût effectif de chaque projet. À partir de 1994, une commission de 9,5 % a été appliquée à cet effet sur les dépenses directes de personnel et d'administration. Ce pourcentage était censé être le plus proche possible de la valeur, pour chaque projet, de la contribution des dépenses indirectes (comptables, personnel administratif, etc., au Siège comme dans les MFR). Ce pourcentage a initialement été calculé par comparaison avec le coût réel en 1993, du personnel de soutien au Siège et dans les MFR, rapporté aux dépenses directes sur le terrain (4 millions USD/42 millions USD). Comme ce pourcentage était seulement le produit d'une estimation, il a été réexaminé au fil des ans afin de déterminer s'il était toujours le reflet de la réalité. Les résultats de ces réexamens ont régulièrement révélé la nécessité d'un

accroissement dudit pourcentage. Toutefois, l'Administration a estimé qu'une hausse des dépenses administratives irait à l'encontre de l'engagement pris par l'OIM de veiller au maintien du rapport coût/efficacité de ses opérations, et en conséquence, elle a appliqué des réductions de coûts pour éviter d'avoir à augmenter les frais d'administration.

113. Néanmoins, les changements intervenus récemment au niveau de la structure et des opérations de l'UNSECOORD ont entraîné une hausse des coûts répartie entre les différents organismes participants. Dans le cas de l'OIM, la redevance pour 2002 et 2003 s'élèvera à 800 000 USD par an et, pour couvrir la majeure partie de cette hausse de la redevance, l'Administration propose de porter la commission sur frais généraux de 9,5% à 12%. Dans la mesure où la sécurité du personnel de l'OIM concerne l'Administration, les Etats Membres et autres parties prenantes, cette proposition doit permettre de répartir les frais équitablement et de manière cohérente entre tous les projets.

114. Il convient de bien noter que les «frais d'administration liés à des projets» correspondent à un pourcentage des dépenses administratives et de personnel, et non des dépenses totales. Etant donné que les dépenses administratives et de personnel ne constituent qu'une petite portion (actuellement 27 % environ) du total des dépenses de l'OIM, le pourcentage de 12 % perçu au titre des frais d'administration correspond en réalité à 3,2 % du total des dépenses.

115. Chaque année, le Programme et Budget donne une estimation des frais généraux liés aux projets. Cette estimation s'appuie sur une évaluation a) du niveau escompté des dépenses administratives et de personnel, b) du volume escompté des activités de projets, et c) des tendances reflétant les résultats réels des années précédentes.

116. Si l'on se base sur le taux proposé de 12% pour la commission sur frais généraux, le montant total inscrit au budget pour 2003 est d'environ 7,6 millions de dollars EU.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ESCOMPTEES A LA PARTIE OPERATIONNELLE DU BUDGET

117. Le tableau de la page 39 donne le montant des contributions volontaires escomptées des gouvernements à la partie opérationnelle du budget pour 2003.

118. Il reflète les contributions versées par les gouvernements et les donateurs multilatéraux, qui se répartissent entre contributions «remboursables» pour services liés au transport dans le cadre des programmes de réinstallation, et en «autres» contributions. Dans certains cas, les ressources financières réservées par les donateurs en 2002 aux fins d'entreprises spécifiques n'ont pas été complètement utilisées ou engagées dans le courant de l'exercice. Les fonds ainsi concernés ont donc été reportés sur 2003 pour assurer la continuation des projets et sont reflétés comme il se doit dans le présent document en tant que ressources budgétisées.

119. Les chiffres de la colonne «Contributions sans affectation spéciale» sont le résultat d'entretiens spécifiques, de notifications reçues et d'accords conclus avec les Etats Membres, ou des calculs effectués sur la base du «plan type des contributions volontaires à la partie opérationnelle du budget» (que le Conseil a approuvé aux termes de sa résolution No 470 (XXXIII)).

120. L'appui que l'Administration reçoit des Etats Membres sous la forme de contributions volontaires sans affectation spéciale à la partie opérationnelle du budget est très important dans la mesure où des fonds de soutien de ce type lui donnent la souplesse voulue pour mettre des projets sur pied avant d'avoir pu finaliser le financement d'une entreprise donnée. Ce type de capital d'amorçage est aussi nécessaire à l'appui des structures de l'OIM dans les secteurs essentiels où le montage financier des projets n'est pas entièrement achevé, ainsi que pour assumer les fonctions essentielles requises.

121. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité croissantes des problèmes de migration, l'Organisation est déterminée à maintenir l'aide qu'elle apporte aux gouvernements pour trouver des solutions aux défis migratoires. Cela exige cependant une certaine souplesse et des ressources pour pouvoir s'adapter rapidement et efficacement à différentes situations dans l'intérêt des gouvernements et des migrants. C'est dans ce contexte que l'Administration tient à souligner, à l'adresse des gouvernements donateurs, combien les fonds sans affectation spéciale sont plus que jamais nécessaires.

122. L'Administration prévoit de poursuivre ses discussions avec les Etats Membres en 2003 afin d'explorer les possibilités en termes de contributions financières générales susceptibles d'aider l'OIM à relever les défis de la gestion des migrations qui se sont fait plus sensibles et plus urgents au cours des dernières années.

**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ESCOMPTEES A LA PARTIE OPERATIONNELLE
DU BUDGET POUR 2003**

ETATS MEMBRES	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	Total
	USD	Remboursables* USD	Autres USD
Argentine	-	-	764 800
Australie	-	4 342 900	58 639 900
Autriche	253 250	-	113 300
Belgique	928 110	-	3 917 100
Canada	-	8 160 300	450 000
Chili	98 230	-	219 900
Colombie	-	-	85 000
République tchèque	-	-	88 200
Danemark	-	1 062 200	92 600
Equateur	-	-	138 000
El Salvador	37 270	-	30 000
Finlande	-	371 800	938 500
France	-	-	86 900
Allemagne	-	-	194 224 350
Grèce	7 460	-	23 300
Guatemala	-	-	1 707 500
Guinée-Bissau	-	-	724 500
Hongrie	-	93 300	-
Irlande	-	-	362 100
Italie	-	-	4 334 600
Japon	-	-	626 900
Luxembourg	67 750	-	-
Mexique	-	-	16 500
Pays-Bas	-	219 400	7 238 300
Norvège	-	1 661 200	3 660 100
Paraguay	37 270	-	-
Pérou	-	-	2 023 200
Portugal	-	-	359 900
Suède	-	465 400	974 700
Suisse	370 370	-	1 130 100
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	-	1 500 470
Etats-Unis d'Amérique	1 900 000	33 030 100	65 157 700
Uruguay	45 520	-	561 400
Total - Etats Membres	3 745 230	49 406 600	358 556 550
AUTRES			411 708 380
Nouvelle-Zélande	-	-	336 400
Union européenne	-	-	4 564 550
Organisations du système ONU	-	1 384 300	768 800
Migrants, répondants, agences bénévoles et autres	-	22 713 170	-
Report - Fonds d'urgence du Kosovo	-	-	287 800
Fonds du Règlement dans le cadre du contentieux contre les banques suisses	-	-	16 522 750
Fonds de migration pour le développement	-	-	15 000
Fondation Soros	-	-	112 900
Remboursements de prêts consentis à des réfugiés	-	36 000 000	-
Intérêts produits par le Fonds de dotation Sasakawa	-	-	50 000
Total général	3 745 230	109 504 070	381 214 750
			490 718 820

* Remboursements ou pré-paiements escomptés des gouvernements, des institutions intergouvernementales, des migrants, des répondants et des agences bénévoles, principalement dans le cadre de programmes de transport pour réinstallation.

Services / Appuis

I. MOUVEMENTS

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
I.1 Aide à la réinstallation	26 804 800	79 721 700	106 526 500
I.2 Aide au rapatriement	131 500	439 300	570 800
I.3 Aide au transport d'experts et de boursiers	334 900	3 756 000	4 090 900
I.4 Aide aux mouvements dans les situations d'après-crise	10 863 800	43 268 000	54 131 800
Total	38 135 000	127 185 000	165 320 000

Introduction

123. Les mouvements et autres activités connexes sont un volet considérable du budget des opérations et l'on peut s'attendre que tel sera le cas en 2003. Si les mouvements restent l'activité principale de l'Organisation sur le plan des opérations, les événements du 11 septembre 2001 ont eu de sévères répercussions sur le déroulement et sur l'ampleur des mouvements de réinstallation, principalement à destination des Etats-Unis. Alors que le nombre des personnes en attente de transfert n'a pas diminué, les transferts qui ont effectivement eu lieu sont restés en deçà des objectifs en raison des nombreux goulets d'étranglement logistiques, surtout liés aux mesures de sécurité et constituant des blocages auxquels il est difficile de remédier à brève échéance.

124. Comme mentionné dans l'introduction au chapitre du document budgétaire de l'année dernière consacré aux services, l'activité de traitement des dossiers de demande d'émigration continue à se développer. Cette activité vient se greffer sur les programmes ordinaires d'immigration et s'effectue normalement selon une formule de rémunération des services fournis, soit par les gouvernements, soit par les migrants eux-mêmes. La réduction des représentations consulaires dans de nombreux pays exige des solutions innovantes pour faire face au travail de vérification des documents, assurer les transports, les entretiens avec les intéressés et les évaluations sanitaires. L'OIM comble cette lacune grâce à son réseau de bureaux qui couvre tous les continents et à son expérience en la matière. De même, elle aide les migrants à remplir les formulaires de demande, notamment dans les pays où des documents incorrectement remplis peuvent entraîner un surcroît important de dépenses pour les migrants. Comme l'OIM offre ses services selon le principe du remboursement ultérieur des frais, les migrants trouvent leur avantage dans l'existence d'un tarif normalisé et prévisible. A l'appui de cette activité, MMD a publié un manuel consacré au traitement des dossiers des migrants qui décrit la manière de mener de telles activités.

125. Depuis l'automne de l'année dernière, les changements radicaux intervenus dans l'industrie des transports aériens forcent l'OIM à repenser ses stratégies de négociation des conditions de transport aérien avec les transporteurs. La disparition de Sabena et de Swissair, et le rendement moindre que prévu des investissements pour la plupart des grands transporteurs les ont conduits à accorder plus d'importance à la trésorerie et à se montrer plus réticents à faire crédit. Dans certains cas, cette situation force l'OIM à offrir des garanties de paiement lorsqu'elle est confrontée à des cas de passagers défaillants et à des annulations, alors que des concessions lui étaient presque automatiquement accordées dans de tels cas dans un passé récent. En même temps, les transporteurs se montrent moins disposés que par le passé à accorder des rabais généreux sur les tarifs.

126. L'application MIMOSA (Migrant Management and Operational Systems Application – Application relative aux systèmes opérationnels et de gestion des migrations) est en voie

d'achèvement et devrait commencer à être mise en œuvre à la fin de 2002. La capacité de l'OIM à remonter les différentes étapes des activités d'opérations – qui ne se limitent pas aux seuls mouvements – et à les gérer se verra considérablement renforcée grâce à cette application qui lui permettra de disposer de meilleures statistiques en général et d'un instrument de traitement plus efficace à l'échelle de l'Organisation tout entière.

127. Les projets et programmes de l'OIM qui relèvent de ce service s'inscrivent dans les subdivisions suivantes:

- **Aide à la réinstallation:** L'OIM facilite la réinstallation des personnes admises à l'étranger au titre des programmes d'immigration régulière en veillant à ce qu'elles disposent des documents requis, en procédant à des examens médicaux et en organisant des transports sûrs et économiques. Des possibilités de formation linguistique et d'orientation culturelle sont également offertes à la demande de certains pays d'accueil afin de faciliter l'insertion des migrants dans leur nouvelle société. Comme la sélection médicale fait partie intégrante de l'aide à la réinstallation, certaines des ressources budgétisées apparaissent dans cette subdivision du fait de la structure financière de certains projets de réinstallation.
- **Aide au rapatriement:** Depuis sa création, l'OIM participe au rapatriement volontaire de réfugiés, principalement en appui au HCR. Ces retours s'effectuent en accord avec les mesures et les procédures de protection qui prennent en considération le statut spécifique des rapatriés. Des services de transport, parfois combinés avec une aide à la réinsertion ou avec le transport d'effets personnels, sont offert aux réfugiés et aux personnes déplacées qui optent pour le retour volontaire dans leur pays d'origine.
- **Aide au transport d'experts et de boursiers:** Cette aide au transport est accordée aux experts qui participent à des activités internationales de coopération technique, de même qu'à des étudiants séjournant à l'étranger pour leurs études. Un autre volet de cette aide concerne le transport des ex-boursiers et des membres de leur famille. Pour certains pays, cette aide s'étend au regroupement familial et aux travailleurs migrants.
- **Aide aux mouvements dans les situations d'après-crise:** L'OIM assure une aide aux transports en faveur des personnes qui ont besoin d'être évacuées dans des situations de crise. Si l'aide à l'évacuation, et notamment l'assistance offerte aux pays accordant une protection temporaire, suppose dans certains cas des déplacements internationaux, l'aide aux mouvements dans les situations d'après-crise se rapporte en général aux mouvements s'effectuant à l'intérieur des frontières, qu'il s'agisse de déplacés internes, de soldats démobilisés ou de personnes victimes de catastrophes naturelles.

I.1 Aide à la réinstallation

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
I.1 Aide à la réinstallation	26 804 800	79 721 700	106 526 500

128. Les activités de réinstallation resteront l'activité majeure des services de transport de masse de l'Organisation en faveur des migrants et des gouvernements en 2003. L'OIM continuera à fournir une aide internationale aux déplacements et à renforcer ses services connexes liés aux transports en faveur des migrants qui sont admis à se réinstaller dans un pays tiers. Grâce aux accords de coopération depuis longtemps conclus avec les pays hôtes, ces mouvements organisés sont assurés grâce au réseau mondial de bureaux extérieurs de l'Organisation en étroite collaboration avec le HCR et d'autres organismes internationaux, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, et des sponsors indépendants.

129. Au fil des ans, l'OIM a conclu des accords spéciaux avec la plupart des grands transporteurs pour obtenir des rabais sur le coût des déplacements de personnes organisés sous ses auspices. De tels arrangements font l'objet d'un réexamen constant et de nouveaux accords sont régulièrement négociés en raison du contexte hautement concurrentiel dans lequel opère l'industrie des transports aériens. C'est sur la base de ces accords, à quoi vient s'ajouter l'accès direct aux systèmes de transport aérien, que l'OIM organise ses transports en appliquant les tarifs qui lui sont propres, ce qui lui permet de faire faire à toutes les parties prenantes des économies substantielles. Pour une meilleure gestion du programme, et afin de faciliter le traitement des dossiers par les bureaux extérieurs d'accueil, les dispositions en vue du transport de personnes sont prises, chaque fois que possible, pour des groupes. Il faut toutefois s'attendre à rencontrer occasionnellement des regroupements en petits nombres de personnes provenant d'endroits très éloignés les uns des autres à l'intérieur de l'Afrique et se rendant aux Etats-Unis.

130. Bien que les gouvernements des pays d'accueil financent la majeure partie de ces réinstallations selon une formule de remboursement intégral des dépenses, les mouvements «autofinancés» et les cas de regroupement familial constituent eux aussi une partie substantielle de ce programme. A la demande des gouvernements de certains pays de réinstallation, la sélection médicale des migrants est parfois effectuée par l'OIM ou par des médecins conventionnés. Une bonne part du budget correspondant au volet médical de ce programme, qui est en partie financé par les gouvernements des pays hôtes, est reprise dans cette rubrique.

131. En 2003, l'OIM prévoit de faciliter la réinstallation de quelque 114 500 personnes. Celles qui sont admises à se réinstaller en Amérique du Nord, en Europe septentrionale et en Australie reçoivent également une assistance préalable au départ et/ou en cours de transfert. Cette assistance est coordonnée par le réseau de bureaux extérieurs de l'OIM, qui opère en étroite collaboration avec les autorités des pays de départ, de transit et de réinstallation.

132. Relève également de cette catégorie le financement du bureau de l'OIM dans le Comté d'Orange, en Californie (Etats-Unis), qui est responsable de la collecte des prêts consentis aux migrants qui ont pu, grâce à ces prêts, immigrer aux Etats-Unis.

133. Pour rendre les choses plus faciles aux migrants potentiels, l'OIM a élargi ses prestations aux services consulaires. En collaboration avec des sections consulaires de certains pays d'accueil en différents endroits, l'OIM offre des conseils aux demandeurs concernant les possibilités d'immigration et les aide à remplir leurs formulaires de demande. Grâce à ce service, les formulaires de demande sont mieux remplis, ce qui évite les retards de traitement par les consulats des pays d'accueil et, le cas échéant, les rejets. Au-delà de l'aide traditionnelle à la réinstallation, l'OIM assure des services de traitement des dossiers en vue d'une immigration aux Etats-Unis depuis un certain nombre de villes à l'étranger, à savoir Belgrade, Ho Chi Minh ville, Le Caire, et plus récemment Moscou. Elle offre en outre une assistance professionnelle aux demandeurs de visas d'immigration pour les Etats-Unis afin qu'ils répondent bien aux exigences en la matière.

134. Un volet essentiel des prestations de l'OIM réside dans la reconnaissance de l'importance que revêt la préparation des migrants et des réfugiés avant leur départ, afin de faciliter leur intégration dans le pays de destination. Pour les pays de destination qui l'exigent et lorsque les fonds nécessaires à cet effet sont disponibles, l'OIM continuera à organiser des stages de formation et d'orientation culturelle préalablement au départ afin de mieux adapter les migrants à leur futur environnement et de faciliter leur insertion sur le marché du travail.

Ressources budgétisées: 106 526 500 USD

I.2 Aide au rapatriement

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
I.2 Aide au rapatriement	131 500	439 300	570 800

135. En accord avec les procédures de protection en vigueur à l'égard des rapatriés, l'OIM a organisé au fil des ans le rapatriement volontaire des réfugiés en coordination avec le HCR. Le financement de cette activité sera intégralement assuré par les sponsors qui sollicitent les services de l'OIM.

136. En Europe, l'OIM organisera les rapatriements volontaires des réfugiés, dont la majeure partie regagneront la Bosnie-Herzégovine depuis les républiques de l'ex-Yougoslavie. L'on prévoit que quelques activités de rapatriement seront également effectuées en faveur de citoyens non ressortissants de l'Union européenne et résidant actuellement en Italie.

137. En Amérique latine, l'OIM facilitera le rapatriement des réfugiés qui désirent regagner leurs pays d'origine respectifs depuis d'autres pays de la région.

138. En Afrique, les principales activités de rapatriement seront mises en œuvre au Kenya, d'où les réfugiés gagneront différentes destinations à l'intérieur du continent. La majorité des personnes concernées sont des réfugiés soudanais qui bénéficieront d'une assistance pour regagner leur pays.

139. En 2003, ce sont environ 1 000 réfugiés qui devraient ainsi être aidés par l'OIM à regagner leurs pays d'origine de leur plein gré.

Ressources budgétisées: 570 800 USD

I.3 Aide au transport d'experts et de boursiers

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
I.3.1 Programme d'aide aux boursiers	257 800	2 497 800	2 755 600
I.3.2 Accords de CTPD passés avec d'autres pays et organisations en Amérique latine	67 300	1 217 700	1 285 000
I.3.3 Aide au transport en faveur des nationaux retournant dans leur pays d'origine	9 800	40 500	50 300
Total	334 900	3 756 000	4 090 900

I.3.1 Programme d'aide aux boursiers

140. En accord avec sa politique de facilitation des déplacements, et dans le cadre de la coopération régionale, l'OIM offre aux boursiers des services de transport à faible coût. On estime à environ 4 200 le nombre de boursiers essentiellement originaires d'Amérique latine qui bénéficieront de ce programme en 2003 et qui voyageront donc à tarif réduit. Ce projet est autofinancé grâce aux remboursements des étudiants ou de leurs répondants.

Ressources budgétisées: 2 755 600 USD

I.3.2 Accords de CTPD passés avec d'autres pays et organisations en Amérique latine

141. Grâce à des accords de coopération conclus entre l'OIM et les gouvernements argentin, chilien, colombien, salvadorien et uruguayen, et avec certaines organisations régionales, l'OIM pourra continuer d'offrir des tarifs aériens réduits aux experts participant aux activités internationales de coopération technique dans le cadre de la Coopération technique entre pays en développement (CTPD). Cet effort est également censé faciliter le transfert des connaissances et il est également prévu de fournir une aide au transport pour les boursiers qui entreprennent des études universitaires supérieures à l'étranger.

142. Les dépenses relatives à ces accords de coopération, qui concerneront environ 1 300 personnes en 2003 seront prises en charge par les pays et organisations concernés en Amérique latine.

Ressources budgétisées: 1 285 000 USD

I.3.3 Aide au transport en faveur des nationaux retournant dans leur pays d'origine

143. Grâce à cette activité, les étudiants, les boursiers et les cadres qui retournent dans leur pays d'origine après avoir terminé leurs études ou au terme d'une affectation à l'étranger peuvent bénéficier de l'aide aux transports de l'OIM sous la forme de tarifs aériens réduits. On estime qu'environ 90 personnes en bénéficieront en 2003. En plus du nombre habituel de boursiers universitaires qui profitent de ces tarifs attractifs, ce programme est rendu accessible aux personnes ayant besoin d'aide pour leurs déplacements et désireuses de regagner leur pays d'origine, ce qui englobe les cas humanitaires parrainés par les ONG et les communautés diplomatiques. Les organisations de secours et de développement pourront elles aussi prétendre à cette aide aux déplacements.

Ressources budgétisées: 50 300 USD

I.4 Aide aux mouvements dans les situations d'après-crise

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
I.4.1 Gestion et traitement des dossiers des migrants en situation irrégulière qui attendent leur réinstallation en Australie	10 863 800	43 268 000	54 131 800

I.4.1 Gestion et traitement des dossiers des migrants en situation irrégulière qui attendent leur réinstallation en Australie

144. A la demande du Gouvernement australien, l'OIM a mis sur pied des centres d'accueil ouverts dans un premier temps à Nauru et plus tard sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En coordination avec les organismes compétents du Gouvernement australien et les gouvernements hôtes responsables de la sécurité générale des installations, l'OIM a été chargée de la gestion de ces centres. Relèvent également de sa responsabilité la sélection des sites, la préparation et la construction des installations, la gestion des locaux nécessaires, l'organisation de la distribution d'eau et de vivres, l'électricité, les installations sanitaires, les soins médicaux et ambulatoires, et tous autres besoins spéciaux recensés.

145. L'OIM conseille en outre les migrants qui manifestent le désir de rentrer chez eux, facilite le traitement de leurs documents de voyage, organise leur déplacement jusque dans leur pays d'origine et se charge de leur remettre la somme en liquide qui leur est accordée au titre de l'aide à la réintégration. Les estimations de dépenses du volet médical sont comprises dans le budget total établi pour cette activité.

Ressources budgétisées: 54 131 800 USD

II. MIGRATION ET SANTE

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
II.1 Evaluation sanitaire dans le contexte migratoire*	6 037 500	5 270 100	11 307 600
II.2 Assistance et conseils concernant la santé dans le contexte migratoire	725 070	457 000	1 182 070
II.3 Assistance sanitaire dans les situations migratoires d'après-crise **	46 700	271 600	318 300
Total	6 809 270	5 998 700	12 807 970

* Cette estimation correspond aux dépenses partielles pour l'évaluation de la santé dans le contexte migratoire. Compte tenu de la structure financière de certains projets de réinstallation, environ 3,5 millions de dollars correspondant aux dépenses d'évaluation dans ce cadre apparaissent dans la rubrique Aide à la réinstallation du chapitre Mouvements.

** Le poste "Gestion et traitement des dossiers des migrants en situation irrégulière qui attendent leur réinstallation en Australie", qui apparaît dans la rubrique "Aide aux mouvements dans les situations d'après-crise" inclut une somme de 3,6 millions USD devant servir à rémunérer les professionnels de la santé et à financer d'autres activités requises pour la gestion de la situation sanitaire générale de la population migrante.

Introduction

146. L'objectif des activités sanitaires de l'OIM dans le contexte migratoire est de réduire et de mieux gérer les conséquences sanitaires de la migration à la fois pour les migrants et pour les communautés d'accueil. A ce propos, la tâche principale du service Migration et santé (MHS) consiste à aider les Etats Membres en procédant à des évaluations sanitaires et en établissant des dossiers sur les migrants préalablement à leur réinstallation. L'évolution des défis nouveaux et plus complexes que posent les maladies et les pathologies au sein des populations immigrées, couplée avec des moyens de déplacement plus rapides et avec des mouvements de masse déclenchés par des crises complexes, exige un réexamen constant et une modernisation des pratiques d'évaluation sanitaire dans le contexte des migrations. Fournir des services adéquats, parfois dans des lieux difficiles, exige une coopération étroite et intensive entre les gouvernements, les services d'immigration et les partenaires internationaux, ainsi que les autorités sanitaires nationales.

147. Les connaissances et l'expérience acquises par l'OIM dans la fourniture de services sanitaires sont mises à profit pour améliorer la prise de conscience des problèmes de santé en contexte migratoire et venir en aide aux Etats Membres et autres organisations d'aide au développement intéressés par la santé et le bien-être des communautés de migrants.

148. Les projets et programmes de l'OIM relevant du domaine sanitaire en contexte migratoire s'inscrivent dans les subdivisions suivantes:

- Evaluation de la situation sanitaire dans le contexte migratoire: A la demande des pays d'accueil, les personnes autorisées à se réinstaller dans un pays tiers font l'objet d'une évaluation sanitaire avant le départ. En outre, MHS se charge de l'éducation sanitaire préalable au départ, notamment les conseils concernant le VIH, et le traitement des maladies infectieuses comme la tuberculose et la syphilis, ainsi que d'autres maladies à forte prévalence comme le paludisme et les parasites intestinaux. S'il y a lieu, l'OIM procède à une immunisation et à une hospitalisation avant le départ, et assure des escortes médicales, le cas échéant.
- Assistance et conseils concernant la santé dans le contexte migratoire: Les activités relevant de cette catégorie couvrent les services sanitaires directs que l'OIM assure en faveur d'un large éventail de populations mobiles, dont les migrants en situation

irrégulière, les populations victimes de trafiquants et les migrants en quête de travail. Les services qu'elle assure dans ce cadre sont conçus pour satisfaire les besoins sanitaires spécifiques de ces populations. En outre, la promotion de la santé et l'éducation dans les matières touchant à la condition sanitaire dans le contexte migratoire, notamment par le biais de campagnes d'information, à l'adresse à la fois des populations migrantes et des professionnels concernés par la gestion des problèmes de santé dans ce contexte, relève de cette catégorie. Le programme couvre un large éventail d'activités sanitaires publiques englobant les cliniques de pédiatrie, les soins pré et postnataux, la planification familiale, les vaccinations, l'éducation sanitaire, l'hygiène du milieu et la protection de l'environnement. Une équipe de professionnels s'occupe en outre des besoins en matière de santé mentale. Ces activités mettent surtout l'accent sur l'étude et la publication de données relatives à la santé dans le contexte migratoire, en vue de conseiller, sur la base de faits concrets, les gouvernements et les organismes qui doivent formuler des politiques sanitaires en contexte migratoire.

Dans le cadre de son mandat, l'OIM assure des soins de santé primaires et des services de santé publique aux migrants en situation irrégulière qui se trouvent dans le Pacifique sud et en Asie du Sud Est. Pour 2003, les estimations de dépenses de ces services sanitaires intégrés ont été incorporées dans les programmes pertinents, comme indiqué au chapitre "Mouvements".

- Assistance sanitaire dans les situations migratoires d'après-crise: Ces activités ont essentiellement pour but d'aider les gouvernements et les populations à reconstruire leurs infrastructures sanitaires au lendemain des crises. Une assistance initiale peut comprendre des solutions à court terme consistant à envoyer des experts susceptibles d'aider à satisfaire les besoins sanitaires de base, mais l'objectif à long terme est de reconstituer les capacités du pays par le biais de la formation du personnel national afin de trouver des solutions durables s'accordant avec les plans sanitaires nationaux. En outre, l'OIM veille au transfert en sécurité des populations au lendemain des crises, y compris le raccompagnement des personnes jusque dans leur communauté d'origine. Les services qu'elle assure dans ce cadre visent à faciliter l'intégration et, si besoin est, à orienter les personnes vers les prestataires de soins de santé à l'arrivée.

II.1 Evaluation sanitaire dans le contexte migratoire

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
II.1 Evaluation sanitaire dans le contexte migratoire	6 037 500	5 270 100	11 307 600

149. En moyenne, l'OIM procède chaque année à quelque 75 000 examens médicaux en différents endroits du monde dans la perspective de la réinstallation de migrants dans un pays tiers, le plus souvent aux Etats-Unis d'Amérique. L'évaluation sanitaire des migrants constitue la principale activité de ce service en termes de migrants bénéficiaires, de soutien administratif et de dépenses d'opération. En cela, l'OIM se conforme à la législation nationale des pays d'accueil qui veulent se prémunir contre l'introduction de maladies contagieuses et contre différentes pathologies non transmissibles afin de protéger la santé publique et d'éviter de faire porter un fardeau excessif à leur système de soins de santé. En général, les examens médicaux constituent la dernière étape du processus de demande d'immigration.

150. La majorité des migrants qui sont soumis à des examens médicaux se trouvent, pour la plus grande part, en Europe de l'Est et en Asie centrale, ces deux régions étant suivies par l'Europe du Sud-Est, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique. Exception faite des réfugiés africains, pour lesquels les services de sélection médicale sont financés séparément du volet "transport" des activités de réinstallation, le coût de ce service fait partie intégrante de l'assistance de réinstallation lorsque celle-ci est financée par les gouvernements des pays d'accueil. Les estimations budgétaires de cette partie des programmes de sélection parrainés par les gouvernements, figurent dans le chapitre relatif à l'aide à la réinstallation dans la section "Mouvements".

151. Environ la moitié des migrants sont des personnes qui assurent elles-mêmes le financement de leur voyage et qui rembourseront à l'OIM les services dont elles ont bénéficié. Une tarification des services assurés à leur intention est établie de manière à faire en sorte que toutes les dépenses relatives aux évaluations médicales soient intégralement financées et pour permettre à l'OIM de répondre de manière appropriée aux demandes des gouvernements et aux besoins changeants des migrants. Un compte consacré à l'initiative "Migration et santé" a été créé pour veiller à une utilisation appropriée et à une gestion efficace des fonds recueillis par le biais de la rémunération des services, de telle sorte qu'il puisse être utilisé dans le cadre de l'action d'évaluation sanitaire déployée par l'Organisation au titre de ses opérations de réinstallation. Ce compte devrait pouvoir financer les dépenses de démarrage des nouvelles activités liées à l'évaluation sanitaire dans le contexte des migrations et des dépenses partielles du personnel technique participant à la gestion régionale des programmes d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et à des initiatives de recherche connexes.

152. Une assistance sanitaire dans le cadre des déplacements, comprenant un travail d'évaluation sanitaire à l'arrivée, l'établissement de documents concernant l'état de santé des personnes concernées, la vérification de l'existence de services adéquats, la fourniture d'escortes médicales et le transfert aux prestataires locaux de soins de santé des rapatriés ayant un problème de santé, est offerte aux populations qui rentrent chez elles. Cette assistance fait partie intégrante du Service des retours volontaires assistés et l'estimation budgétaire relative à ce volet est donc reprise sous le chapitre des retours volontaires assistés.

Ressources budgétisées: 11 307 600 USD

II.2 Assistance et conseils concernant la santé dans le contexte migratoire

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût total
II.2.1 Spécialistes de la santé dans le contexte migratoire et experts techniques	582 870	6 000	588 870
II.2.2 Projet d'assistance technique institutionnelle et de coopération horizontale avec le Programme de nutrition mère/enfant (PROMIN) en Argentine	9 900	123 000	132 900
II.2.3 Projet de lutte contre le VIH/SIDA en faveur des migrants retournant en Algérie ou transitant par ce pays	86 900		86 900
II.2.4 Cartographie des communautés de migrants destinée à faire ressortir les effets du VIH/SIDA dans sept pays d'Afrique australe	11 000	22 000	33 000
II.2.5 Coalition du secteur privé contre le VIH/SIDA au Lesotho	34 400	306 000	340 400
Total	725 070	457 000	1 182 070

II.2.1 Spécialistes de la santé dans le contexte migratoire et experts techniques

153. Au fil des ans, l'Organisation a assuré des services techniques de santé dans le contexte migratoire à de nombreux partenaires. Face à la prise de conscience internationale croissante du problème que pose la santé dans le contexte migratoire et de la relation toujours plus complexe unissant la migration et la santé, cet aspect de l'action de l'OIM ne cesse de gagner en importance et en ampleur.

154. Compte tenu de la reconnaissance croissante de l'importance que revêt la santé mentale dans la perspective d'une immigration réussie, l'OIM a amplifié ses services psychosociaux et de santé mentale au cours de la dernière décennie. Un exposé de principes de l'OIM intitulé "Bien-être psychosocial et santé mentale des migrants" a été présenté à ce sujet lors de la quatre-vingt-dix-neuvième session du Comité exécutif, sollicitant un soutien accru à l'effort de rationalisation des activités de santé psychosociale et mentale au sein de l'Organisation. Pour faire progresser sensiblement ce processus, l'OIM juge nécessaire la mise à disposition de ressources devant permettre l'acquisition des capacités et du savoir-faire requis pour fonctionner comme point focal de coordination mondiale, de fixation de normes et d'appui technique.

155. Les migrants sont le reflet des conditions et du contexte médical de leur pays d'origine, qui peuvent différer de ceux de la communauté d'accueil ou lui être inconnus. Parallèlement, dans les communautés d'accueil, les migrants seront confrontés à des risques pour la santé qui sont spécifiques à cette région du monde. Jusqu'à présent, les professionnels de la santé et les décideurs étaient mal préparés pour répondre aux besoins en matière de soins de santé des populations migrantes. En l'absence d'une politique très attendue de formation avancée dans le domaine de la santé en matière migratoire, l'OIM a investi dans le développement et la mise en œuvre d'un programme de maîtrise – jouissant d'une reconnaissance internationale – dans le domaine de la santé en contexte migratoire à l'intention des professionnels œuvrant aux cotés des populations migrantes, et ce en collaboration avec différents instituts internationaux, experts et universités.

156. Les professionnels régionaux de la santé dans le contexte migratoire apportent des réponses appropriées aux demandes en termes d'activités sanitaires dans ce contexte. Ces spécialistes offrent une assistance et des conseils techniques aux bureaux extérieurs de l'OIM dans l'optique de l'élaboration de projets sanitaires dans les régions du monde où de telles demandes se font vivement sentir. En 2003, l'OIM allouera une partie de ses revenus discrétionnaires aux fins de financer une partie des dépenses afférentes à une affectation régionale en Asie du Sud-Est afin de répondre aux besoins non couverts dans le domaine de l'élaboration de programmes liés à la santé dans le contexte migratoire dans cette partie du monde.

157. Tirant avantage de la perception accrue du lien existant entre les problèmes migratoires et le VIH/SIDA, l'OIM a intensifié ses efforts de lutte contre cette maladie. Les activités dans le domaine du VIH/SIDA et de la migration sont cordonnées et favorisées par le conseiller principal en matière de VIH/SIDA et de migration qui est basé au Siège. Ce poste est financé en partie par l'ONUSIDA et en partie à l'aide des revenus discrétionnaires. Les points focaux VIH/SIDA établis dans les bureaux de Pretoria et d'Abidjan sont financés par l'ONUSIDA. L'Organisation s'attache à favoriser la protection des migrants au moyen de projets de prévention tout en contribuant à combattre la stigmatisation des migrants.

Ressources budgétisées: 588 870 USD

II.2.2 Projet d'assistance technique institutionnelle et de coopération horizontale avec le Programme de nutrition mère/enfant (PROMIN) en Argentine

158. Grâce à un programme financé par la Banque mondiale, qui relève du Ministère de la santé et de l'action sociale, une assistance technique est assurée au titre de cette activité en faveur des unités de coordination du PROMIN dans les différentes provinces concernées. Parmi les activités prévues figure la mise en œuvre de projets, à l'échelle des provinces, réalisés par différents agents d'exécution dans le but d'améliorer la nutrition et de réduire les taux de mortalité maternelle et infantile, en plus de favoriser le développement psychosocial des jeunes enfants jusqu'à l'âge de cinq ans.

159. Le rôle de l'OIM dans le cadre de ce programme est d'aider à recenser les problèmes qui concernent les différentes unités provinciales et de faciliter le processus d'amélioration des capacités en engageant des cadres et des techniciens expérimentés afin d'assurer un transfert adéquat des connaissances, des méthodes et des outils devant permettre une mise en œuvre efficace de cette activité.

160. En outre, l'OIM doit faciliter les mouvements et l'échange de personnel qualifié entre l'unité centrale du programme et les provinces concernées afin d'assurer une formation dans des domaines tels que le développement de l'enfant, la nutrition, les systèmes d'information, l'organisation et l'administration.

Ressources budgétisées: 132 900 USD

II.2.3 Projet de lutte contre le VIH/SIDA en faveur des migrants retournant en Algérie ou transitant par ce pays

161. Ce projet porte sur la prévention du VIH/SIDA et l'accès aux soins parmi les populations mobiles d'Algérie. En coopération avec le Ministère algérien de la santé et de la population et d'autres partenaires dans les pays d'origine des migrants, l'OIM a entrepris une évaluation des besoins et une étude de faisabilité, ainsi que des activités pilotes de prévention du SIDA parmi les migrants. Cette évaluation met surtout l'accent sur les migrants originaires des pays d'Europe du Nord qui rentrent en Algérie pour de courts séjours, ainsi que ceux qui transitent en Algérie par le Sud. En outre, une formation sera assurée aux professionnels de la santé concernant les besoins des populations mobiles en Algérie. Ce projet devrait également comporter une campagne de sensibilisation visant les routes de transit en provenance de l'Afrique subsaharienne ainsi que les migrants algériens qui rentrent au pays.

Ressources budgétisées: 86 900 USD

II.2.4 Cartographie des communautés de migrants destinée à faire ressortir les effets du VIH/SIDA dans sept pays d'Afrique australe

162. La migration de main-d'œuvre a été le facteur déterminant dans la dynamique migratoire de l'Afrique australe au cours des dernières décennies. Parallèlement, de nombreux pays d'Afrique australe accusent une forte prévalence d'infection par le VIH/SIDA. Le but de ce projet est d'aider à accroître la prise de conscience des répercussions du VIH/SIDA sur les migrations et de contribuer à une meilleure compréhension du cadre légal de la migration dans les divers pays où ce projet doit être mis en œuvre. Cette initiative comporte trois volets principaux: une enquête sur les migrants et les réfugiés face au VIH/SIDA; une analyse des lois applicables aux migrants dans les pays de la SADC; et la cartographie des communautés de migrants et de réfugiés au sein des pays cibles.

Ressources budgétisées: 33 000 USD

II.2.5 Coalition du secteur privé contre le VIH/SIDA au Lesotho

163. En partenariat avec des organisations locales du Lesotho, l'OIM a lancé une initiative baptisée "Coalition du secteur privé contre le SIDA". Un mécanisme a été mis en place pour faciliter la recherche en la matière et le travail de sensibilisation au niveau des communautés et sur les lieux de travail, accroître les programmes de sensibilisation et d'éducation axés sur la prévention du VIH/SIDA sur les lieux de travail et assurer la jonction entre les soins apportés dans les foyers d'une part et au niveau des communautés d'autre part. Cette initiative vise à renforcer la réponse du secteur privé aux besoins des travailleurs locaux et immigrés du Lesotho.

Ressources budgétisées: 340 400 USD

II.3 Assistance sanitaire dans les situations migratoires d'après-crise

Programme / Projet	Dépenses administratives et de personnel	Coût des programmes	Coût des programmes
II.3.1 Projet de soutien aux familles dans la phase d'après-conflit au Cambodge	9 600	22 300	31 900
II.3.2 Programme national de santé mentale au Cambodge	37 100	249 300	286 400
Total	46 700	271 600	318 300

II.3.1 Projet de soutien aux familles dans la phase d'après-conflit au Cambodge

164. Ce projet a pour objectif de contribuer à la réadaptation psychosociale des enfants cambodgiens qui ont été traumatisés et déplacés par la guerre. Il vise également à renforcer le processus de guérison psychosociale dans les communautés afin de prévenir d'autres problèmes de santé mentale. Une formation est donnée aux parents, aux enseignants et aux professionnels de la santé pour qu'ils puissent faire face aux problèmes de santé mentale des enfants et mettre en place un environnement d'apprentissage stimulant afin de mieux intégrer les enfants dans leur communauté. Les enfants souffrant d'une pathologie mentale grave sont orientés vers un traitement approprié. Face au succès de la phase pilote du programme de soutien aux familles dans la phase d'après-conflit dans la province de Battambang au Cambodge, ce projet sera reproduit au sein d'autres communautés et provinces pour être ensuite transféré aux autorités sanitaires cambodgiennes.

Ressources budgétisées: 31 900 USD

II.3.2 Programme national de santé mentale au Cambodge

165. Ce projet a été conçu dans le but de faciliter la réadaptation psychosociale des Cambodgiens qui ont été traumatisés par la guerre et de renforcer le processus de guérison à l'intérieur des communautés afin d'éviter l'apparition de nouveaux problèmes de santé mentale. A ce propos, le but du Programme national de santé mentale (NMHP) au Cambodge est de favoriser la conversion durable du Programme relatif à la mise en place de structures sanitaires dans le domaine de la santé mentale au Cambodge (CMHDP), récemment achevé, en un dispositif viable de formation dans le domaine de la santé mentale et de services d'accompagnement lorsque le financement extérieur viendra à expiration et que le soutien en personnel aura pris fin. Opérant conjointement avec les autorités sanitaires nationales et en étroite collaboration avec l'OMS et les ONG travaillant dans le domaine de la santé mentale au Cambodge, l'OIM coordonnera et assurera la supervision administrative et financière, tout en évaluant le programme au fur et à mesure de sa progression. Les psychiatres et infirmières en psychiatrie du Cambodge formés dans le cadre de ce programme continueront à travailler dans le cadre de programmes d'éducation et de services cliniques, tandis que des représentants de l'université d'Oslo effectueront dans le pays des consultations périodiques. Ce projet devrait être transmis au Gouvernement cambodgien lorsqu'il aura été mené à terme.

Ressources budgétisées: 286 400 USD

III. TECHNICAL COOPERATION ON MIGRATION

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
III.1 Technical Cooperation on Migration Management and Capacity-Building	2 082 200	5 717 800	7 800 000
III.2 Capacity-Building through Transfer and Exchange of Qualified Human Resources and Experts	25 700	86 800	112 500
III.3 Post-Emergency Migration Management	12 441 300	23 693 000	36 134 300
III.4 Migration and Development	4 266 500	14 202 800	18 469 300
Total	18 815 700	43 700 400	62 516 100

Introduction

166. IOM's Technical Cooperation activities support and enable governments – through information, know-how and resources – to strengthen their capacities to manage migration. Good governance in migration matters at national, regional and international levels is increasingly recognized as key to ensuring orderly, humane population movements and maintaining the integrity of regular migration and asylum programmes.

167. Effective migration management today requires that countries of origin, transit and destination cooperate with each other in addressing the challenges of migration in integrated and mutually beneficial ways. IOM offers support in developing policy, legislation, administrative and operational systems to better regulate migration and foster multilateral dialogue and action.

168. IOM's technical cooperation activities continue to grow in response to emerging national and regional needs. Cooperation with UN-supported training initiatives around the world is now a routine way of assessing governments' programme needs and developing appropriate programme responses. While addressing core concerns, activities in this Service have expanded into new areas of international attention, including, *inter alia*: curtailing irregular migration; improving regular migration options; enhancing the role of émigrés in the development of the country of origin; facilitating effective integration of regular migrants into destination country societies; and a better acceptance of migrant communities. Comparing best practices globally and developing practical migration management modules remain high on the 2003 agenda.

169. The following subheadings classify the projects and programmes in the TCM Service:

- Technical Cooperation on Migration Management and Capacity-Building: Advisory services and technical training help strengthen the institutional competencies of national migration authorities to articulate and manage migration policy, legislation and administration, and foster collaborative approaches to migration management between and among States. These activities commonly include: (a) diagnostics on causes, characteristics and effects of migration; (b) assessments of contemporary migration management needs and legislation; (c) professional and technical training for government officials; (d) technical assistance in enhancing key administrative and operational systems; (e) support for the coordination and integration of migration policies within affected regions; and (f) the establishment or enhancement of multilateral dialogue and planning processes for migration management. Focus areas can include: reducing irregular migration; improving regular migration opportunities and processes; improving migration data systems; enhancing the human rights of migrants; improving services to vulnerable migrant groups; and integrating key migrant groups into various sectors of the host country society. IOM also provides technical support and capacity-building to non-governmental agencies with key roles in the migration sector.

- Capacity-Building through Transfer and Exchange of Qualified Human Resources and Experts: This area of action has the dual objective of offsetting the effects of brain drain and strengthening national management capacities in key sectors of developing and transition countries. The projects identify vacant positions or specific areas of needed expertise and match these with interested qualified persons residing abroad. These projects help qualified professionals to contribute to the development of countries where their expertise is not available locally, and where return of qualified nationals is not a viable option. IOM promotes the sharing of knowledge and practical experience through the recruitment, transfer and short-term assignments of experts to work on a wide variety of migration issues.
- Post-Emergency Migration Management: Projects under this category are generally designed to provide countries recovering from emergency situations with the technical capacity to address related migration issues and strengthen relevant institutional mechanisms. The continuation of several post-conflict projects included under this subheading will depend on an adequate level of security and political stability to allow programme implementation.
- Migration and Development: Activities in this area enhance the ability of governments and other key actors in the migration field to focus migration more strategically on origin country development. Projects can include: (a) actions to increase the involvement and investment of *émigré* populations in origin country development; (b) actions to enhance the effect of remittances; (c) assistance in the management of development aid to provide increased economic opportunity; and (d) micro-enterprise, employability enhancement and community development actions to reduce internal and external migration pressures.

III.1 Technical Cooperation on Migration Management and Capacity-Building

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
III.1.1	Technical Cooperation in the Area of Migration (PLACMI), Latin America	5 100	59 900	65 000
III.1.2	Technical Cooperation Project to Strengthen the Central American Commission of Directors of Migration (OCAM) / Puebla Virtual Secretariat	172 400	345 400	517 800
III.1.3	Inter-American Course on International Migration	12 400	27 600	40 000
III.1.4	Programme of Advisory and Training Services for the Institutional Strengthening of the Public Ministry, Peru	69 700	1 889 000	1 958 700
III.1.5	Programmes of Multilateral Cooperation, Guatemala	33 400	338 600	372 000
III.1.6	Cooperation Agreement between IOM and the Ministry of Industries, Energy and Mining of Uruguay	12 800	250 000	262 800
III.1.7	General Guidelines for the Formulation of a National Policy on Migration	1 500	31 400	32 900
III.1.8	Centre for Information on Migration in Latin America (CIMAL)	17 200	14 400	31 600
III.1.9	Technical Assistance for the Planning of Population Movements in the Province of Río Negro, Argentina	6 100	203 900	210 000
III.1.10	Community Risk Management in Vulnerable Municipalities of Honduras	18 700	151 300	170 000
III.1.11	Training of the Colombian Judiciary in Costa Rica	44 200	422 400	466 600
III.1.12	Statistical Information System on Migration in Central America	58 600	88 100	146 700
III.1.13	General Project on Participatory Elections for Migrants	11 700		11 700
III.1.14	Technical Cooperation Activities in Eastern Europe and Central Asia (EECA)	457 900	738 300	1 196 200
III.1.15	Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan	2 400	12 600	15 000
III.1.16	Enhanced Migration Management Project for Cambodia	241 200	296 000	537 200
III.1.17	Legal Protection of Children from Sexual Exploitation in Cambodia	7 800	28 000	35 800
III.1.18	Capacity-Building in Migration Management and Consolidated Preparatory Action for Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka	573 700	314 400	888 100
III.1.19	Mechanism to Improve Regional Cooperation in Combating Trafficking in Asia	43 000	120 800	163 800

III.1.20	Awareness Raising and Legal Training on Discrimination Practices in the Baltic and Nordic Region	47 900	70 000	117 900
III.1.21	Social Integration Project for Migrants, Refugees and Repatriated Greeks	15 700	3 700	19 400
III.1.22	Western Mediterranean Action Plan Implementation Project	5 900	20 000	25 900
III.1.23	Integrated Migration Information System in Egypt	112 500	160 100	272 600
III.1.24	Migrants' Rights Resource Centre in Morocco	108 600	113 700	222 300
III.1.25	Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA)	1 800	18 200	20 000
		Total 2 082 200	5 717 800	7 800 000

III.1.1 Technical Cooperation in the Area of Migration (PLACMI), Latin America

170. Under this activity, IOM will continue to support the efforts of Latin American governments in managing migration issues and to make a positive contribution to the sustainability of economic and human resource development in the region.

171. In this context, PLACMI will help strengthen the institutional and human resources involved in the planning, formulation and implementation of international migration programmes and policies, through seminars and workshops and the appointment of experts in response to specific requests.

172. Based on the experience gained in previous years, PLACMI will also support the integration efforts of countries in the region through the provision of facilities for meetings and other fora where governments can exchange their views and find common ground.

Budgeted Resources: **USD 65,000**

III.1.2 Technical Cooperation Project to Strengthen the Central American Commission of Directors of Migration (OCAM)/Puebla Virtual Secretariat

173. The aim of this initiative is to strengthen the role of OCAM as a mechanism for consultation, coordination and cooperation to deal with migration issues within the framework of the regional integration process. The main focus is the development of cooperation activities through the OCAM electronic communications network and the modernization of migration administrative systems. It also seeks to sustain the different elements of cooperation activities, in particular as regards the communications network. It is expected that the implementation of this initiative will have a positive impact on the dynamics of the Regional Conference on Migration of the Puebla Process.

Budgeted Resources: **USD 517,800**

III.1.3 Inter-American Course on International Migration

174. In cooperation with the National Directorate of Migration of Argentina, IOM and the Organization of American States (OAS) organize annually the Inter-American Course on International Migration. The Course covers relevant topics, such as migration policies, planning

and administration and is attended by officials from Latin American governments. In view of its importance for achieving homogeneous migration policies in the region, the Organization has allocated USD 30,000 from Discretionary Income and USD 10,000 from the interest on the Sasakawa Endowment Fund for this activity.

Budgeted Resources: **USD 40,000**

III.1.3 Programme of Advisory and Training Services for the Institutional Strengthening of the Public Ministry, Peru

175. Through this ongoing activity, financed by the Government of Peru, IOM will continue to assist in reorganizing, strengthening and modernizing the Public Ministry of Peru. In addition to financial and management expertise, technical support for this effort will be provided through IOM's programmes for the Transfer of Qualified Human Resources.

176. Within the guidelines of a framework agreement with the Public Ministry of Peru, the main objectives of the activity are: (a) to update the information systems as a tool for the modernization of networks at the national level; (b) to re-engineer the institution through training methods; (c) to formulate projects for research and institutional development; and (d) to strengthen Technical Cooperation among Developing Countries (TCDC) with a view to extending institutional links with similar entities in the region.

Budgeted Resources: **USD 1,958,700**

III.1.4 Programmes of Multilateral Cooperation, Guatemala

177. In support of the peace agreement in Guatemala, the initiatives for multilateral cooperation, carried out by the Organization, are designed to cover a broad range of small projects benefiting nationals at the grass roots level. The exchange of information among government ministries on migration issues is also promoted to facilitate sustainable and productive ventures implemented in resettlement areas.

Budgeted Resources: **USD 372,000**

III.1.5 Cooperation Agreement between IOM and the Ministry of Industries, Energy and Mining of Uruguay

178. Through a Cooperation Agreement signed between IOM and the Ministry of Industries, Energy and Mining, a legal and operational framework has been established to carry out joint projects in Uruguay. The Ministry provides funds, administered by IOM, to design and implement technical cooperation projects to address specific requests by the Ministry. IOM's reduced airfares are made available to experts who are required to travel within the region in connection with the activity.

Budgeted Resources: **USD 262,800**

III.1.6 General Guidelines for the Formulation of a National Policy on Migration

179. IOM, in collaboration with the Government of Paraguay and the United Nations Fund for Population Activities (UNFPA), will develop a joint project addressing the issue of migration in Paraguay and proposing adequate responses. This project will conduct a survey on the migratory situation in the country and will analyse its legislative system, in order to formulate guidelines for the future design of a migration policy.

Budgeted Resources: **USD 32,900**

III.1.8 Centre for Information on Migration in Latin America (CIMAL)

180. The Centre's main purpose will continue to be the provision of information on international migration and related matters in Latin America, the Caribbean and other geographical areas, as a service to IOM Member States and the general public. Information has been compiled over the years from reliable sources, such as academic institutions, migration specialists, projects and information units working on migration in the region. CIMAL has published and updated a bibliographic registry of publications on migration, reverse transfer of technology, human resources and related matters in Latin America and the Caribbean.

181. The importance of the Centre in the promotion and use of modern information dissemination tools and methodologies in order to achieve compatibility among regional systems will be strengthened to attain maximum utilization of these systems.

Budgeted Resources: *USD 31,600*

III.1.9 Technical Assistance for the Planning of Population Movements in the Province of Río Negro, Argentina

182. This project responds to the increasing number of migrants in the Province of Río Negro. It aims to assist the Province in planning, implementing and monitoring programmes which provide technical support, knowledge and control of internal and external migration processes, including settlement, population movement and employment. It will identify, evaluate and generate alternative migration processes affecting the region, focusing on those that affect the labour market and impact public social services. Furthermore, the project will implement studies and an action plan on the management and monitoring of the impact of internal and external migration on the domestic market and social services. Finally, the project seeks to ensure an adequate retaining framework in the provincial labour market to interact efficiently with the productive and social programmes executed by the Province.

Budgeted Resources: *USD 210,000*

III.1.10 Community Risk Management in Vulnerable Municipalities of Honduras

183. The lack of adequate preparation of its citizens against natural disasters exposed the vulnerability of Honduras in the wake of hurricane Mitch. The disaster, which devastated the country in the past, resulted in the loss of lives, damage to property and massive migration of the population to urban areas and other countries. In response to this phenomenon, the project seeks to assist three municipalities, which have historically been at risk, in their disaster management efforts. In this regard, efforts will be made to create and strengthen local disaster committees and promote their integration at the municipal level. This will allow for better coordination and planning of evacuation routes, refuge points and strategies for long-term development. In addition, early warning systems will be set up to facilitate the exchange of information through community workshops, as well as publicity campaigns and education on themes such as the prevention of environmental degradation and building techniques for more disaster resistant construction.

Budgeted Resources: *USD 170,000*

III.1.11 Training of the Colombian Judiciary in Costa Rica

184. As a result of the long-lasting conflict in Colombia, the country is experiencing significant population displacement. The situation is more precarious for members of the judiciary who are involved in passing judgement against paramilitaries, guerrillas and drug traffickers. As a consequence, these groups threaten the lives of some of the members of the judiciary and their families. In response to these threats, this project has been developed in close coordination with the concerned governments to protect members of the judiciary and their families who are under threat of assassination by resettling them in Costa Rica for one year. IOM will organize the travel arrangements and facilitate resettlement for the initial 20 beneficiaries and their families. An intensive training programme in human rights and administration of justice will be provided to the beneficiaries.

Budgeted Resources: *USD 466,600*

III.1.12 Statistical Information System on Migration in Central America

185. In recognition of the significance of adequate and timely information for planning and decision-making on migration issues, this project aims to establish an information system on migration in Central America by ensuring the compatibility of data gathered from different sources in the region. The system will allow government institutions to monitor and understand the characteristics and magnitude of migration movements in the region. It is expected that the system will establish the necessary links with other regional bodies. A study on migration issues will be undertaken, the results of which will be disseminated through publications, the Internet and the virtual secretariat of the Puebla process.

Budgeted Resources: *USD 146,700*

III.1.13 General Project on Participatory Elections for Migrants

186. The resolution of conflicts often leaves a significant number of people living outside their home environment over long periods. The first years following a conflict are a critical time when political forces within the home countries are organizing post-conflict governance and those living abroad tend to miss the opportunity of participating in the political process, due to the lack of a legal framework protecting their political rights. The objective of this project is to research, compile and facilitate the recognition of international standards for the political rights of migrants forced to leave their country because of conflicts. In fulfilling this objective, it is foreseen to identify and promote practices which will provide greater equity for migrants displaced by conflict to register, vote and run as candidates. It is hoped that such a project will help strengthen the credibility of electoral processes as well as foster participation in important political issues in the home country of the migrant.

Budgeted Resources: *USD 11,700*

III.1.14 Technical Cooperation Activities in Eastern Europe and Central Asia (EECA)

187. The transition to democracy, rule of law and market economy continue to influence the public affairs agenda in the EECA. Public administration reform remains a dominant theme with particular concerns for internal and external security, especially after the events of 11 September 2001. Changes in governance systems require long-term engagement and investment. Only one decade into independence, the migration agenda of most countries in the region is defined by the need to: further modernize policy, legislation and administration; address the effects of ever-increasing irregular migration and migrant smuggling in countries of transit and destination; prevent, suppress and prosecute trafficking in persons and assist its victims; deal with long-term issues of demographic decline; and, in response to economic transition pressures, facilitate orderly

labour migration, either by drawing on established networks within the region or by promoting orderly migration to Western Europe. The iron curtain has fallen without vindicating fears of a massive East-West migration wave, but the swell of irregular transit migrants is already breaking against the reinforced external borders of an expanding European Union and is beginning to present Eastern European proximity countries with serious problems in addition to the general transition challenges of modernizing migration management.

188. IOM's programme response continues to be guided, to a significant extent, by the Follow-up to the 1996 Geneva Conference on the Problems of Refugees, Displaced Persons, Migration and Asylum Issues, its Programme of Action and its thematic work plan. This invites IOM to take the lead on issues of irregular migration, smuggling of migrants and trafficking in persons, capacity-building in migration management and legislative reform, and to participate in NGO development and direct assistance to groups of concern. Furthermore, IOM leads or participates in the organization of regional or subregional events which promote inter-State dialogue, information-sharing and cooperation. Even as subregional aspects tend to come more into focus, the broad concept of the 1996 Geneva Conference and its Programme of Action will be assessed in an upcoming High-Level Review Meeting and stand to remain relevant for some time to come.

189. IOM's objectives in the region are: to enhance the capacity of governments to manage migration, formulate policy, reform legislation, address irregular migration, improve border management, protect migrants rights, and combat the smuggling of migrants and trafficking in persons; to contribute to the enhancement of a regional approach, inter-State cooperation and country strategies for migration management; to prevent trafficking in persons and the smuggling of migrants through information campaigns and to protect victims of trafficking; to facilitate NGO migration sector development; and to promote research on migration issues in the region.

190. In view of the importance of these programmes, and in order to outline comprehensively IOM's programme initiatives in the EECA, the following ongoing activities are included in this budget. While there are favourable expectations of continued additional funding for these activities, budgeted resources at this stage include only anticipated carry-forward of funds received up to 2002. Any additional funding received will be reflected in future revisions to this document.

Budgeted Resources: *USD 1,196,200*

Principal component activities within III.1.14 are:

• Technical Cooperation Centre for Europe and Central Asia

191. Strategic follow-up support for the Programme of Action of the Eastern European and Central Asian States (EECA, formerly CIS) is organized through the Technical Cooperation Centre (TCC) for Europe and Central Asia in Vienna. The primary function of the Centre is to provide specialized support to the IOM Offices in the EECA States for their capacity-building activities with the governments concerned. Furthermore, specific legal and policy expertise applicable to the EECA context, in collaboration with the Technical Cooperation on Migration Service, provides assistance to IOM Offices in planning, designing and implementing technical cooperation projects.

192. In an effort to provide the international community with reliable, timely and up-to-date information on migration issues affecting the region, the Centre also engages in extensive research initiatives. The "quick-impact" publications produced by the Centre are designed to be relevant for policy makers and useful for developing concrete projects.

193. The staff and services of the TCC may be expanded in 2003, if funding allows, to include support to IOM Offices engaged in similar technical cooperation actions in South Eastern Europe. This will cover countries of concern to the "Phare Programme" and the Community Assistance for Reconstruction, Democratisation and Stabilisation (CARDS) programme in the Western Balkans of the European Commission, and to the Stability Pact for South Eastern Europe.

- **Capacity-Building in Migration Management Programmes (CBMMP)**

194. Pursuant to the objective of assisting the countries listed below to effectively manage migration issues, IOM will continue to provide support in strengthening their national capacities. It is expected that the gap between legislation and the capacity to implement its provisions will be greatly diminished by helping develop the required legislation and administrative structures. IOM's strategy is to elaborate national migration management programmes with specific focus on national needs but with a subregional appeal within the EECA.

- Armenia

195. Within the framework of the Capacity-Building in Migration Management Programme (CBMMP), IOM and the Government of Armenia have been working together since 1996 to establish a unified national migration policy. In this connection, efforts have been directed at strengthening the legislative basis for migration management in the country and establishing administrative and operational structures and mechanisms for the effective implementation of policies. The project will focus on three areas: (i) border management, including training, improvements in legislation, traveller and document inspection and expansion of digital information systems; (ii) enhancing migration research and analysis in order to better inform policy makers and have reliable information on migration flows; and (iii) assisting the Government of Armenia in its effort to develop and implement an employment strategy.

- Azerbaijan

196. This ongoing project seeks to support the Government of Azerbaijan's commitment to strengthen the country's facilities and institutions to deal with migration issues through a consolidated approach. In this context, IOM provides assistance to the Government of Azerbaijan in meeting the challenge of managing migration processes, through the implementation of projects on border management, counter-trafficking, legislation and procedures; bringing the border control system at Baku airport into conformity with best international practices; and the continuation of training programmes at the newly-established IOM Training Centre to improve immigration officers' professional skills. A new semi-civil border inspection service will be developed within the Ministry of National Security to replace military border guards at checkpoints. It is expected that national migration legislation and the visa regime will be improved through this process.

- Georgia

197. IOM will continue to build upon the progress of the last seven years which has provided the framework to establish a unified migration management approach tailored to national and regional needs and consistent with international standards. The objective for 2003 is to improve the training academy and transfer all training programmes to the new facility. An additional curriculum has been developed to cover a broader range of courses, and a Border Data Management System will be installed in at least two more border points to improve control mechanisms. Ongoing work on migration legislation and visa policies and procedure will continue and resources will be increased to support the development of the Migration Information System in Georgia.

- Kazakhstan

198. IOM assists the Government of Kazakhstan to develop a legal and institutional framework for migration management through this ongoing multi-year programme by providing targeted training to officials, and assisting selected governmental entities to analyse and establish their specific technical requirements. The focus will be on the major areas of migration legislation and the strengthening of national capacity in immigration and border control. To achieve these goals, IOM works closely with the national Parliament and the Government, through a working group, to elaborate and implement migration policy and legislation. It will also provide assistance to the relevant structures of Border Guards and Migration Police to establish effective immigration and border control.

- Kyrgyzstan

199. IOM provides technical assistance to the Kyrgyz Government in developing a comprehensive migration management framework for coordinating and managing migration issues in a coherent manner. As a result, the Government has already endorsed a national policy and plan of action to continue this activity begun in 1998. Assistance will continue to be provided in 2003 to the Kyrgyz authorities to facilitate the establishment of a unified migration information system through policy formulation and the development of institutional mechanisms for migration management.

- Tajikistan

200. IOM will continue to assist the Government of Tajikistan in developing a framework for managing migration issues, based on its national migration policy developed in 1999. At the request of the State Migration Service, emphasis will be given to the legal basis regulating migration, and additional technical assistance support will be provided.

- Turkmenistan

201. Since 1998, IOM has provided technical assistance to the Government of Turkmenistan in developing the foundation for a unified migration management system. The extension of this programme will provide support in defining the necessary administrative structures required to deal with migration issues in the country. Following the adoption of a new migration law at the end of 2001, IOM will further assist the counterpart Ministry of Interior and border guards structures in improving their integrated migration information systems, as well as border and migration management and control.

- Ukraine

202. Following consultations with senior government officials and international organizations in the migration field, this initiative aims to redefine migration priorities and help strategize IOM's programme intervention. Through a formal endorsement by the Cabinet of Ministers in 1998, the Government of Ukraine officially approved the multi-year programme with its management and consultative structures within the Government. A national policy on migration to strengthen the legislative base and enhance Ukraine's migration management process has been established. The programme also aims to strengthen and unify a border management framework to help reduce irregular migration through improved cross-border cooperation with neighbouring countries.

- **NGO Migration Sector Development – Armenia, Azerbaijan, Georgia and Kyrgyzstan**

203. IOM programmes for NGO Migration Sector Development have been established in collaboration with key national NGOs in each of the countries involved to help define the role of civil society in migration issues. The programmes will continue to promote regional dialogue and planning in the migration sector among national NGOs and enhance their ability to address a number of migration concerns. The models and practices of comparable NGOs in other countries will be utilized through study tours and participation in international NGO activities. The project also aims to establish effective partnerships with national NGOs and set up some satellite Migration Resource Centres for information gathering on migration issues. It is expected that through the establishment of small project funds managed by the implementing NGO partner in each country, financial support can be offered for small-scale project development and implementation.

- **Russian – Ukrainian Common Border Project**

204. The objective of this project is to contribute to preventing irregular migration on the State border of the Russian Federation and to enhance legal border crossing through the development of border and other kinds of control. IOM will assist in formulating and developing immigration policies and legislation on enforcement and control and in strengthening administrative structures for effective policy implementation. Other controls, such as the installation of modern technical facilities, improvement of personnel skills, cooperation with neighbouring States and among federal bodies participating in border control have also been established.

III.1.15 Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan

205. This project will provide legal advice and assistance, in collaboration with the Kazakhstan Bureau for Human Rights and Rule of Law, in order to promote respect for migrants' rights and help improve legal protection for migrants in seven Kazakh cities. IOM will also help strengthen the capacity of partner organizations to defend migrants' rights and advise the Government on the legal problems of migrants. Some migrants in difficult circumstances will be provided with return and related assistance in response to the realities of migration problems.

Budgeted Resources: **USD 15,000**

III.1.16 Enhanced Migration Management Project for Cambodia

206. Cambodia has been subjected to large-scale migratory movements due to decades of civil unrest and war in the country. At the request of the Government, IOM will provide technical assistance in developing an effective migration management system to facilitate the strengthening of political, social and economic institutions which will form the basis for development in the country. A thorough review of Cambodia's immigration laws and policies will be undertaken and IOM will provide assistance in developing improved migration operational procedures, including staff training. In addition, assistance will be provided to upgrade migration administration structures to better respond to the migration challenges facing the country and also to support its participation in international and regional fora on migration issues.

Budgeted Resources: **USD 537,200**

III.1.17 Legal Protection of Children from Sexual Exploitation in Cambodia

207. Sexual exploitation of children remains an important social concern in Cambodia despite many efforts to prevent and eliminate the problem. It is now recognized that efforts in the social sector will remain fruitless without improved law enforcement. In response to the problem, the objective of this undertaking is to improve the capabilities of police and the judiciary to better investigate cases of sexual exploitation of children, including the rescue of victims, development of referral systems and establishment of mechanisms to facilitate the prosecution of offenders. The police will be sensitized to the problem through the distribution of relevant legislation, and police operating procedures and training will be provided for the development of basic investigation skills.

Budgeted Resources: **USD 35,800**

III.1.18 Capacity-Building in Migration Management and Consolidated Preparatory Action for Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka

208. IOM, in collaboration with the Sri Lankan Department of Immigration and Emigration and European Union experts, will design a multi-level training curriculum to reduce irregular migration into and through Sri Lanka. Key officials will be taught to detect document fraud, undertake risk profiling of migrants, and acquire special skills for detecting and dealing appropriately with potential trafficking victims. This project also aims to build the capacity of the Sri Lankan Bureau for Foreign Employment (SLBFE) in order to reduce irregular migration by enhancing regular migration options and fostering economic relations and exchange of experience between migrants and their home country. This endeavour also aims to establish sustainable voluntary returns to Sri Lanka, complemented by a strengthened reintegration component.

Budgeted Resources: **USD 888,100**

III.1.19 Mechanism to Improve Regional Cooperation in Combating Trafficking in Asia

209. Following the Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime held on 26-28 February 2002, Ministers from the 38 participant countries called for the establishment of a mechanism to identify and propose concrete initiatives to further the aims of the conference. This project aims to support and further the efforts of the working groups on this issue to establish a mechanism for continued improvement and strengthening of governance, by addressing issues of trafficking in persons and related transnational crime in Asia and the Pacific. Follow-up initiatives aimed at achieving concrete results and recommendations for further action will be identified and presented at the next ministerial meeting scheduled for 2003.

Budgeted Resources: **USD 163,800**

III.1.20 Awareness Raising and Legal Training on Discrimination Practices in the Baltic and Nordic Region

210. A survey carried out in 1997 revealed that racism and discrimination are phenomena that exist in all the Member States of the European Union (EU). Effective legislation is important in combating all kinds of discrimination; however, the provisions dealing with discrimination vary greatly in each Member State. Recognizing the different approaches among EU States in dealing with the problem, this project aims to forge transnational cooperation to combat discrimination by increasing the capacity of judicial systems and personnel to take concrete actions. Information campaigns will be launched through a web site to improve understanding of the issues and promote and disseminate the values and practices underlying the fight against discrimination. In addition, a training programme will be organized in each Member State to develop the capacity to prevent and address discrimination effectively.

Budgeted Resources: **USD 117,900**

III.1.21 Social Integration Project for Migrants, Refugees and Repatriated Greeks

211. A number of Greek nationals who had emigrated to countries of the former Soviet Union and Albania have recently begun to return to their country of origin. Greece has also witnessed an influx of economic migrants as well as asylum seekers, and this evolving situation is a serious challenge to the Greek labour market. This project seeks to support and facilitate the integration of the target group into Greek society by providing language training and cultural orientation.

Budgeted Resources: **USD 19,400**

III.1.22 Western Mediterranean Action Plan Implementation Project

212. The Western Mediterranean, in particular the Maghreb countries, is a key component of a migration area shared directly with the Southern European countries. Following consultation with the Government of Italy, this project aims to support the development and implementation of a Western Mediterranean Action Plan, in order to foster regional cooperation on migration and link the interests of the Maghreb countries with those of the European Union. As a follow-up to the Odysseus workshop, the project will promote common agendas for action between IOM and Maghreb countries and foster increased programme development capacity in key areas identified by the governments concerned. Further contributions to replenish this "umbrella" project will be sought from the Government of Italy to support project development initiatives.

Budgeted Resources: **USD 25,900**

III.1.23 Integrated Migration Information System in Egypt

213. In its bid to strengthen institutional and technical capacities to address all aspects of its migration management regime, the Government of Egypt, in coordination with IOM, has designed this project to make available reliable and accurate data on the large number of its nationals residing abroad. This includes the establishment of effective data gathering and information dissemination mechanisms and is expected to contribute towards establishing an integrated information system and strengthening the national operational capacity on migration. Counterpart officials will be trained in the use of migration management information systems to improve their migration planning capacity and facilitate decision making.

Budgeted Resources: *USD 272,600*

III.1.24 Migrants' Rights Resource Centre in Morocco

214. In cooperation with the Moroccan Ministry of Human Rights, and through collaboration with national NGOs, this project aims to establish a Migrants' Rights Resource Centre (MRRC). The Centre will be responsible for launching information and awareness campaigns targeting potential irregular migrants and seasonal migrant workers who may fall victim to trafficking networks. The project also aims to strengthen institutional and technical capabilities and establish effective training and information mechanisms for the benefit of the Moroccan Ministry of Human Rights, NGOs and research institutions in order to ensure respect for migrants' rights.

Budgeted Resources: *USD 222,300*

III.1.25 Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA)

215. Due to the lack of reliable data, appropriate legal frameworks and efficient coordination at both regional and national levels, the recent developments in Southern Africa have resulted in new migratory pressures in the region. To alleviate this problem, this undertaking seeks to facilitate regional cooperation among Southern African governments on migration issues to contribute towards social and economic development in the region. This activity will also be used as a mechanism to foster understanding of migration matters and develop regional institutional capacities to deal with migration challenges. Specific objectives will include: the promotion of constructive dialogue; establishment of focal points; improvement in data gathering practices; and improved information-sharing and assessment of training needs within migration law enforcement agencies.

Budgeted Resources: *USD 20,000*

III.2 Capacity-Building through Transfer and Exchange of Qualified Human Resources and Experts

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
III.2.1	Selective Migration from Europe and the United States to Latin America and the Caribbean	24 400	40 800	65 200
III.2.2	Cooperation Agreement with the Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation (SETCIP) of Argentina	1 300	46 000	47 300
	Total	25 700	86 800	112 500

III.2.1 Selective Migration from Europe and the United States to Latin America and the Caribbean

216. This is a long-standing activity aimed at assisting Latin American and Caribbean Member States in their national development strategies by providing them with highly-skilled personnel, mainly from Europe and the United States. The selected experts are placed in functions clearly identified as priority areas and IOM provides the technical support necessary to facilitate professional and social integration in their new environment.

217. It is expected that this programme, which is financed through fees reimbursed by the sponsors, will assist an estimated 100 experts in 2003.

Budgeted Resources: **USD 65,200**

III.2.2 Cooperation Agreement with the Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation (SETCIP) of Argentina

218. Within the framework of the Cooperation Agreement signed with the Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation, IOM will provide support in the identification and placement of technical experts to implement specific technical cooperation projects upon the request of the donor. In addition, IOM will organize the travel arrangements for these experts whose costs will be refunded by the donor.

Budgeted Resources: **USD 47,300**

III.3 Post-Emergency Migration Management

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
III.3.1	Support for Enterprise Development in Minority Regions (SEDMIN) in Kosovo	243 300	880 000	1 123 300
III.3.2	Kosovo Transition Initiative (KTI)	887 200	59 000	946 200
III.3.3	Information Counselling and Referral Service (ICRS), Kosovo	689 400	430 000	1 119 400
III.3.4	Kosovo Protection Corps (KPC) Training	2 080 100	3 423 000	5 503 100
III.3.5	Programme for Strengthening Peace in Colombia	261 300	1 429 000	1 690 300
III.3.6	Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities in Colombia	2 414 100	6 188 500	8 602 600
III.3.7	Support Programme for Ex-Combatant Children in Colombia	68 400	250 000	318 400
III.3.8	Technical Assistance for the Financial Management and Procurement Unit in Guinea-Bissau	724 500		724 500
III.3.9	Emergency Relief Programme in Uganda	252 500	230 000	482 500
III.3.10	Reintegration of Ex-Combatants and their Families in Tajikistan	13 200	24 100	37 300
III.3.11	Livelihood Recovery Project for Earthquake-Displaced and Migrant Salt Workers in Gujarat, India	60 300	526 400	586 700
III.3.12	Community Improvement in Afghanistan	4 747 000	10 253 000	15 000 000
Total		12 441 300	23 693 000	36 134 300

III.3.1 Support for Enterprise Development in Minority Regions (SEDMIN) in Kosovo

219. This undertaking seeks to build on an ongoing micro-grants/credit initiative currently implemented in northern Serbian municipalities through the implementation of a range of programmes aimed at contributing towards socio-economic stabilization. This is expected to facilitate the return and enhance the retention of former refugees, as well as improving the livelihoods of internally displaced persons.

220. As part of the efforts to alleviate unemployment and improve income levels among selected minority populations in Kosovo, it is foreseen that this project will enhance the conditions necessary for the retention and reintegration of minorities into the socio-economic and political spheres of life in the region. It is initially foreseen under this initiative to assist at least 142 skilled and semi-skilled Kosovars residing in minority population regions and small municipalities, who will be supported in establishing or upgrading small businesses through the provision of technical and financial assistance. It is expected that this programme will result in the creation of sustainable enterprises which will secure the livelihoods of the beneficiaries in the short- and medium-term and improve their current income levels.

Budgeted Resources: *USD 1,123,300*

III.3.2 Kosovo Transition Initiative (KTI)

221. Through this ongoing project, IOM provides support to local authorities handling the reabsorption of a large number of displaced persons returning to Kosovo after the war by helping to develop national capacities to deal with the situation. Assistance will be provided to strengthen the democratic process and develop economic activities to improve and stimulate community-based projects, as well as facilitate better organization of informal government structures. The Kosovo Transition Initiative (KTI) promotes the formation of Community Improvement Councils (CICs) and assists them in identifying, prioritizing and addressing basic needs and concerns in cooperation with other agencies.

222. The different components of this activity are integrated through a multifaceted and complementary approach, which includes: (a) assessing and categorizing, in coordination with local governments and partner agencies, current Kosovar support structures in need of improvement; (b) assisting local Kosovar populations to identify both their priority needs and how to most efficiently address them; (c) establishing the basis for subsidizing improvement in target areas, in a rapid and effective manner (primarily through small grants); (d) allocating the grant and establishing follow-up mechanisms, involving the participation of local authorities; (e) monitoring impact and evaluating additional needs; (f) strengthening links with ongoing capacity-building programmes and providing mechanisms for implementing identified projects; and (g) increasing the level of coordination with local authorities, NGOs and communities.

223. IOM only manages and provides technical assistance whilst the donor makes all the procurement required for project implementation and directly funds the activities.

Budgeted Resources: *USD 946,200*

III.3.3 Information Counselling and Referral Service (ICRS), Kosovo

224. This Information Counselling and Referral Service (ICRS), begun in 1999, seeks to assist the unabsorbed demilitarized Kosovo Liberation Army (KLA) combatants to reintegrate into civilian life. The target groups are provided with timely and accurate information on reintegration opportunities, including access to counselling, referrals, training, capacity-building, employment

and other income-generating facilities supporting overall reconstruction efforts within Kosovo. A Reintegration Fund has been established to identify and develop additional opportunities for demilitarized KLA combatants who are facing specific reintegration difficulties in communities where no support is received from other organizations.

225. Media networking and a mapping and data-tracking system will support field operations managed from a network of seven IOM suboffices. Outreach operations will identify and prioritize areas for intervention and the information stored and updated in a database will encode the profiles of the demilitarized KLA combatants registered by IOM. Gathering and verifying first-hand information on the pressing needs of the demilitarized KLA combatants at the grass-roots level will enhance joint actions and realign the assistance support services of the humanitarian agencies, NGOs and donors to meet the changing needs of the process.

Budgeted Resources: USD 1,119,400

III.3.4 Kosovo Protection Corps (KPC) Training

226. In collaboration with the Kosovo Force (KFOR) and the United Nations Mission in Kosovo (UNMIK), IOM has been supporting the efforts of the Kosovars to rebuild civil structures after the war. IOM will continue to provide training to a number of reservists for Kosovo's future civil protection force. The initial focus is on giving orientation and training sessions locally, following which leaders will receive additional training and some will be sent abroad for advanced studies to adequately prepare them for leadership roles in civic and public service governance. Special emphasis is placed on developing a responsible leadership culture with a sense of commitment to the leaders' civilian mandate. All the information material received during the training courses abroad will be translated into local languages and constitute the basis for training modules developed by the KPC management in order to provide further training to the 2,000 reservists.

Budgeted Resources: USD 5,503,100

III.3.5 Programme for Strengthening Peace in Colombia

227. This programme aims to sponsor governmental and non-governmental initiatives which specifically address and facilitate the peace process in Colombia. In support of the efforts of Colombia's civil society to bring about peace in the country, financial and technical assistance is provided to NGOs to carry out action-oriented activities designed to open channels of dialogue. The project is implemented by IOM in close cooperation with the United States Office of Transition Initiatives (OTI) in a number of complementary areas, such as public information, civic education, conflict resolution and the encouragement of increased dialogue between the warring factions. As well as the direct assistance provided to participating NGOs, additional resources will be sought to finance future peace-related activities to help strengthen the capacity of local partners so that the project will have a lasting impact on the local communities.

Budgeted Resources: USD 1,690,300

III.3.6 Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities in Colombia

228. This project continues to assist internally displaced persons and receptor communities in selected departments of Colombia aiming to improve their living conditions. An integrated and community-led approach has therefore been adopted in the implementation of six interconnected areas of intervention: income generation; health; education; community stabilization; social communication; and transitional housing. Local entities are being identified for the implementation of these activities to strengthen their ties and sustain initiatives upon completion of the project. The proposed activities are designed to unify and restore the social fabric of these communities by encouraging them to be constructive agents in their efforts for peace.

Budgeted Resources: USD 8,602,600

III.3.7 Support Programme for Ex-Combatant Children in Colombia

229. Due to pressures from human rights' groups, this initiative seeks to improve and expand existing structures and set up a network of decentralized entities to respond effectively to the needs of a large number of children released by armed groups. In support of national efforts, IOM will contribute towards improving the situation of the former child soldiers from the time they are released through their struggle to live normal lives. Existing procedures aiming to clarify the legal status of these children will be strengthened and appropriate medical treatment will be made available to them. Concrete and durable reintegration solutions will be provided through targeted financial and technical assistance as well as increased coordination between key institutional players.

Budgeted Resources: **USD 318,400**

III.3.8 Technical Assistance for the Financial Management and Procurement Unit in Guinea-Bissau

230. This project seeks to support the efforts of the Government of Guinea-Bissau in attaining sustainable peace by helping to facilitate the demobilization and reinsertion of ex-fighters in line with the National Programme of Reconciliation and Reconstruction (PNRR). As the result of an agreement signed with the World Bank, IOM provides technical assistance in the development of policies and procedures for financial management and procurement, as indicated by the Government and the donor. Assistance will also be provided in establishing a computerized financial management package and developing systems for follow-up on procurement and services.

Budgeted Resources: **USD 724,500**

III.3.9 Emergency Relief Programme in Uganda

231. IOM will continue to provide assistance to the internally displaced persons (IDPs) in Uganda using the fleet of trucks with which the Organization transports food items to IDP settlements throughout the country. In response to the drought experienced in some parts of the country, IOM has expanded its inter-agency collaboration with the World Food Programme (WFP) by opening a suboffice in Kitgum, in addition to the Gulu suboffice, to better coordinate its operations.

Budgeted Resources: **USD 482,500**

III.3.10 Reintegration of Ex-Combatants and their Families in Tajikistan

232. A complex dynamic of religious and ethnic differences degenerated into a civil war following the independence of Tajikistan from the Soviet Union in 1991. Peace now prevails after a long period of instability, and the Government has initiated the last critical step towards lasting peace through the demobilization of ex-combatants. IOM has been requested to contribute to the post-conflict reconciliation process and the overall stability of the country by assisting the Government of Tajikistan in the smooth and timely reintegration of ex-combatants into civilian life. In cooperation with local authorities, the caseload will be profiled, and training in small business management will be organized for the ex-combatants to facilitate their assimilation into civil society. Through consultation with community advisory panels, loans and business advisory services will be provided to motivate the ex-combatants in their new civilian status to avert potential return to arms during difficult times.

Budgeted Resources: **USD 37,300**

III.3.11 Livelihood Recovery Project for Earthquake-Displaced and Migrant Salt Workers in Gujarat, India

233. In response to the massive earthquake of 26 January 2001 which devastated the State of Gujarat in India, this project seeks to improve the living conditions and restore the livelihood of displaced migrant workers and their families, principally the earthquake-affected population employed in the salt industry. It is expected that this initiative will contribute to the overall process of reconstruction and revitalization of the economy in the earthquake-affected areas. Assistance will be provided to promote community-based organization and advocacy on issues affecting the livelihood of the population. The participation of women in reconstruction efforts will be increased and their capacity strengthened to supplement their livelihood through micro-credit schemes. The project envisages the improvement of working conditions and prevention of health hazards to migrant salt workers through the provision of safe-work kits and rest areas for multi-purpose activities.

Budgeted Resources: **USD 586,700**

III.3.12 Community Improvement in Afghanistan

234. This initiative aims to support the processes of achieving political recovery, stability and development, made possible with the ending of the conflict in Afghanistan. Working in coordination with the Government, this project aims to build stronger local governance structures in the communities, which would include women and vulnerable groups. In addition, the capacities of local community facilities and infrastructure will be rebuilt to adequately support local populations and developed to receive returnees. It is also expected to increase cooperation and improve communications between local communities, NGOs, women's groups and the media with a view to supporting the credibility and capacity of the Government to respond to community needs. This project will support activities which foster sectoral capacity-building and organizational development among the population.

Budgeted Resources: **USD 15,000,000**

III.4 MIGRATION AND DEVELOPMENT

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
III.4.1	Decentralized Programme for Young Persons with Labour Problems in Uruguay	17 400	200 000	217 400
III.4.2	Project to Promote Development and Rehabilitation - National Fund for Peace (FONAPAZ), Guatemala	651 100	684 400	1 335 500
III.4.3	Community Strengthening Initiatives in Ecuador	1 276 100	6 675 700	7 951 800
III.4.4	Promoting Migrants' Rights and Strengthening Migration Management in the Dominican Republic	42 900	161 000	203 900
III.4.5	Municipal Infrastructure Support Project for Albania (MISP)	406 700	1 160 000	1 566 700
III.4.6	Conflict Mitigation Initiative in The former Yugoslav Republic of Macedonia	1 500 600	4 875 000	6 375 600
III.4.7	Integration of the Immigrant Community in Lithuania	9 400	20 100	29 500
III.4.8	Migration for Development in Africa (MIDA)	212 200	322 800	535 000
III.4.9	Pilot Programme to Promote the Development of an Emigration Zone in Tunisia	150 100	103 800	253 900
Total		4 266 500	14 202 800	18 469 300

III.4.1 Decentralized Programme for Young Persons with Labour Problems in Uruguay

235. This ongoing activity will facilitate the multidisciplinary training of youths from underprivileged households or those deprived of an education for economic reasons. The Organization identifies and recruits the expert personnel required to successfully implement this activity. IOM acts as an executing agency on behalf of the Government of Uruguay and administers the respective funds for the programme.

Budgeted Resources: *USD 217,400*

III.4.2 Project to Promote Development and Rehabilitation – National Fund for Peace (FONAPAZ), Guatemala

236. Within the terms of the FONAPAZ funding mechanism for development projects, IOM administers financial resources held in a fiduciary fund on behalf of the Government of Guatemala. The total fund to implement ongoing development projects in 2003 is estimated at USD 28,065,000, of which USD 26,729,500 is administered in the form of a fund, relating directly to project activities as presented in Annex I, page 6.

237. Following the practice in programme and budget documents of previous years, only the estimates for technical, administrative, financial and supervisory assistance to the projects are included under this section, representing either 4 per cent or 7 per cent of the total funding for each individual programme/agreement totalling USD 1,335,500. This amount is allocated as budgeted resources for the activities listed below.

Budgeted Resources: *USD 1,335,500*

Activities implemented under III.4.2 are outlined below:

- **Integrated Development Programme for Communities (PRODIC)**

238. This project seeks to promote social investment and infrastructure development through an integrated community approach. Planned activity covers the development of sustainable and productive social investment projects and infrastructure, focusing primarily on areas of extreme poverty and isolation. The principal activities range from pre-investment to maintenance of projects aimed at improving communications, electricity services, rural roads, bridges and job creation.

Budgeted Resources: *USD 523,400*

- **Teachers for Peace Programme**

239. This activity complements the efforts of the Ministry of Education to increase the provision of basic education to children living in communities of displaced persons. In order to improve the quality of the current education system, financial assistance and better curricula will be provided to community teachers and education promoters in selected areas without access to regular primary education programmes. IOM is responsible for the coordination and administration of resources, as well as monitoring and evaluation to ensure the success of the initiative. Another dimension of this initiative is the provision of technical support to farmers aimed at enhancing their productivity through the implementation of new techniques and the introduction of new varieties of seeds.

Budgeted Resources: *USD 137,100*

- **Border Development Programme (PRODESFRO)**

240. The primary aim of this activity is to help fulfil the objective of the peace agreements, as well as those included in the bilateral agreements signed between the Governments of Guatemala and Mexico. The programme is designed to foster the integral development of the border between the two countries, in order to improve living standards through the implementation of infrastructure works in support of self-sustainable productive activities and the provision of migration services. IOM's participation is focused on two important components: (i) the construction of roads in areas where a significant number of refugees have returned and resettled from Mexico in previous years; and (ii) the building of a border port, the National Migration Office premises, the customs building and access roads.

Budgeted Resources: USD 576,900

- **Administrative Project**

241. Under this activity, IOM will provide administrative support to FONAPAZ to carry out the programmes under its jurisdiction. The programme is funded from interest generated from funds received from the Government of Guatemala through FONAPAZ.

Budgeted Resources: USD 98,100

III.4.3 Community Strengthening Initiatives in Ecuador

242. One of the destabilizing consequences resulting from the civil conflict in Colombia is the uncontrolled border movements of displaced populations which has given rise to concern in Ecuador, especially in the three northern provinces sharing a common border with Colombia. As part of its response initiative, IOM will provide capacity-building support to the Government of Ecuador in responding to the needs and priorities of the communities to strengthen their capacities in order to face this challenge. The programme aims to support the region through activities which will benefit the population and civil society and enhance stability. Emphasis will be placed on developing community infrastructure, improving health facilities and services and generally promoting economic development in the region. Special attention will be given to the displaced population from Colombia living in settlements in these provinces.

Budgeted Resources: USD 7,951,800

III.4.4 Promoting Migrants' Rights and Strengthening Migration Management in the Dominican Republic

243. In the context of developing an overall approach to migration management in the Dominican Republic, this initiative seeks to contribute to orderly migration and improved systems by providing updated information on Haitian migrants living in the country and promoting respect for migrant rights. It is expected that reliable information on the Haitian population living in the country will facilitate policy decisions related to migration and labour markets. Through a series of interconnected activities, IOM will attempt to increase awareness and advocate support concerning the plight of migrants. This initiative will also aim to strengthen civil institutions and provide information and training to civil society leaders to fight discrimination and racial prejudice in the country.

Budgeted Resources: USD 203,900

III.4.5 Municipal Infrastructure Support Project for Albania (MISP)

244. During the period of hostilities in Kosovo, Albania hosted a large influx of ethnic Albanians who had fled from Kosovo during the conflict in various public facilities not designed to accommodate such large numbers of people. The over-stretched capacity of these structures resulted in the deterioration of an already fragile public infrastructure. Linking municipal governance to new democratic initiatives, IOM assisted the municipalities, which played a prominent role in hosting refugees, to identify their priority public sector infrastructure in need of renovation.

245. IOM provided technical assistance for the repair and renovation of these priority public facilities in collaboration with the United States Agency for International Development (USAID). Optimal use was made of local services and materials, providing a much needed economic stimulation throughout Albania. The results of this project will be linked to a public media campaign promoting images of successful Albanian social and development initiatives. It is expected that new initiatives will evolve from the campaign to facilitate improvement in the economic and social dimensions of the targeted municipalities and will provide tangible and timely evidence of the results of community participation in democratic governance.

Budgeted Resources: USD 1,566,700

III.4.6 Conflict Mitigation Initiative in The former Yugoslav Republic of Macedonia

246. This ongoing activity is designed to respond to the armed conflict and crisis in The former Yugoslav Republic of Macedonia which threatened to destabilize the entire southern Balkan region. The goal is to mitigate conflict and promote stability by maintaining and bolstering community unity, encouraging and validating leadership at the local level and strengthening relations between elected officials and the citizens. To achieve these objectives, flexible community-based projects will be initiated and funded through a conflict mitigation grant. This grant will support prioritized community projects ranging from small-scale infrastructure rehabilitation and development projects, such as renovating health and educational facilities, to restoring utility services. It is also foreseen to create and organize a network of Conflict Management Units which will bring together local governance institutions and communities in the identification of common needs.

Budgeted Resources: USD 6,375,600

III.4.7 Integration of the Immigrant Community in Lithuania

247. As a result of the decision by the Government of Lithuania to decommission the Ignalina Nuclear Power Plant (INPP) by the end of 2004, this ongoing activity seeks to alert and sensitize the local community to the potential economic and social consequences, since a large part of the population whose livelihood depends on the plant will become unemployed. The project will assist those persons to find alternative employment opportunities. It is also intended to provide vocational and retraining opportunities, especially for unemployed women, to facilitate the integration of the population in the labour market and to prevent the emigration of highly-skilled professionals currently employed by INPP. This is expected to be achieved through research on the current labour market situation and through the dissemination of the results of this research among potential beneficiaries and decision-makers, thus serving as a basis for the creation of a strategy for the development of small businesses and self-employment. An in-kind contribution will be received from the Government of Lithuania to support implementation of the project.

Budgeted Resources: USD 29,500

III.4.8 Migration for Development in Africa (MIDA)

248. In the past, African governments have encouraged their nationals to seek advanced educational training abroad in order to acquire specialized skills to enhance development. However, many of these highly-educated African nationals do not return to their countries of origin upon completion of their studies. Building on the success of the Return of Qualified African Nationals Programme (RQAN), this new initiative undertakes to encourage skilled Africans in diaspora to return to their countries of origin and support national development endeavours. To make this possible, IOM will assist in building synergies by establishing and maintaining a databank of skill needs and profiles of interested Africans, in collaboration with national governments and private sector employers. To ensure that placement meets the expectations of all stakeholders, the Organization will provide assistance in selecting the right candidates for available job openings and investment opportunities. Where required, travel arrangements and post-arrival support will be provided to facilitate reintegration of the candidates in their countries.

249. This project currently targets the African diaspora from the Great Lakes Region living in Belgium.

Budgeted Resources: **USD 535,000**

III.4.9 Pilot Programme to Promote the Development of an Emigration Zone in Tunisia

250. This pilot project seeks to support local economic revitalization in Tunisia by creating employment opportunities and promoting business incentives in a country where the attraction to migrate is very high. It is expected that Tunisian nationals, especially those resident abroad, as well as Italian entrepreneurs, will be encouraged to invest in micro-enterprises that will spur economic activities in the area. Project implementation will occur in both Italy and Tunisia, whereby projects with mutual socio-economic impacts will have to be identified. The projects will have the prospect of creating jobs and generating income that will help improve the living conditions of workers in Tunisia. Finally, training and orientation courses will be provided before selected projects are launched, especially in the area of tourism, farming and craft industry.

Budgeted Resources: **USD 253,900**

IV. ASSISTED VOLUNTARY RETURNS

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IV.1 Return Assistance to Migrants and Governments	10 999 900	23 469 000	34 468 900
IV.2 Return and Reintegration of Qualified Nationals	446 500	543 900	990 400
	Total 11 446 400	24 012 900	35 459 300

Introduction

251. Assisted voluntary returns are an integral part of a comprehensive approach to managing migration, particularly irregular migration. Where migrants are unable to stay in their host country, assisted voluntary returns offer a more humane and cost-effective alternative to forced returns. Through logistical and financial support, IOM assists these migrants, often stranded abroad without means to return home safely and in dignity. When implemented quickly, and in conjunction with effective asylum and border management systems, assisted returns can help preserve the integrity of regular migration systems and work as a deterrent to others contemplating irregular migration. When the return is combined with migrant counselling, protection of the returnees' rights as well as community development opportunities in the country of origin, it tends to be more sustainable.

252. Some countries of origin also benefit from the assisted return of much-needed expatriate human resources. Returning skilled and qualified nationals who have lived, trained and worked abroad can inject new ideas, skills and technology into key socio-economic sectors and into the training of local personnel.

253. Given its presence in many countries, and global agreements with international airlines, IOM is best positioned to provide such voluntary return assistance. Assisted voluntary returns account for a significant part of IOM's migrant movements. More cooperative and multilateral programmes are evolving among countries of origin, transit and destination, and more support is being given to reintegration assistance to sustain the returns.

254. In recent years, return migration management has progressively focused on ensuring that the return is sustainable and can mutually benefit the migrants and the host and origin countries. Strategies to achieve this include: tailoring the assistance to specific target groups; extending the provision of specialized advisory services to governments; enhancing pre-return counselling and information services to migrants and governments; assessing prospective returnees' needs and motivations; and increasing reintegration support. IOM also continues to offer its support towards partnership building among countries of origin, transit and destination.

255. The following subheadings classify the projects and programmes in this Service:

- **Return Assistance to Migrants and Governments**: Pre-departure, transportation and post-arrival assistance is provided to unsuccessful asylum seekers, migrants in an irregular situation, migrants stranded in transit, stranded students, temporarily protected persons after protection has been lifted, and other persons in similar situations. IOM return programmes are either available to all migrants in an irregular situation, or tailored to the needs of specific groups.
- **Return and Reintegration of Qualified Nationals (RQN)**: The return and economic/vocational reinsertion of skilled and qualified nationals abroad can benefit the national development or reconstruction processes of developing countries or countries in transition. RQN projects include recruitment, job placement, transport and limited employment support, and can help shape the economic and social environment in countries of origin in a manner conducive to further returns.

IV.1 Return Assistance to Migrants and Governments

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IV.1.1	General Return of Migrants and Unsuccessful Asylum Seekers and Support to Governments on Voluntary Return Assistance	8 467 000	18 197 900	26 664 900
IV.1.2	General Return and Reintegration of Bosnians	46 300	71 400	117 700
IV.1.3	Cross-Border Returns between Bosnia and Herzegovina and Croatia	265 200	1 493 000	1 758 200
IV.1.4	Voluntary Return and Reintegration of Elderly Bosnian Nationals from the Nordic Countries	115 400	184 600	300 000
IV.1.5	Employment Assistance Services (EAS) for Members of Ethnic Minorities Returning from Switzerland to Kosovo	86 000	163 000	249 000
IV.1.6	Kosovo Humanitarian Return Programme (KHRP)	261 200	40 000	301 200
IV.1.7	Voluntary Return of Migrants Stranded in the Balkans	135 100	270 600	405 700
IV.1.8	Voluntary Return of Migrants Stranded in Turkey	4 600	17 600	22 200
IV.1.9	Return Assistance to Non-Citizens of Russian Origin in Latvia	6 500	16 000	22 500
IV.1.10	Cooperation between EU Member States and Central and Eastern European Candidate States for the Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers (RCA Phase II)	113 200	30 500	143 700
IV.1.11	Prevention of Illegal Migration and Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers to the Region of Kosice, Slovakia	7 200	5 700	12 900
IV.1.12	Support and Assistance to Voluntary Return Measures within the Framework of the National Asylum Programme in Italy	17 800	54 200	72 000
IV.1.13	Return Information Fund, Switzerland	4 400	4 000	8 400
IV.1.14	Information Centre on Return and Resettlement in Greece	23 300		23 300
IV.1.15	Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers from the Southern Caucasian States and the Russian Federation from the Netherlands	64 400	60 700	125 100
IV.1.16	Care and Voluntary Return of Migrants in an Irregular Situation, Indonesia	914 500	1 815 000	2 729 500
IV.1.17	Action Plan to Increase Sustainability of Returns to Iraq	43 100	3 600	46 700
IV.1.18	Return Assistance to Afghan Asylum Seekers Currently Residing in Australia	96 600	418 100	514 700
IV.1.19	Return, Reintegration and Development in Somalia	130 700	413 400	544 100

IV.1.20	Project for Assisted Voluntary Return to Nigeria for Unsuccessful Asylum Seekers and Migrants in an Irregular Situation	114 000	48 000	162 000
IV.1.21	Return and Reintegration of Reporters in Uganda	83 400	161 700	245 100
Total 10 999 900		23 469 000	34 468 900	

IV.1.1 General Return of Migrants and Unsuccessful Asylum Seekers and Support to Governments on Voluntary Return Assistance

256. IOM will continue to support, within the framework of its general voluntary return programmes, the return of unsuccessful asylum seekers to their countries of origin. Assistance provided covers all travel arrangements to the final destination and sometimes includes the payment of stipends upon arrival, as well as the provision of return information and counselling services. Many IOM Offices also provide support and advice on voluntary return assistance to concerned governmental agencies and other partners. Costs associated with these services are met by the governments and agencies requesting them.

257. The Reintegration and Emigration for Asylum Seekers from Germany (REAG) programme is implemented by IOM on behalf of the Federal and State Governments in Germany and is expected to assist in the return of approximately 10,000 persons. Similar return assistance will be provided to some 12,650 returnees from various countries, namely Australia, Austria, Belgium, Czech Republic, Finland, Hungary, the Netherlands, Norway, Portugal, Sweden, Switzerland and the United Kingdom, as well as to sponsor prepaid cases. IOM continues to enhance return assistance services in the programmes established recently in countries such as in Australia, Norway and the Czech Republic.

Budgeted Resources: USD 26,664,900

IV.1.2 General Return and Reintegration of Bosnians

258. Through the guidelines in place for the use of the General Return Fund, IOM will continue to facilitate the voluntary return and reintegration of Bosnians from outside the region of former Yugoslavia who wish to return but do not have the means to do so. In addition to the fully-funded bilateral programmes already in place, IOM will provide assistance to returning migrants who reside in countries which do not offer financial assistance for their return. Assistance may include the payment of transport costs, pocket money, documentation, baggage allowance and overnight accommodation, if necessary, as well as other reintegration needs. Depending on the number of requests received, additional funding might be sought to expand this activity in 2003.

Budgeted Resources: USD 117,700

IV.1.3 Cross-Border Returns between Bosnia and Herzegovina and Croatia

259. IOM will continue to implement this intraregional return project between Bosnia and Herzegovina and Croatia, which has been in operation for some years. IOM cooperates with relevant authorities and agencies to facilitate and accelerate cross-border returns between Bosnia and Herzegovina and Croatia. Planned activities include, *inter alia*, logistical assistance in processing applications, pre-departure medical checks and ground transportation of persons and movable property.

Budgeted Resources: USD 1,758,200

IV.1.4 Voluntary Return and Reintegration of Elderly Bosnian Nationals from the Nordic Countries

260. Within the framework of an integrated assistance programme for Bosnian nationals, this ongoing activity provides support for the return and reintegration of elderly Bosnian nationals residing in the Nordic countries. Initial activities have focused on building capacities within the receiving local communities to ensure that beneficiaries are adequately integrated upon their return and would not require external assistance upon project completion. Networks for exchange of views have been established among the returnees to assess social assistance schemes available in the target regions. The returnees are provided with housing, medical treatment, health insurance and a pension in Bosnia and Herzegovina, whereas those requiring more specialized housing assistance are referred to those municipalities which have nursing homes.

261. Cooperation in this activity between the Nordic countries and the country of origin represents an encouraging step in developing common approaches for enhancing voluntary return and reintegration initiatives. The joint efforts of all countries concerned will help meet the specific needs of a vulnerable target group which otherwise would not have had access to existing reconstruction assistance.

Budgeted Resources: *USD 300,000*

IV.1.5 Employment Assistance Services (EAS) for Members of Ethnic Minorities Returning from Switzerland to Kosovo

262. IOM will continue facilitating the sustainable return and reintegration of minorities from Switzerland to Kosovo. This project promotes the employment and self-employment of 150 members of the Roma, Ashkali, Egyptian and Muslim Slav communities returning voluntarily from Switzerland to the Kosovo Province, through targeted vocational, on-the-job and business training and the provision of micro-credits/grants and trade-related toolkits. Project activities target both returnees and the communities of reintegration in order to increase their absorption capacity. Returnees receiving micro-enterprise development assistance are expected to employ residents and, vice versa, residents will have to employ returnees to qualify for project support. Reintegration is also provided through two ongoing projects: the Employment Assistance Services (EAS) and the Micro-Credit/Grant Fund. The former provides employment referral and business skills training; the latter has extended financial start-up capital to about 90 small entrepreneurs in Serb-inhabited areas in the northern Mitrovica region.

Budgeted Resources: *USD 249,000*

IV.1.6 Kosovo Humanitarian Return Programme (KHRP)

263. Following the Kosovo crisis, IOM responded to requests from various governments to support the voluntary return and reintegration of those persons from the Province with temporary protection status. IOM works in close coordination with the relevant governments, UNHCR and UNMIK to transport the returnees, upon arrival at Pristina airport, to their final destinations in Kosovo. IOM will continue to assist returnees arriving on IOM-organized flights, using staging areas to make adequate arrangements for their onward journey. The local transport capacities used for this operation represent a significant injection of resources into the local private transport sector. Transport assistance is complemented with medical monitoring and the provision of escorts for the most vulnerable, small reintegration cash allowances for targeted caseloads and, in coordination with UNHCR, referral of certain groups of returnees to other assistance providers.

Budgeted Resources: *USD 301,200*

IV.1.7 Voluntary Return of Migrants Stranded in the Balkans

264. This project is part of a regional approach developed by IOM to assist a number of countries in the Balkans to manage irregular migration flows by establishing pilot assisted voluntary return schemes. The purpose of this project is to facilitate the voluntary return of stranded migrants in an irregular situation to their respective countries of origin, by providing pre-departure travel arrangements, medical screening and transport assistance. In addition, temporary shelter and counselling services will be provided prior to their departure. This initiative is expected to eventually alleviate the strain that irregular migration imposes on the scarce national resources of receiving countries and also help to reduce future migratory trends towards Western Europe.

Budgeted Resources: *USD 405,700*

IV.1.8 Voluntary Return of Migrants Stranded in Turkey

265. This project, begun in late 2002, aims to facilitate the voluntary return of migrants and rejected asylum seekers stranded in Turkey to their respective countries of origin, by providing counselling, pre-departure arrangements and return transportation assistance. The project will also help discourage present and future onward irregular migration to Western Europe, thus alleviating the burden of irregular migration for many host countries.

Budgeted Resources: *USD 22,200*

IV.1.9 Return Assistance to Non-Citizens of Russian Origin in Latvia

266. Following a request from the Government of Latvia, IOM will continue to provide humanitarian assistance to non-citizens of Russian origin living in Latvia, within the framework of the Agreement between the Governments of Latvia and the Russian Federation on Regulation of the Migration Process and Protection of the Rights of Migrants. All requests are handled on a case-by-case basis through a screening process designed to select only those persons who have not benefited from other projects providing assistance for return. Transportation to the Russian Federation and social assistance are only rendered with the full consent of the receiving State. This project is implemented in close cooperation and partnership with the Government of Latvia, the Embassy of the Russian Federation in Latvia, as well as with local NGOs.

Budgeted Resources: *USD 22,500*

IV.1.10 Cooperation between EU Member States and Central and Eastern European Candidate States for the Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers (RCA Phase II)

267. This ongoing initiative builds on the achievements of the Return and Counselling Assistance (RCA) project to facilitate the voluntary return of unsuccessful asylum seekers from Central and Eastern European States. The project aims to improve the provision of social services' assistance in the communities of reinstallation of returnees, based on the outcome of research on factors affecting migration decisions. The project will assist rejected asylum seekers and migrants in an irregular situation while following up on the reintegration experience of those already assisted in the previous phase. Activities will include: counselling of returnees on housing, education and health; professional orientation and post-return training; capacity-building to enhance service provision and local development in the communities of reintegration.

Budgeted Resources: *USD 143,700*

IV.1.11 Prevention of Illegal Migration and Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers to the Region of Kosice, Slovakia

268. This project, which is in its third phase of implementation, seeks to provide sustainable voluntary return options to Slovak asylum seekers from the Kosice region currently residing in Belgium, and at the same time help reduce the emigration of whole families from Slovakia. Counselling and additional reintegration assistance are provided in Belgium and in Kosice. Information dissemination in Kosice aims to warn potential migrants of the risks of irregular migration and to encourage them to consider opportunities for legal migration. The objectives of this initiative include strengthening the capacity of local authorities to assist returning migrants and supporting local development in the main localities of return.

Budgeted Resources: *USD 12,900*

IV.1.12 Support and Assistance to Voluntary Return Measures within the Framework of the National Asylum Programme in Italy

269. During the first phase of this project, IOM had been requested by the Government of Italy to carry out research to identify the needs of refugees and asylum seekers. The research included an evaluation of the psychological needs of refugees in reception centres, focusing primarily on their personal and cultural backgrounds and future expectations. The current phase of the project incorporates the findings of the research in its provision of targeted training and counselling sessions to managers of the reception centres and of feedback to relevant government entities.

Budgeted Resources: *USD 72,000*

IV.1.13 Return Information Fund, Switzerland

270. This project provides partners and contractors working in the area of asylum with adequate and timely information to help them better plan and implement targeted pre-departure vocational training courses for those asylum seekers intending to return to their country of origin. At the request of the Swiss authorities, IOM will provide return-related information on socio-economic conditions in countries of return. This information is expected to help improve the quality and relevance of pre-departure training programmes, thus facilitating returnee reintegration.

Budgeted Resources: *USD 8,400*

IV.1.14 Information Centre on Return and Resettlement in Greece

271. At the request of the Greek Government, IOM has helped to establish an Information Centre to provide information to Greek nationals living abroad. The main objective of this Centre is to facilitate the return and resettlement of Greek nationals who are considering returning permanently to Greece after a prolonged period of absence. Information provided covers social services, customs requirements and job opportunities.

Budgeted Resources: *USD 23,300*

IV.1.15 Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers from the Southern Caucasian States and the Russian Federation from the Netherlands

272. Over the last few years, a substantial number of migrants from the Southern Caucasian States and the Russian Federation have sought asylum in the Netherlands, but most were not granted that status. Although a few of the rejected asylum seekers opted to return to their countries of origin, the majority continued to stay in the Netherlands illegally. Without any

sustainable means of supporting their stay, a number of them have now decided to return home. In response to this need, the project seeks to facilitate their return and provide counselling through targeted information gathering. Working closely with local partners, information on short-stay facilities as well as tailored information to help potential returnees in their decision-making processes and on reintegration opportunities upon return will be disseminated.

Budgeted Resources: USD 125,100

IV.1.16 Care and Voluntary Return of Migrants in an Irregular Situation, Indonesia

273. Under this project, IOM will continue to assist the Government of Indonesia in providing pre-departure assistance, including travel health assessments and travel assistance, to migrants in an irregular situation stranded *en route* to Australia who express a willingness to return. Working in close collaboration with the immigration authorities, UNHCR, and in coordination with destination and origin countries, this regional cooperation programme also provides technical support to Indonesia's migration management systems and promotes adherence to international principles and standards concerning migrants in an irregular situation.

Budgeted Resources: USD 2,729,500

IV.1.17 Action Plan to Increase Sustainability of Returns to Iraq

274. This project foresees the identification and assessment of sustainable approaches to facilitate the reintegration of returning Iraqi migrants, mainly from Europe, depending on the evolution of the political situation in the region. Planned activities will include continued fact-finding visits to Iraq to assess and identify viable reintegration options and small-scale income-generating opportunities in those parts of the country which have experienced high emigration to Europe. The assessment will also include a review of the reintegration experience of migrants who have already returned to their communities of origin. Findings on domestic labour market opportunities and skill gaps will be assessed against the socio-economic profile of the Iraqi population currently in Europe, in order to define sustainable reintegration mechanisms which will support their socio-economic reinsertion.

Budgeted Resources: USD 46,700

IV.1.18 Return Assistance to Afghan Asylum Seekers Currently Residing in Australia

275. Following the signing of a Memorandum of Understanding between the Governments of Australia and Afghanistan, IOM has been requested to provide a wide range of services to support the return of Afghan asylum seekers residing in Australia. To achieve this, a logistics network aimed at alleviating the burden of these people in transit countries and communities of origin in Afghanistan will be put in place. This is also expected to contribute towards the reduction of present and future irregular migration towards Australia. Through this initiative, information on conditions in the home country and counselling services will be provided to the asylum seekers who express a willingness to return to their country of origin. It is foreseen to initially assist a caseload of about 200 asylum seekers to return home in a dignified and safe way. Temporary shelter will be provided to those who require accommodation upon arrival, and eligible returnees will be offered vocational training to facilitate their reintegration efforts.

Budgeted Resources: USD 514,700

IV.1.19 Return, Reintegration and Development in Somalia

276. This project supports the reintegration of qualified Somali nationals who have applied for asylum in the United Kingdom and wish to return to Somalia. Assistance will focus on those regions of the country where peace prevails and conditions exist for the safe return and reintegration of Somali nationals. It is expected that returnees assisted will contribute to the reconstruction and development efforts of the country and address the needs of the region.

Budgeted Resources: **USD 544,100**

IV.1.20 Project for Assisted Voluntary Return to Nigeria for Unsuccessful Asylum Seekers and Migrants in an Irregular Situation

277. In response to the urgent need to address the rising number of Nigerian irregular migrants to Ireland, the Government is offering voluntary return assistance for those whose asylum application has been turned down or who have decided to withdraw from the asylum process. Under this pilot project, IOM is working in close cooperation with the Refugee Integration Agency (RIA) to conduct an information campaign among the target group on the availability of a voluntary return scheme with the aim of assisting an initial 100 eligible applicants.

Budgeted Resources: **USD 162,000**

IV.1.21 Return and Reintegration of Reporters in Uganda

278. Years of civil unrest in northern Uganda resulted in a considerable drain on national resources and the collapse of the economy and natural resources, which fuelled widespread population displacement in the region. As a result of the peace agreement signed between the Governments of the Sudan and Uganda in 1999, this project seeks to contribute to the efforts of the Government of Uganda and the international community to consolidate peace and stability as well as reconciliation and reconstruction efforts in northern Uganda. IOM will assist in the return and reintegration of reporters belonging to the Lord's Resistance Army (LRA) from the Sudan and Kenya through information, counselling and referral services. Technical assistance will be provided to national institutions, particularly the amnesty commission, to enhance their capacity to facilitate the reintegration of the returning reporters into normal civilian life.

Budgeted Resources: **USD 245,100**

IV.2 Return and Reintegration of Qualified Nationals

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IV.2.1	Return of Qualified Nationals to Various Destinations	81 600	148 800	230 400
IV.2.2	Return of Judges and Prosecutors to Minority Areas in Bosnia and Herzegovina	66 700	133 300	200 000
IV.2.3	Return of Qualified Ugandan Nationals	17 100	112 300	129 400
IV.2.4	Return of Qualified Afghans (RQA) Programme	281 100	149 500	430 600
	Total	446 500	543 900	990 400

IV.2.1 Return of Qualified Nationals to Various Destinations

279. At the request of governments, donors and individuals, over the years IOM has been involved in the return of qualified nationals to their countries of origin, where it is expected that the qualifications and experience gained abroad will contribute to the national development efforts. IOM assists governments by facilitating the return and professional reinsertion of qualified nationals to their countries of origin, in accordance with the needs expressed by the governments. Information databases are established to identify skill needs and job openings in the countries of origin and to match these with the professional profiles of expatriate applicant nationals. Where options are provided for self employment, applicants are offered guidance in drawing up their business plans, and those eligible are provided with equipment to start up their businesses.

Budgeted Resources: *USD 230,400*

IV.2.2 Return of Judges and Prosecutors to Minority Areas in Bosnia and Herzegovina

280. This ongoing project assists in the reintegration of prosecutors and judges from within the country and abroad for the implementation of the judicial and prosecutorial service in Bosnia and Herzegovina. IOM will continue to work in collaboration with the independent judicial committee to identify those who require assistance to assume their posts. Those unable to live in their pre-war accommodation will be offered housing allowances and financial support, and technical equipment will be given to the recruiting courts.

Budgeted Resources: *USD 200,000*

IV.2.3 Return of Qualified Ugandan Nationals

281. Following an assessment of the impact of the Return and Reintegration of Qualified African Nationals (RQAN) programme implemented by IOM, the Government of Uganda concluded that the return and reinsertion of expatriate Ugandan professionals was still vital and relevant for filling the country's human resources' needs. In order to address critical skill gaps in the private and public sectors, support is being provided to identify and place a number of qualified Ugandan returnees in priority sectors of the economy.

Budgeted Resources: *USD 129,400*

IV.2.4 Return of Qualified Afghans (RQA) Programme

282. Most of Afghanistan's citizens who fled the country to various destinations during the two decades of civil conflict included professionals and skilled workers who are now needed in the national reconstruction work of the Government. Building on experience from an earlier initiative, this project focuses on enhancing the Afghan human resources' base by matching candidates' profiles with available job opportunities in priority socio-economic sectors, and arranging their return and professional insertion on short- or long-term options. Lessons derived from the first phase of this return project are guiding the implementation of a longer-term return and reinsertion programme. Within the framework of the general RQA programme, a specific project component provides targeted support for the active engagement of skilled Afghans residing in Finland. This involves training and skills upgrading to enable applicants to take up identified professional positions or start small businesses in key sectors considered critical for the country's reconstruction and sustainable development plans.

Budgeted Resources: *USD 430,600*

V. MASS INFORMATION

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
V.1.1	Information Campaign in Portugal - "In each face... Equality"	54 600		54 600
V.1.2	Promotion of Migrants' Image through Media, Civil Society and the Labour Market in Italy	130 300	778 900	909 200
V.1.3	Post-Information Centre for Migrants, Refugees and Repatriates and Accreditation of their Technical Skills, Greece	136 200	91 000	227 200
V.1.4	Information Dissemination to Counter Irregular Migration in Armenia, Azerbaijan and Georgia	17 400	26 100	43 500
V.1.5	National Information Campaign for the Prevention of Trafficking in Women and Children in Kazakhstan	85 100	114 900	200 000
V.1.6	Information Campaign and Technical Cooperation for Combating Irregular Migration from the Russian Federation	17 600	11 000	28 600
V.1.7	Subregional Information Campaign to Combat Irregular Migration and the Trafficking in Persons in the Countries of the Andean Community		24 000	24 000
V.1.8	Promoting Migrants' Rights in the Dominican Republic	16 400	27 200	43 600
Total		457 600	1 073 100	1 530 700

Introduction

283. Information about the reality and legality of migration is indispensable for efficient migration management, and can make the difference between success and failure for the individual migrant. Accurate and objective information helps potential migrants, particularly potential victims of trafficking, make better informed choices. IOM designs and implements information campaigns for these persons, which give an accurate picture of migration realities, including the pitfalls of irregular migration. Governments, particularly of destination countries, are increasingly turning to IOM for such campaigns to help deter the trafficking of women and children. Information is provided to target audiences through mass media channels and directly through government structures and partner NGOs.

284. IOM continues to expand and diversify its use of information programmes, including in post-conflict and emergency situations, to raise awareness of the HIV/AIDS-related risks that might be associated with migration, provide outreach to diaspora, promote the image of the migrant, combat racism and xenophobia, facilitate migrant integration, assist regular labour migration and temporary exchange schemes, or supply country-of-origin information to interested parties. IOM also uses mass information activities to support its programmes in areas such as assisted voluntary return and capacity-building.

285. The geographic coverage of IOM's mass information activities has also expanded from its traditional Eastern and Central European focus to include Africa, Latin America and Asia, with a diversity of local partners and structures, both governmental and non-governmental. Mass communication projects to address irregular migration are under development in the Middle East, South East Asia and China. In Europe, new initiatives are being considered, focusing on the enlargement of the European Union and its eventual implications on migration. IOM increasingly

complements its traditional information campaigns with awareness-raising training modules for government officials, other programme partners and the media. Research and forum activities are also organized to facilitate analysis, exchange and dissemination of migration information among governments and to promote topics of common interest with a view to formulating migration policy recommendations.

V.1.1 Information Campaign in Portugal - "In each face ... Equality"

286. IOM provides technical cooperation through this ongoing project to the Government of Portugal by disseminating information among various categories of persons on the different support and social services available to migrants. In this connection, an Information and Resource Centre has been established to provide immigrants and ethnic minorities information on the availability of vocational training and other opportunities to enhance their integration process. Part of the objective is also to raise awareness in the host society and among the immigrants and ethnic minorities, assuring them that efforts are under way to promote the integration of immigrants and ethnic minorities. It is expected that this initiative will help improve the integration process of immigrants and ethnic minorities, especially in the field of employment, and stimulate tolerance, cohabitation and multicultural diversity in the context of preventing xenophobia and racism. The Centre is managed by IOM in partnership with the Government of Portugal.

287. An interactive web site has also been set up in order to make practical information available to immigrants and ethnic minorities as well as to the general public. Conferences and seminars on key migration themes will also be organized; a CD-ROM with relevant and up-to-date information and videograms on various issues of relevance to the target groups are in production, all aimed at facilitating their integration process.

Budgeted Resources: *USD 54,600*

V.1.2 Promotion of Migrants' Image through Media, Civil Society and the Labour Market in Italy

288. In a bid to promote a positive perception of migrants in Italy and facilitate their integration into Italian society, this undertaking has been developed in coordination with Italian partners in an attempt to combat racism and xenophobic and discriminatory attitudes towards migrant populations in Italy through the media and social services. To achieve this, more balanced and accurate information will be disseminated to a diversified Italian audience with the aim of correcting stereotypes that increasingly link crimes in the country with aliens. Furthermore, efforts will be made to promote a better perception of migrant communities by improving interaction between nationals and the minorities. This initiative also foresees the promotion of social and labour insertion of migrants by improving access to public services and stimulating intercultural orientation. Specific reference materials for social and employment services will also be developed to help improve the image of the different cultural backgrounds of the vast majority of migrants in the country.

Budgeted Resources: *USD 909,200*

V.1.3 Post-Information Centre for Migrants, Refugees and Repatriates and Accreditation of their Technical Skills, Greece

289. The influx of migrants and repatriated Greeks from the early 1990s found the native population in Greece unprepared to receive such groups. As a consequence, racist and xenophobic behaviour towards them resulted in their exclusion from the labour market and they were only engaged for manual work under irregular conditions. Labour exclusion is often coupled with exclusion from various other sectors of social life, such as accommodation, health care and education.

290. In response to this situation, the main objective of the project is to support the integration of these migrants, refugees and repatriated Greeks into the labour market. In partnership with specialized entities who have extensive experience in dealing with the target group, this initiative will be centred around two main activities. The first one is the creation of the Post-Information Centre to provide an information network to the target group on their rights, obligations and general elements which will facilitate their social and labour integration through public awareness initiatives and anti-racism sensitization activities. The second will be the development of an accreditation mechanism concerning the technical vocational skills of migrants, refugees and repatriates, for the purpose of facilitating their integration into the Greek labour market.

Budgeted Resources: USD 227,200

V.1.4 Information Dissemination to Counter Irregular Migration in Armenia, Azerbaijan and Georgia

291. In order to contribute to the efforts of the Governments of Armenia, Azerbaijan and Georgia to counter irregular migration, this ongoing undertaking seeks to raise public awareness of the issue through information dissemination to potential irregular migrants. Working in collaboration with national authorities and other implementing partners, selected media which combine mass and informal outlets will be utilized in the dissemination of information. It is expected that such efforts will influence positively the perceptions of target audiences on migration realities through warning them about the risks and consequences of irregular migration, particularly smuggling and trafficking. Information will also be provided on self-protection and services available to provide assistance and regular migration alternatives where these exist. Workshops and seminars will also be organized for relevant government officials and it is hoped that such cooperation will strengthen institutional capacity to address this phenomenon.

Budgeted Resources: USD 43,500

V.1.5 National Information Campaign for the Prevention of Trafficking in Women and Children in Kazakhstan

292. Trafficking in women is a relatively recent phenomenon in Central Asia, particularly Kazakhstan, which serves as a host country, country of origin or transit point. The primary objective of this project is to combat trafficking in women and children by raising public awareness, especially among young women and potential victims of trafficking, of the risks of trafficking and the deception regarding job opportunities abroad. This will be achieved through the continuation of a nationwide information campaign using press advertisements, media outlets, leaflets, press releases and articles, NGO-operated hotlines and training of government partners to disseminate information to target audiences. Furthermore, the project will assist in developing legal instruments to make trafficking a criminal offence in the country.

Budgeted Resources: USD 200,000

V.1.6 Information Campaign and Technical Cooperation for Combating Irregular Migration from the Russian Federation

293. This project will concentrate on enhancing the activities launched during the pilot phase and specifically pursue the operation of the hotline and an information web site. In addition, new activities will be undertaken in the Russian Federation to reinforce cooperation among the competent authorities for the prevention of irregular migration from the country. In this connection, information dissemination channels will be reinforced through a campaign in specialized newspapers and the development of additional innovative tools.

Budgeted Resources: USD 28,600

V.1.7 Subregional Information Campaign to Combat Irregular Migration and the Trafficking in Persons in the Countries of the Andean Community

294. The purpose of this activity is to help combat trafficking in persons from the countries of the Andean region, particularly Ecuador and Peru, to other countries in South America and the Northern Hemisphere. It is expected that this initiative will discourage irregular migration and redirect, to the extent possible, migratory flows through appropriate regular channels, in both receiving and sending countries of the Andean region. The project will also underline to target audiences in Ecuador and Peru the pitfalls and costs of using trafficking services or networks that do not offer guarantees of safeguarding human rights. The dangers of the journey will be pointed out to potential migrants who will also be alerted to the exploitation and abuse they may be subjected to upon their arrival. Through this project, credible information on trafficking will be communicated to selected target groups through a number of mass and informal media, interactive meetings with media and vulnerable groups will be organized and a telephone hotline set up to provide assistance to potential victims and all those soliciting information on trafficking.

Budgeted Resources: *USD 24,000*

V.1.8 Promoting Migrants' Rights in the Dominican Republic

295. The objective of this initiative is to contribute to the promotion of migrants' rights and the fight against discrimination in the Dominican Republic. A number of interconnected activities will be carried out to sensitize and encourage political support for migrants' rights at different levels of the society, through governmental institutions and community leaders. A communication strategy will be elaborated for the dissemination of information to targeted audiences through printed materials, seminars, workshops and training of peer educators. As an integral part of this initiative, advocacy events will be organized in the provinces and NGOs as well as small grass root level organizations will be used to enhance the process.

Budgeted Resources: *USD 43,600*

VI. COUNTER-TRAFFICKING

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
VI.1	Trafficking Prevention Assistance	929 600	1 688 100	2 617 700
VI.2	Assistance to Victims of Trafficking	898 700	1 496 000	2 394 700
	Total 1 828 300	3 184 100	5 012 400	

Introduction

296. Trafficking in persons is the most blatant abuse of the human rights of migrants, as well as the most dangerous form of irregular migration. It risks both the safety and health of migrants, poses a serious threat to organized migration and asylum processes and undermines the authority of governments. In December 2000, the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime, supplemented by the Protocol Against the Trafficking in Persons, was signed by 105 governments, establishing clear lines for the prevention of this crime, persecution of traffickers and protection as well as assistance to victims. Governments increasingly turn to IOM to cooperate with them on actions to prevent trafficking, and growing numbers of stranded victims are referred to IOM for immediate voluntary return and reintegration assistance. In its counter-trafficking activities, IOM takes a multi-pronged approach to prevent, assist and protect the victims and, where possible, through cooperative partnerships among countries of origin, transit and destination.

297. It is expected that IOM's counter-trafficking programmes around the world will continue to expand. The Organization therefore aims to strengthen multilateral funding support and cooperation with countries of origin, transit and destination, both to facilitate assistance and prevent and combat the phenomenon. The Organization will continue to offer rapid responses to the needs of stranded victims of trafficking worldwide and also help to strengthen the facilities and capacities of governments and NGOs to manage this phenomenon.

298. The following subheadings classify the projects and programmes in this Service:

- **Trafficking Prevention Assistance:** IOM organizes seminars and fora to raise community awareness about trafficking and share experiences among affected people. In many countries of origin, IOM conducts nationwide information campaigns to inform potential victims of the dangers of trafficking. For government capacity-building, IOM organizes the training of officials and other institutions and provides technical assistance in the drafting of new legislation; once laws have been approved IOM trains judges and barristers on their proper application. IOM organizes training for persons working for the media in order to make them aware of the stigmatization and security issues that both victims and people assisting them can face if confidential information is disclosed.
- **Assistance to Victims of Trafficking:** To assist and protect the victims, IOM works with NGOs, international organizations and government agencies to provide legal and medical counselling and other welfare services. Safe shelters and accommodation are arranged for the victims; and voluntary return and reintegration assistance are also offered as a humane and safe alternative to deportation. Reintegration assistance can range from a modest allowance to referral and counselling in specialized shelters, or micro-enterprise support after return. Returnees are monitored with a view to improving services through further research initiatives, advocacy, information and evaluation.

VI.1 Trafficking Prevention Assistance

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
VI.1.1	Research, Information and Legislation on Trafficking in Women in the Baltic States	58 900	62 600	121 500
VI.1.2	Combating Trafficking in Women in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine	411 600	1 026 100	1 437 700
VI.1.3	Prevention of Trafficking in Women through Awareness Raising and Institutional Capacity-Building in Albania	194 500	212 100	406 600
VI.1.4	Combating Trafficking in Women in Tajikistan	29 800	40 000	69 800
VI.1.5	Measures to Counter Trafficking in Nigerian Women and Minors and Prevention of HIV/AIDS	46 900	126 000	172 900
VI.1.6	Prevention of Trafficking in Women and Children in Cambodia	156 400	164 800	321 200
VI.1.7	Capacity-Building for Combating Trafficking in Women and Children in Bangladesh	31 500	56 500	88 000
		Total	929 600	1 688 100
				2 617 700

VI.1.1 Research, Information and Legislation on Trafficking in Women in the Baltic States

299. In an effort to mitigate potential future trafficking activities from the Baltics to the countries of the European Union, this ongoing initiative seeks to increase awareness among relevant national and regional authorities of trafficking problems. In order to meet this goal, research projects will continue to be carried out at the national level to assess the extent of the problem and establish a comprehensive process of combating trafficking, especially in women. A network of information-sharing among the Baltic States and the European Union countries will be established in order to strengthen their institutional capacities to deal with the issue. It is anticipated that the project will consolidate the efforts of all countries concerned in reducing cross-border criminal activity and generally increasing safety in the region.

Budgeted Resources: USD 121,500

VI.1.2 Combating Trafficking in Women in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine

300. The objective of this project is to help prevent and discourage trafficking and to strengthen the capacity of relevant officials and civil societies in countries of origin and destination to combat this phenomenon effectively. Building upon the Organization's past experience in counter-trafficking outreach initiatives, this project, which will be implemented in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine, will help address the problem through prosecution and criminalization by building the capacity of law enforcement and judicial authorities to more effectively prosecute crimes relating to trafficking. Through an integrated approach, public information campaigns will be launched with a view to prevent trafficking, as well as making protection and reintegration support available to victims. It is hoped that this initiative will discourage and prevent trafficking and help strengthen the governments' resolve and capacity in dealing with this problem.

Budgeted Resources: USD 1,437,700

VI.1.3 Prevention of Trafficking in Women through Awareness Raising and Institutional Capacity-Building in Albania

301. The last few years have witnessed an alarming growth in the problem of trafficking in human beings as a modern migration challenge requiring a strong and coherent response from the international community, especially in the sphere of trafficking in women. Relying on its experience acquired over the years in counter-trafficking efforts in Albania, the primary objective of this initiative is to help address the problem through effective information dissemination campaigns and institutional capacity-building. Consequently, an information campaign to sensitize target groups and positively influence their perception of migration realities by warning about the risks and consequences of illegal migration will be launched. The project will further develop training schemes as part of the curriculum for State agencies engaged in combating the problem. Training will also be provided for prevention and detection techniques as well as effective protection of the human rights of victims.

Budgeted Resources: *USD 406,600*

VI.1.4 Combating Trafficking in Women in Tajikistan

302. Over the years, IOM has implemented a variety of project initiatives designed to fight trafficking in women in the Central Asian Republics. By developing and complementing these past efforts, this initiative seeks to address three integrated and interrelated aspects of this phenomenon. Efforts will be made to reinforce prevention initiatives by raising awareness among potential victims of the hazards of trafficking in coordination with government officials. Specialized awareness-raising workshops will also be organized for law enforcement officials. To make them sustainable and long lasting, protection and return assistance will be provided to victims who will be offered rehabilitation support upon return to their place of origin.

Budgeted Resources: *USD 69,800*

VI.1.5 Measures to Counter Trafficking in Nigerian Women and Minors and Prevention of HIV/AIDS

303. In an effort to reduce and eventually eliminate the networks engaged in trafficking in women for prostitution in Europe, many local and international institutions have initiated various measures focusing more attention on the inherent risks in trafficking, especially in the case of children for sexual and labour exploitation. To help tackle the problem, this undertaking seeks to address major social and health concerns associated with trafficking and establish measures to help mitigate this trend. An assessment of the root causes in high incidence areas will be made to prioritize counter-trafficking measures and establish networking and coordination mechanisms with local and international agencies in Nigeria and Italy. It is foreseen to provide technical support on counter-trafficking law and regulations' reform in Nigeria and promote community-based awareness campaigns.

304. Recognizing the health hazards that prostitution can have on health systems and individuals, programmes on HIV/AIDS and sexually-transmitted diseases will focus on potential victims in Nigeria and sex workers in Italy.

Budgeted Resources: *USD 172,900*

VI.1.6 Prevention of Trafficking in Women and Children in Cambodia

305. In order to support national efforts to prevent trafficking, this project will assist in improving the human resources' base and the capacity of the Ministry of Women's and Veterans' Affairs (MWVA) through coordinated training programmes. This activity will involve authorities,

from national to village-level administration, across six provinces and municipalities, which will benefit from training on legal and socio-economic issues related to trafficking and migration. Concrete measures will include legal literacy, information dissemination, advocacy and policy. It is envisaged that the capacity of the Ministry will be improved by the extension of this activity to review existing laws and draft new ones to enforce full respect for women's rights.

Budgeted Resources: *USD 321,200*

VI.1.7 Capacity-Building for Combating Trafficking in Women and Children in Bangladesh

306. This project seeks to build the capacity of the Government of Bangladesh in its efforts to address the problem of trafficking. The initiative is expected to complement and support various components of counter-trafficking efforts already under way. It will be implemented in two districts to help build the capacity of local government representatives at the lowest administrative unit of the government as well as the staff of local NGOs. It is expected that the knowledge of the participants will be enhanced by understanding the complexity and magnitude of the problem. Through information campaigns, migrant workers will be adequately advised on the social, economic and legal conditions in receiving countries and potential victims will be alerted to the risks of trafficking. Measures will also be instituted to protect victims and vulnerable groups.

Budgeted Resources: *USD 88,000*

VI.2 Assistance to Victims of Trafficking

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
VI.2.1	Programme of Assistance for the Protection and Reintegration of Trafficked Women and Children	20 100	180 000	200 100
VI.2.2	Return and Reintegration of Trafficked and Other Vulnerable Women and Children in Selected Countries of the Mekong Region	131 000	491 600	622 600
VI.2.3	Return and Integration of Trafficked Women and Children in Nepal	29 900	45 000	74 900
VI.2.4	Return and Reintegration Assistance to Victims of Trafficking including Minors from Belgium	124 000		124 000
VI.2.5	Assistance to Victims of Trafficking in Romania	77 000	237 300	314 300
VI.2.6	Reintegration Assistance to Victims of Trafficking in Albania	220 500	270 200	490 700
VI.2.7	Assistance to Trafficked Women in the Baltic States	5 400	13 800	19 200
VI.2.8	Return Assistance to Children Victims of Trafficking along the Border between Côte d'Ivoire and Mali	290 800	258 100	548 900
Total		898 700	1 496 000	2 394 700

VI.2.1 Programme of Assistance for the Protection and Reintegration of Trafficked Women and Children

307. This programme will be implemented in Africa, Latin America and Asia. In the light of recent incidents and studies carried out on the problem of trafficking, it has been established that the number of countries affected is growing and the traffickers are becoming more and more organized. In most cases, it is women and children who are more vulnerable and who are characteristically exploited through abuse of their human rights in diverse forms of psychological, physical and sexual abuse. With its wide-ranging experience in providing assistance to trafficked women and children, IOM will establish procedures for swift intervention on a case-by-case basis, assisting trafficked migrant women and children who require return support through a global emergency fund. This programme will allow for a coordinated response with implementing partners in specified countries where the victims are not covered under current ongoing projects. IOM will provide safe shelter, appropriate counselling, medical assistance and clothing to the victims and safe transportation and reception assistance. Once the victims have returned to their country, IOM will work with local partners to provide temporary shelter, health care, stipends, training and education for the children, and small loans for income-generating activities.

Budgeted Resources: **USD 200,100**

VI.2.2 Return and Reintegration of Trafficked and Other Vulnerable Women and Children in Selected Countries of the Mekong Region

308. This ongoing project seeks to establish a systematic and sustainable cross-border working arrangement to encourage and facilitate the return and reintegration of trafficked and other vulnerable migrant women and children within countries of the Mekong region. To achieve this, it is envisaged to strengthen the ability of all partners involved, both governmental and NGOs, to provide assistance to the victims and promote cooperation in the region in order to successfully counter trafficking through legal, administrative, policy and advocacy measures.

309. Another dimension of this initiative is the provision of a range of rehabilitation services to children in order to prepare them to readjust and reintegrate into their home communities. Rehabilitation services, including counselling, skills training, basic medical care and literacy classes will be provided depending on the individual needs of the children.

310. In order to promote appropriate and practical solutions to achieve these objectives, targeted research will be conducted to provide timely information on trafficking dynamics in the target countries and a mapping of the regional networks and routes which support this activity. The project will also seek to promote understanding and cooperation on practical as well as other issues, through seminars and workshops at both national and regional levels.

Budgeted Resources: **USD 622,600**

VI.2.3 Return and Integration of Trafficked Women and Children in Nepal

311. The unbalanced socio-economic environment has been the catalyst for trafficking in women and children from some South Asian countries to other relatively prosperous Asian countries, the Middle East and the Western world. The high rate of poverty, unemployment and natural disasters in Nepal has made trafficking an economic option for some people. The objective of this pilot project is to contribute to counter-trafficking mechanisms as well as to assist the return and reintegration of Nepalese trafficked children. It is foreseen to develop appropriate return and integration strategies and to generate reliable information to serve as a basis for establishing a framework to provide assistance to victims of trafficking.

Budgeted Resources: **USD 74,900**

VI.2.4 Return and Reintegration Assistance to Victims of Trafficking including Minors from Belgium

312. The purpose of this activity is to gather and disseminate information on available services to victims of trafficking and mechanisms for the safe and dignified return of victims of trafficking and unaccompanied minors in Belgium. This has been initiated following a study conducted by IOM which suggests that trafficking in women and minors for sexual exploitation in Europe is increasing. The information will particularly target women who have been entrapped in the sex trade and other sectors of the informal economy. Information will be gathered on the target group to facilitate the assessment of the needs of potential returnees in Belgium, as well as in countries of origin, on the availability of reception and reintegration support. This information will then be disseminated to service care providers, government officials and among the target group.

Budgeted Resources: *USD 124,000*

VI.2.5 Assistance to Victims of Trafficking in Romania

313. Based on evidence compiled, it has been established that trafficking in women and children from Central and Eastern Europe has been increasing at disturbing proportions. To support the efforts of the Government of Romania, which is a member of the Southeast European Cooperative Initiative (SECI) and the Balkan Stability Pact for South East Europe, IOM will continue to provide support to combat this cross-border organized crime and provide assistance to victims. Safe shelter for temporary protection will be provided to identified victims of traffickers and transport arrangements will be made to return them to their communities in Romania and countries of origin for those transiting through the country under this activity. To the extent possible, reintegration assistance will be provided upon return as an attempt to rehabilitate the victims of traffickers into their communities. In addition, information campaigns will be undertaken throughout the country to raise awareness of the dangers and consequences of trafficking.

Budgeted Resources: *USD 314,300*

VI.2.6 Reintegration Assistance to Victims of Trafficking in Albania

314. The objective of this project is to provide return and reintegration assistance to victims of trafficking in Albania. In recognition of the significant complexities involved in providing the services necessary for successful return and reintegration, this initiative seeks to address the specific character of the victims. Building on past experience, an effective and sustainable reintegration support network catering to the specific needs of diverse victims will be developed to provide a range of social, medical and vocational training. To enhance sustainability of the project, the capacity of NGOs will be developed in order to gradually transfer management of the shelter services to them. Furthermore, a domestic referral system involving government institutions and other stakeholders will be developed to facilitate decision-making. A new dimension of this initiative is the establishment of a self-employment opportunity for the women who have benefited from the programme.

Budgeted Resources: *USD 490,700*

VI.2.7 Assistance to Trafficked Women in the Baltic States

315. As a follow-up to earlier IOM projects in the Baltic States to combat trafficking in women, this extended phase aims to contribute to international efforts in this area, mainly through the provision of direct assistance to the victims of trafficking. This activity will provide medical and psychological assistance to the victims, make arrangements for their voluntary return to their home country, give integration assistance through counselling services and provide information on employment-related matters and other social services. Furthermore, the project will seek to increase the administrative capacity of the Baltic States in providing social services to the victims of trafficking.

Budgeted Resources: *USD 19,200*

VI.2.8 Return Assistance to Children Victims of Trafficking along the Border between Côte d'Ivoire and Mali

316. The alarming increase in trafficking in children is an issue high on the agenda of the governments of Western and Central Africa. Resulting from the plan of action adopted by the Government of Mali in its fight against trafficking, IOM will provide transport and technical support to Malian children who have fallen victims to transborder trafficking between Mali and Côte d'Ivoire. Further assistance will be provided to facilitate their reintegration into their communities upon their return. Finally, the project will help develop efficient mechanisms to halt further trafficking activities.

Budgeted Resources: USD 548,900

VII. LABOUR MIGRATION

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
VII.1.1	Canadian Live-in Caregivers Orientation	50 000	47 600	97 600
VII.1.2	Skills Development and Orientation Instruments for the Work Induction of Migrants - MIGRATOOLS	7 700	6 000	13 700
VII.1.3	Training Programme to Assist in the Professional and Sociocultural Integration of Tunisian Migrants	51 600	60 000	111 600
VII.1.4	Equal Opportunities Project in Portugal - "Parity Citizenship"	37 600	102 100	139 700
VII.1.5	Actions to Support Social Integration and Employment Policies on behalf of Migrant Workers in Italy	354 100	1 800 000	2 154 100
VII.1.6	Assistance to Migration Processes and Small and Medium Entreprise Development between Argentina and Italy	3 500	67 000	70 500
VII.1.7	Selective Migration Programmes from the Balkans to Italy	19 700		19 700
VII.1.8	Labour Migration from Ecuador to Spain	13 000	125 000	138 000
		Total 537 200	2 207 700	2 744 900

Introduction

317. Labour migration has, in the twenty-first century, moved to the top of the policy agendas of many countries of migrant origin, transit and destination. A large number of the world's estimated 150 million migrants are persons in search of improved economic opportunities in other countries. There are three key determining factors: (1) the "pull" of changing demographics and labour market needs in many industrialized countries; (2) the "push" of population, unemployment and crisis pressures in less-developed countries; and (3) established international networks based on family, culture and history which will continue to fuel this kind of movement for many years. An alarmingly large proportion of labour migration occurs illegally, and there is a ready clandestine industry, including criminal, to abet it.

318. Increasingly, governments at both ends of the migration spectrum are developing regulatory mechanisms to manage labour mobility to their mutual benefit, and that of the migrants. These include selective recruitment policies by the countries needing labour, and strong marketing and overseas employment strategies by the countries supplying labour. For some countries of destination, labour migration is more than a temporary manpower adjustment strategy; it has longer-term immigration implications. The private sector plays a key role in both the country of origin and of destination.

319. Governments at both ends of the labour migration spectrum are turning to IOM for expert advice and support. IOM's prime objective in seeking to facilitate the management of labour migration is to promote regular labour migration, within the framework of combating irregular migration, fostering the economic and social development of countries of origin, transit and destination and ensuring respect for the rights and integrity of labour migrants.

320. In cooperation with governments concerned and other agencies, IOM has developed specific labour migration programmes which can benefit both sending and receiving countries by facilitating more orderly migration and by better linking this migration to development issues.

Labour migration programmes vary to fit the particular political, economic and geographic context of the migration environment. They comprise:

- Government capacity-building and institutional development in labour migration;
- Pre-departure orientation, health services and vocational training for labour migrants;
- Integration and non-discrimination of migrants in host countries;
- Reintegration assistance for returning migrant workers;
- Assistance to migrant workers affected by emergencies;
- Administrative support to selective bilateral labour migration programmes;
- Better linking labour diaspora with country of origin development;
- Regional and extraregional dialogue and cooperation.

321. IOM is in the process of strengthening its partnerships with other international agencies, such as the International Labour Organization (ILO), the World Trade Organization (WTO), the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) in this field.

322. Synergies exist between the Labour Migration Service and the Technical Cooperation Service and some projects categorized in the latter have complementary labour migration components. Such projects include the Integrated Migration Information System in Egypt and Technical Cooperation Activities in Eastern Europe and Central Asia (EECA). These projects will be implemented with inputs from both Services.

VII.1.1 Canadian Live-in Caregivers Orientation

323. This project is carried out within the parameters of a bilateral agreement signed between the Government of the Philippines as a labour exporting country and the Government of Canada in connection with the hiring of Philippine nationals as overseas contract workers for Canada's live-in caregiver programme. In response to a request from the Government of Canada, IOM will assist prospective applicants to obtain useful and accurate information on adapting to a new culture and raise awareness of their rights and responsibilities while living and working in Canada. In this regard, cultural orientation seminars will be provided to successful candidates to help build their confidence to meet the challenges of living in a different country.

Budgeted Resources: *USD 97,600*

VII.1.2 Skills Development and Orientation Instruments for the Work Induction of Migrants - MIGRATOOLS

324. This project aims to support the integration of non-EU citizens in their country of residence thus contributing towards facilitating the mobility of disadvantaged persons and reducing the social tensions generated by the immigration phenomenon. In this connection, IOM is requested to: plan and coordinate transnational research on training and social-labour integration of migrants in Italy, France, Spain and Romania; plan and produce a CD-ROM for vocational orientation; and cooperate in the development of modules on orientation, language training and skills assessment. Beneficiaries of this activity will include both tutors and trainers belonging to public and private organizations and migrants with induction problems, be they social or work-related.

Budgeted Resources: *USD 13,700*

VII.1.3 Training Programme to Assist in the Professional and Sociocultural Integration of Tunisian Migrants

325. Studies conducted in recent years suggest the need for foreign manpower in industrialized countries due to the ageing populations and migratory pressures. This situation requires a viable strategy to establish and optimize a regular migration pattern to these countries. In collaboration with designated Tunisian authorities, the aim of this project is to support the professional and sociocultural transition of Tunisians who emigrate to work in industrialized countries where a need has been established for their services. Employment opportunities will be identified through this activity and the profiles of potential beneficiaries will be matched with the requirements of the job. The selected candidates will be provided with the training needed to effectively function in their jobs and will also be offered training courses in languages, cultural orientation, judicial orientation, and immigration laws to facilitate their insertion into the new countries. This activity will seek the access of candidates especially to the Italian job market.

Budgeted Resources: *USD 111,600*

VII.1.4 Equal Opportunities Project in Portugal – “Parity Citizenship”

326. There is still a high proportion of women in low-paid jobs, although women now constitute a large proportion of the workforce in Portugal. In recognition of the fact that migrant women are underrepresented in the workplace and subject to greater job instability, this ongoing project focuses on promoting gender equality, ethnic and cultural diversity. To achieve this, an Information and Resource Centre has been established through which a resource of useful information is available. The Centre also promotes policies for recruitment, selection, salary levels, training and stability, which are non-discriminatory. Furthermore, an Internet web site has also been established to provide relevant information facilitating the integration of minorities. Lessons from this undertaking will be established as reference material based on methodologies and practices developed to assist partners with similar problems.

Budgeted Resources: *USD 139,700*

VII.1.5 Actions to Support Social Integration and Employment Policies on behalf of Migrant Workers in Italy

327. Building on the experience gained through the implementation of a similar project on behalf of refugees from the Balkans, this project expands the main target group to include other nationalities of migrant workers, in accordance with quotas established by the Italian Government. Using nationally coordinated employment and recruitment services, IOM will cooperate with partner associations, the central government, embassies and labour authorities of sending countries, for the identification, selection and placement of successful candidates. Under this activity, vocational training and social counselling will be provided to migrants selected for employment in Italy over a specified period of time to facilitate their integration into Italian society.

Budgeted Resources: *USD 2,154,100*

VII.1.6 Assistance to Migration Processes and Small and Medium Enterprise Development between Argentina and Italy

328. In response to a request from the Argentine and Italian Governments, this activity aims to channel the assistance Italy is lending to the Italian community in Argentina. The survival and development of small and medium Argentine enterprises, mainly owned by Italian nationals and their descendants, will be promoted through this initiative. It will provide humanitarian emergency relief to members of the Italian community who live in difficult conditions. Furthermore, it will assist in the management and classification of the need for migration from

Argentina to Italy. This project also seeks to train Argentine human resources for better insertion into the production sphere, especially in companies belonging to members of the Italian community and, finally, to link the supply of Italian workforce in Argentina to the unmet demand identified in Italy.

Budgeted Resources: *USD 70,500*

VII.1.7 Selective Migration Programmes from the Balkans to Italy

329. In 2003, at the request of the Government of Italy, IOM will continue to promote and assist the regular migration of workers from the Balkans, particularly Albania and Kosovo, to Italy for job training and work of a primarily cyclic nature. Within the operational framework of this activity, assistance is provided to the Italian and Albanian Ministries of Labour in establishing an assessment and selection system through a compatible database to facilitate applicant job-matching. Applicants will be assessed for possible labour emigration to Italy according to their personal aptitudes and professional skills consistent with Italian labour market needs. In addition, special counselling and orientation services will be provided to facilitate the integration of migrants into Italian society. IOM will organize and assist in the transfer of the selected beneficiaries approved by Italian authorities.

Budgeted Resources: *USD 19,700*

VII.1.8 Labour Migration from Ecuador to Spain

330. Following the signing of a bilateral agreement in May 2001 between the Governments of Spain and Ecuador on the regulation of migration flows between the two countries, IOM was requested to provide technical assistance for the selection of migrants. Under this project, IOM undertakes to assist in the design and implementation of a system for the selection and transportation of Ecuadorian migrants to Spain and to help analyse the migratory problems of Ecuador. Further assistance will be provided, aimed at strengthening the networking of Ecuadorian nationals abroad and to prepare recommendations to strengthen the capacity of the Government in its discussions on migration issues with other countries.

Budgeted Resources: *USD 138,000*

VIII. COMPENSATION PROGRAMMES

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
VIII.1	Forced Labour Compensation Programme, Germany	7 603 900	171 859 800	179 463 700
VIII.2	Holocaust Victim Assets Programme	4 138 000	6 280 000	10 418 000
VIII.3	Humanitarian and Social Programmes (HSP)	754 900	11 454 600	12 209 500
Total		12 496 800	189 594 400	202 091 200

331. The challenges of migration in the twenty-first century increasingly demand actions by IOM beyond its traditional services. Post-emergency and post-crisis situations, for example, are unpredictable and likely to occur in any part of the world, in particular as a consequence of ecological degradations and disasters. Similarly, as more and more governments are called upon to compensate persons dispersed worldwide who have suffered dispossession, persecution or other forms of personal harm under former regimes, IOM is being called upon to assist through its global network. As new migration-related scenarios evolve, reflecting contemporary political realities, governments are expecting IOM to offer more tailored variations of its core services.

332. This chapter presents programmes and projects of such a specialized nature.

VIII.1 Forced Labour Compensation Programme, Germany

333. IOM was designated in June 2000 by the Government of the Federal Republic of Germany to be one of the seven partner organizations of the German Federal Foundation handling claims and paying compensation to former forced labourers under the Nazi regime.

334. IOM is in charge of slave and forced labour and personal injury claims covering the so-called "rest of the world" category. This category comprises the non-Jewish victims living anywhere in the world except Poland, the Czech Republic and the countries of the former Soviet Union. Claimants residing in these countries are taken care of by other partner organizations. However, the above limitations do not apply to property claims, for which IOM is in charge throughout the world and for all claimants.

335. The Organization's main responsibilities are to spread information and reach out to all potential claimants, to receive, process and review applications for compensation and to disburse compensation payments to successful applicants. The filing deadline expired on 31 December 2001. Property claims are handled by a three-member commission which receives technical support from IOM. In addition, the Organization supports the appeals' processes for the various categories of claims. IOM has assumed its tasks as partner organization and has a seat on the board of trustees (Kuratorium) of the Federal Foundation.

336. Compensation will be paid to applicants who:

- were detained in a concentration camp, ghetto or other place of confinement on the territory of the German Reich or a German-occupied area and were subjected to forced labour;
- were deported from their homeland to the territory of the German Reich or a German-occupied area and were subjected to forced labour in an industrial or commercial enterprise or for public projects and were subjected to prison-like or similar extremely harsh living conditions.

337. If the victim is deceased, close family and heirs can receive compensation provided the victim has died on or after 16 February 1999; surviving family members or heirs are entitled to certain compensation payments.

338. Over 40 IOM Missions were involved in the distribution of claim forms and guidelines in 20 languages, as well as in providing assistance to claimants. As of June 2002, IOM has made first payments to 17,000 victims. These represent approximately 25 per cent of the estimated total of 70,000 eligible slave and forced labour claimants. A steering group of victim associations provides assistance to IOM in this complex endeavour.

339. By the end of 2003, all claims should have been processed and the vast majority of the eligible slave and forced labour claimants should have received their first instalment payment. This is quite a challenge since over half of the estimated eligible claimants do not have sufficient evidence, as required by the German Foundation Act, nor can their claims be resolved through searches in German archives.

340. The appeals' process should also be well under way, as should payments for property loss and for personal injury.

341. This project will be implemented over approximately four years.

Budgeted Resources: USD 179,463,700

VIII.2 Holocaust Victim Assets Programme

342. In November 2000, IOM was designated as one of the organizations participating in the implementation of the Settlement Agreement reached in the Holocaust Victim Assets Litigation (Swiss Banks) before the United States District Court for the Eastern District of New York. The court approved the Plan of Allocation and Distribution of Settlement Proceeds proposed by Special Master Judah Gribetz.

343. Pursuant to the Court's order, IOM is responsible for processing claims of: (1) persons who were persecuted or targeted for persecution because they were or were believed to be Roma, Jehovah's Witnesses, homosexual, or physically or mentally handicapped, and who performed slave labour for German companies or for the Nazi regime; (2) persons who performed slave labour for certain Swiss companies or their affiliates, whether or not such persons were victims or targets of Nazi persecution; and (3) persons who were persecuted or targeted for persecution because they were or were believed to be Roma, Jehovah's Witnesses, homosexual, or physically or mentally handicapped, and who (a) sought entry into Switzerland to avoid Nazi persecution and were denied entry into Switzerland, or were admitted into but subsequently expelled from Switzerland, or (b) after gaining entry, were detained, abused or otherwise mistreated as refugees in Switzerland, during the period 1 January 1933 to 9 May 1945 (Refugee Class).

344. Two other organizations participate in the implementation of the Settlement Agreement. The Jewish Claims Conference (JCC) is responsible for Slave Labour Class I claims and Refugee Class claims submitted by Jewish claimants. The Claims Resolution Tribunal for Dormant Accounts in Switzerland (CRT) is responsible for processing claims of owners of deposited assets.

345. IOM has received approximately 22,000 claims, and expects to pay between USD 25 and 30 million. The first successful claimants under this programme can receive payment in conjunction with payment under the German Forced Labour Compensation Programme (GFLCP). Eligible slave and forced labour claimants under the GFLCP may also receive a payment under the Swiss Banks Settlement if they satisfy target group requirements, according to a presumption made by the U.S. Court.

346. IOM strives for victims to benefit to the maximum extent possible from synergies between these two programmes in their claims-based components as well as in those related to social and humanitarian programmes for targeted minority groups, such as Roma.

Budgeted Resources: USD 10,418,000

VIII.3 Humanitarian and Social Programmes (HSP)

347. IOM has been tasked with administering compensation resources allocated under the German Foundation Act for social programmes for needy Sinti and Roma survivors. Under the Looted Assets Class of the Swiss Banks Settlement Agreement, IOM is mandated to provide USD 10 million in assistance through humanitarian programmes for needy Roma, Jehovah's Witness, disabled and homosexual victims of Nazi persecution.

348. Depending on individual programme parameters, HSP activities may consist of food, medical and dental care, home care, legal and social assistance, winter assistance, clothing and accommodation. The humanitarian character of this programme requires it to help the target group in general. Selected service providers, primarily local NGOs under IOM supervision, will give assistance to target groups.

349. In 2003, HSP plans to operate in Croatia, the Czech Republic, Hungary, the Republic of Moldova, Poland, Romania, the Russian Federation, Ukraine and Yugoslavia. Activities will be extended to other countries when possible and appropriate.

Budgeted Resources: USD 12,209,500

IX. GENERAL PROGRAMME SUPPORT

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.1	Migration Policy and Research Programme (MPRP)	200 000		200 000
IX.2	Humanitarian Emergency Operations Assistance (HEOA)		20 000	20 000
IX.3	Seconded Staff	1 851 350		1 851 350
IX.4	Research	86 000	89 000	175 000
IX.5	Publications		155 000	155 000
IX.6	Gender Issues Activities		55 000	55 000
IX.7	Support for Developing Member States and Member States in Transition		1 430 000	1 430 000
IX.8	IOM Staff Security Enhancement Project	360 300	214 100	574 400
IX.9	Strengthening IOM's Institutional Emergency Preparedness and Response Capacity	56 700	800 000	856 700
Total		2 554 350	2 763 100	5 317 450

Introduction

350. There are some activities undertaken by the Organization which are generic in nature and designed to support the implementation of activities globally. Consequently, they cannot be directly linked with any particular Service and are therefore captured under this section. The items listed below fall into this type of general category and are therefore shown under this heading.

IX.1 Migration Policy and Research Programme (MPRP)

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.1	Migration Policy and Research Programme (MPRP)	200 000		200 000

351. The purpose of this programme is to contribute to a better understanding of migration and to strengthen cooperative mechanisms between governments to comprehensively and effectively address migration issues. By providing a forum for international dialogue on migration, MPRP will enable governments and IOM, together with other relevant intergovernmental and non-governmental organizations, to explore modern migratory movements and the policy opportunities and challenges that they pose. This initiative is designed, ultimately, to enhance the capacity of governments to ensure the orderly management of migration, promote positive aspects of migration and reduce irregular migration. MPRP is working to fulfil its objectives through: the IOM Council; Regional Consultative Processes; a more comprehensive World Migration Report; increasing linkages and cooperation between international organizations; and the Bern Initiative.

352. The Migration Policy and Research Programme will also enhance IOM's capacity to assist governments, monitor and manage migration flows and implement sound migration policies, legislation and procedures. MPRP will work in partnership with IOM's Research and Publications Division to ensure that the strategic directions of both units continue to provide mutual support and that coherent and purposeful research orientations are established. The two areas will consult closely over priorities and seek to maximize resource utilization wherever possible.

353. Funding for the Migration Policy and Research Programme will continue to be sought from donors. Given the fact that only assured resources are included in the Programme and Budget for 2003, only part of the total amount is shown at this stage, while the remaining necessary funds are included in Migration Initiatives 2003, to be fund-raised.

354. The Canadian and Swiss Governments have seconded staff to IOM in support of the programme.

Budgeted Resources: USD 200,000

IX.2 Humanitarian Emergency Operations Assistance (HEOA)

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.2 Humanitarian Emergency Operations Assistance (HEOA)		20 000	20 000

355. The services of the Organization are sometimes requested, with very little notification, to provide humanitarian emergency assistance to migrants, particularly those who find themselves in difficult migratory circumstances for which funding is not readily available. In order to provide a timely response to these special cases, based on specific criteria, it is necessary to have financial resources which can be accessed at short notice. The Emergency and Post-Conflict Division deals with such emergencies and will utilize the funding from a special account – Humanitarian Emergency Operations Assistance – to provide direct assistance to migrants in hardship conditions. For 2003, half of the funding will be allocated from Discretionary Income and the other half from the interest on the Sasakawa Endowment Fund.

Budgeted Resources: USD 20,000

IX.3 Seconded Staff

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.3.1 Associate Experts	740 700		740 700
IX.3.2 Special Assignments and Support	618 250		618 250
IX.3.3 IOM Staff Assigned to Other Organizations	492 400		492 400
Total 1 851 350			1 851 350

IX.3.1 Associate Experts

356. The objective of the Associate Experts Programme is to strengthen the Organization's human resources' base to enhance the execution of its programmes. Associate Experts are assigned to IOM by governments for an initial period of one year, with the possibility of extension for up to three years, to assist with the Organization's activities both in the Field and at Headquarters. This initiative is beneficial to both the Organization and governments, as the Associate Experts are trained in various aspects of migration operations, which enhance their own career development while they make available their expertise to IOM. In some cases, these Experts are absorbed into the mainstream of IOM's structures upon completion of their assignment.

357. At present, there are 10 Associate Experts at various stages of their contracts working for the Organization on a broad range of projects at IOM Headquarters and in Field Offices in Cambodia, the Dominican Republic, Kenya, Kyrgyzstan, Senegal, Uganda, Ukraine and Viet Nam. The Governments of Belgium, Germany, Italy, Japan, the Netherlands, Switzerland and the United States of America sponsor these Experts, but negotiations for additional Associate Experts are ongoing with other governments. The governments generally support their own nationals for this programme, but in a recent development some donors have begun sponsoring nationals from developing countries.

Budgeted Resources: **USD 740,700**

IX.3.2 Special Assignments and Support

358. In addition to staff and services covered from the Administrative and Operational Parts of the Budget, there are certain specific staff and other costs which are funded by governments to augment IOM's overall structure. With the budgetary constraints on core resources, this type of support is critical to the Organization in responding and managing the complexities of migration and the increased demands from a growing membership. The staff and office structures covered through these special arrangements are listed below.

- **Special Assistant to the Director General, funded by the United Kingdom**

359. The Government of the United Kingdom has, in previous years, fully funded the position of a Special Assistant to the Director General to enhance IOM's capacity in policy implementation, programme formulation and management. Only partial funding is provided for 2003, but given the core nature of the functions of this position, the rest of the costs will be covered from the Administrative Part of the Budget.

- **Programme Officer position at Headquarters, funded by Switzerland**

360. The Swiss Government has provided funding to cover the cost of an official position for the Migration Policy and Research Programme to support work on the Bern Initiative.

- **Research Officer position in IOM Kabul, funded by Germany**

361. The German Government has provided funding for a research officer position at the IOM Office in Kabul to conduct research on the situation in Afghanistan, particularly in the context of the voluntary return of Afghan nationals from Germany.

- **Staff and Office costs of IOM Helsinki, funded by Finland**

362. The IOM Office in Helsinki receives support from the Government of Finland through special staff assigned to that Office and partial funding of office costs.

- **Office costs of the IOM Office in Brussels, funded by Belgium**

363. The IOM Office in Brussels receives support from the Government of Belgium to cover partial costs of the office structure.

Budgeted Resources: **USD 618,250**

IX.3.3 IOM Staff Assigned to Other Organizations

364. In an effort to share expertise with other international and regional bodies as well to draw on the experience of its counterparts, IOM has seconded staff to the United Nations Development Programme (UNDP), the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and the Balkans Stability Pact. This collaborative mechanism offers the opportunity to complement each organization's work and avoids any duplication. Some of these secondments are funded through cost-sharing arrangements with IOM.

Budgeted Resources: **USD 492,400**

IX.4 Research

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.4.1 General Research Support		40 000	40 000
IX.4.2 Migration Research Programme in Moscow	86 000	49 000	135 000
Total	86 000	89 000	175 000

IX.4.1 General Research Support

365. Given the importance of policy-relevant research to the Organization, the Administration has allocated Discretionary Income for the continuation and expansion of its research activities in 2003. Efforts will be concentrated on further developing a programme of applied research to support Services in the development and implementation of projects and facilitate the development of new areas of expertise. Initiatives proposed will continue to follow several key themes of relevance to IOM's Services and the Migration Policy and Research Programme. The Unit anticipates conducting research on the following subjects in 2003:

- Migrants as a development resource: the contribution of migrant diasporas;
- Identification of sustainable approaches to voluntary return and reintegration;
- Managing labour migration in Asia: comparison of policy, legislation and practice;
- Integration policy and practice: an international comparison of "best practices";
- Assessment of data on global trends in irregular migration.

366. The findings of research conducted by the Organization will continue to be posted on the Internet for easy access by all interested parties and published in book form and in IOM's Migration Research Series.

367. The Research Unit will also continue to monitor migratory trends and review migration research, as well as produce studies aimed at policy and action-oriented recommendations. Besides seeking to stimulate and develop new ideas which help the Organization to be a key participant in the international debate on migration issues, IOM's research will provide direct and concrete support to new and ongoing programme activities in IOM's Services.

368. Having been tasked with improving the coordination of research activities in the Field and to promote the sharing of best practices, the Unit will also contribute to the drafting of IOM policy and position papers, as well as background documentation for seminars and regional consultative meetings.

369. The Organization will continue to work with individual researchers, institutions and centres to respond in a flexible and timely manner to migration research needs.

Budgeted Resources: USD 40,000

IX.4.2 Migration Research Programme in Moscow

370. The establishment of new EECA (formerly CIS) countries transformed the pattern of migration in the former Soviet Union. These changes now pose immense challenges for policy makers and for the study of migratory shifts affecting Eastern Europe and Central Asia. To assist governments in dealing with this problem, IOM has established a Migration Research Centre in Moscow. The Centre is one of the initiatives undertaken by the Organization to strengthen the link between research and its programmes. The Centre will focus on research which is relevant and complementary to activities undertaken in the Russian Federation and the EECA, particularly in relation to migration management. Envisaged activities will include monitoring migration trends, analysing these trends, projecting future developments and facilitating dialogue on their implications.

Budgeted Resources: USD 135,000

IX.5 Publications

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.5 Publications		155 000	155 000

371. In an effort to steer the debate on migration issues and focus commitment on the search for solutions globally, public information and publications will be expected to give a wider coverage to the Organization's activities. In this regard, IOM will continue to produce a number of periodic publications and books, which have increased substantially in number in recent years.

- **News and Information on IOM's Programmes**

372. IOM will continue to produce a number of periodic publications such as *IOM News*, bulletins on *Migration and Health* and *Trafficking in Migrants*, *Info Sheets* and other information leaflets. IOM also contributes to the publication of the *Asian Migration News* and the *Asia-Pacific Migration Research Network*.

- **IOM's Academic Journal: International Migration**

373. In 2003, the production of IOM's quarterly journal will be the responsibility of a new editorial team from Georgetown University which took over the editorship of the journal in 2002. The journal is in a period of transition as it is being fashioned more towards a policy-oriented approach. At least one special issue will be published every year in addition to four regular issues of the journal.

- **Migration Research Series**

374. A new set of migration working papers focusing on research findings of particular relevance to the work of the Organization - the Migration Research Series (MRS) was launched in 2001. The Migration Research Series is designed to bring the results of policy-relevant migration research to the attention of a broader audience more quickly than would be possible in academic journals and books. MRS papers are distributed free of charge and are also available on IOM's web site. Some six papers are expected to be published in 2003.

- **Books**

375. IOM expects to continue to publish special issues of *International Migration* in 2003. Two books are to be published by the United Nations based on special issues of *International Migration*, together with a study on *Research on Trafficking in Women: Focus on a Global Trade*.

376. The Organization also produces a substantial number of publications (studies, monographs, books) through its Offices around the world and at Headquarters, either directly or through co-publishing arrangements with other organizations or commercial companies. Cooperation with the United Nations on sales and co-publishing has produced very good results and IOM will keep developing this partnership in 2003.

Budgeted Resources: *USD 155,000*

IX.6 Gender Issues Activities

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.6 Gender Issues Activities	55 000	55 000	

377. IOM is committed to promoting a positive awareness of gender sensitivity throughout the Organization and to mainstreaming its gender policy in programmes to address specific gender-related needs of migrants, both women and men. At the same time, in order to better understand how to mainstream gender throughout its programmes, IOM staff members need to undergo training to maintain their level of awareness and gender sensitivity. Following a gender sensitivity survey the analysis and results of which will be available later during 2002, more training in gender issues was a major item of concern to the majority of the some 500 staff members surveyed. In view of the importance the Administration attaches to gender issues, it has allocated Discretionary Income to pursue these objectives through selected project initiatives. Accordingly, the specific proposed activities to which such funds will be devoted will constitute a combination of project support and training as outlined below:

Project Support

- Reproduction of a book on the feminization of migration in the post-Cold War world. (USD 5,000)
- Organization of several workshops for IOM personnel and IOM counterparts with the purpose of incorporating a gender perspective in fieldwork with internally displaced persons in Colombia. These workshops will reflect a grass root perspective with a gender dimension throughout the country.

Training activities

- A two-day gender sensitivity training session for Headquarters staff.
- A three-day regional workshop for a group of IOM Gender Focal Points selected from the network of over 80 focal points.

Evaluation of the Gender Plan of Action for 1998-2003 and Compilation of a new Plan of Action covering the Period from 2003 to 2008.

Budgeted Resources: *USD 55,000*

IX.7 Support for Developing Member States and Member States in Transition

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.7 Support for Developing Member States and Member States in Transition		1 430 000	1 430 000

378. This funding mechanism was established by the Council at its Eightieth Session in November 2000, through the adoption of Resolution No. 1035 (LXXX) which requested the Director General to allocate Discretionary Income for the development of migration projects in favour of developing Member States and Member States in transition.

The criteria and guidelines for the utilization of the funds are listed below:

- Fund seed/start-up costs and entire project costs if/when they do not exceed USD 50,000;
- Fund feasibility studies, where applicable;
- Fund high-priority requests for assistance from concerned Member States;
- Fund incentives for project development initiatives;
- Fund national and/or regional project development initiatives;
- Not normally to fund emergencies, as there are other financial mechanisms of funding for such purposes;
- Not to fund conferences or events for which other sources of funding already exist in the Programme and Budget of the Organization.

379. Given the importance the Administration attaches to this financing facility and the interest expressed by Member States, the Administration proposes to allocate Discretionary Income in the amount of USD 1,400,000 and an additional USD 30,000 from the interest on the Sasakawa Endowment Fund in 2003.

380. An evaluation will be made of the impact of this facility and a review will also be carried out of the criteria guiding the allocation of the funds in the course of 2003. Given the interest of Member States and the benefit of this facility, the Administration will seek to increase the funding in 2003 from external sources.

Budgeted Resources: USD 1,430,000

IX.8 IOM Staff Security Enhancement Project

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.8 IOM Staff Security Enhancement Project	360 300	214 100	574 400

381. The objective of this project is to strengthen IOM's staff security arrangements. IOM's Migration Management Services have been increasingly called upon over the last few years to embark on emergency interventions which are sometimes in risky and insecure situations. To protect the working conditions of its staff, the Organization has consistently been proactive in strengthening its security apparatus through improved communication and collaboration with relevant service providers. This specific project, targeted towards staff security, will allow the

Organization to strengthen existing global staff security arrangements through the introduction of targeted multifaceted institutional capacity-building initiatives. In addition, technical communication equipment will be purchased and installed, and adequate training modules developed to ensure effective usage and compliance with the Office of the United Nations Security Coordinator (UNSECOORD) requirements. It is expected that this undertaking will strengthen liaison with other security management networks, allowing for stronger inter-organizational relations in the security management field.

Budgeted Resources: *USD 574,400*

IX.9 Strengthening IOM's Institutional Emergency Preparedness and Response Capacity

Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
IX.9 Strengthening IOM's Institutional Emergency Preparedness and Response Capacity	56 700	800 000	856 700

382. The aim of this ongoing undertaking is to strengthen the Organization's institutional capacity to prepare IOM's response to deal with emergencies and post-conflict situations. IOM has been increasingly and actively engaged in addressing emergency and post-conflict situations giving rise to population displacement over the past decade. Its major role within the inter-agency response efforts to these crises has been the safe and humane movement of persons who require travel assistance but do not have the resources or the means to do so. To facilitate a timely response to emergency movements of populations, the Organization will strengthen its preparedness and response capacities to deploy and support expanded field presence during emergencies. In addition, a well-trained staff roster will be maintained for early intervention during emergencies.

Budgeted Resources: *USD 856,700*

X. STAFF AND SERVICES COVERED BY DISCRETIONARY INCOME

	Programme / Project	Staff and Office Costs	Programme Costs	Total Costs
X.1	Headquarters	3 248 700		3 248 700
X.2	Field	6 304 400		6 304 400
X.3	Information Technology		165 700	165 700
X.4	Coverage of UNSECOORD fees	675 000		675 000
		Total 10 228 100	165 700	10 393 800

Introduction

383. The Organization's core staff and services are mostly covered from the Administrative Part of the Budget. However, given the limitation under that part of the budget, certain core staff positions, functions and related office costs which support general project development, management and implementation and global liaison functions, which cannot be supported under the Administrative Part of the Budget, are funded from Discretionary Income.

X.1 Headquarters

384. Discretionary Income allocation is used to supplement the coverage of the Organization's core structure.

385. Details of staffing and related costs for each organizational unit at Headquarters funded from Discretionary Income are provided in Annex III.

Budgeted Resources: **USD 3,248,700**

X.2 Field

386. To the extent possible, most of the staff and office costs in the Field Offices are directly attributed to the projects under which they are incurred. There are, however, certain staff positions, functions and related office costs in the Missions with Regional Functions and certain Country Missions which are not chargeable to specific projects due to the general support they provide for project development, management and implementation as well as global liaison functions. Discretionary Income is allocated to cover such functions in the Field.

387. Where necessary and deemed to be of significant importance, Discretionary Income allocated to the Field may be used to supplement and support project development initiatives.

388. Details of staffing and related costs for each Field Office funded from an allocation of Discretionary Income are provided in Annex III.

Budgeted Resources: **USD 6,304,400**

X.3 Information Technology

389. In recognizing the importance and need to constantly update existing technology, Discretionary Income is proposed to be utilized for investment and completion of the information technology projects listed below. As explained in the section describing the organizational structure

for 2003, there are several information technology projects planned in 2003 to enable the Organization to keep pace with the challenge of constant technological advancements, as outlined below:

- The Migrant Management and Operational Systems Application (MIMOSA) to help standardize procedures for the movement management function, one of the key services, with a significant share of operations.
- Improvement in the Organization's current communications network in order to facilitate effective and cost-efficient means of exchange of information through improved technology.
- Relocation of some information technology functions and support mechanisms from Headquarters to Manila e.g. e-mail support, currently outsourced at high cost in Geneva.
- Integrated Migration Information Management System (IMIMS).

Budgeted Resources: USD 165,700

X.4 Coverage of UNSECOORD Fees

390. The Administration is committed to providing staff with the most effective security system possible and has an obligation to ensure the most efficient and cost-effective security system for the delivery of its programmes. A decision was taken by UNSECOORD to increase substantially their fees, as well as to modify their method of allocating these costs to participating agencies. This UNSECORRD action resulted in an increase of IOM's share of the fees to USD 800,000 per year for 2002-2003. For 2003, it is proposed to cover USD 125,000 (CHF 200,000) of this amount from the Administrative Part of the Budget and the balance of USD 675,000 will be financed from the additional resources to be generated from the proposed increase in the project-related overhead from 9.5 per cent to 12 per cent.

Budgeted Resources: USD 675,000

GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION OF THE OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

OVERALL SUMMARY

	Africa and the Middle East	Americas	Asia and Oceania	Europe	Global Support/ Services	Total
I. Movement	42 821 200	9 802 000	77 836 900	34 786 200	73 700	165 320 000
II. Migration Health	7 318 600	132 900	1 026 800	3 820 500	509 170	12 807 970
III. Technical Cooperation on Migration	1 721 900	24 706 500	17 868 500	18 219 200		62 516 100
IV. Assisted Voluntary Returns	374 500	179 300	3 432 300	31 473 200		35 459 300
V. Mass Information		67 600	200 000	1 263 100		1 530 700
VI. Counter-Trafficking	608 900		1 176 500	3 026 900	200 100	5 012 400
VII. Labour Migration		208 500	97 600	2 438 800		2 744 900
VIII. Compensation Programmes				202 091 200		202 091 200
IX. General Programme Support				436 400	4 881 050	5 317 450
X. Staff and Services covered by Discretionary Income					10 393 800	10 393 800
Grand Total		52 845 100	35 096 800	101 638 600	297 555 500	16 057 820
						503 193 820

PROGRAMMES AND PROJECTS BY REGION

Africa and the Middle East

Movement	I.1	Resettlement Assistance	42 551 000
	I.2	Repatriation Assistance	226 900
	I.3.1	Support Programme for Scholarship Holders	43 300
			<i>Subtotal</i> 42 821 200
Migration Health	II.1	Migration Health Assessment	6 935 100
	II.2.1	Migration Health Specialists and Technical Experts	10 100
	II.2.4	Mapping of Migrant Communities for Impact of HIV/AIDS in seven Southern African Countries	33 000
	II.2.5	Private Sector Coalition against HIV/AIDS in Lesotho	340 400
			<i>Subtotal</i> 7 318 600
Technical Cooperation on Migration	III.1.23	Integrated Migration Information System in Egypt	272 600
	III.1.24	Migrants' Rights Resource Centre in Morocco	222 300
	III.1.25	Migration Dialogue for Southern Africa (MDSA)	20 000
	III.3.8	Technical Assistance for the Financial Management and Procurement Unit in Guinea-Bissau	724 500
	III.3.9	Emergency Relief Programme in Uganda	482 500
			<i>Subtotal</i> 1 721 900
Assisted Voluntary Returns	IV.1.21	Return and Reintegration of Reporters in Uganda	245 100
	IV.2.3	Return of Qualified Ugandan Nationals	129 400
			<i>Subtotal</i> 374 500
Counter-Trafficking	VI.1.5	Measures to Counter Trafficking in Nigerian Women and Minors and Prevention of HIV/AIDS	60 000
	VI.2.8	Return Assistance to Children Victims of Trafficking along the Border between Côte d'Ivoire and Mali	548 900
			<i>Subtotal</i> 608 900
Total			52 845 100

Americas

Movement	I.1	Resettlement Assistance	5 543 100
	I.2	Repatriation Assistance	213 500
	I.3.1	Support Programme for Scholarship Holders	2 712 300
	I.3.2	TCDC Agreements with Countries and Organizations of the Latin American Region	1 285 000
	I.3.3	Travel Assistance to Nationals Returning to their Country of Origin	48 100
		<i>Subtotal</i>	9 802 000
Migration Health	II.2.2	Capacity-Building and Horizontal Cooperation with the Mother-Child Nutrition Programme (PROMIN) in Argentina	132 900
Technical Cooperation on Migration	III.1.1	Technical Cooperation in the Area of Migration (PLACMI), Latin America	65 000
	III.1.2	Technical Cooperation Project to Strengthen the Central American Commission of Directors of Migration (OCAM) / Puebla Virtual Secretariat	517 800
	III.1.3	Inter-American Course on International Migration	40 000
	III.1.4	Programme of Advisory and Training Services for the Institutional Strengthening of the Public Ministry, Peru	1 958 700
	III.1.5	Programmes of Multilateral Cooperation, Guatemala	372 000
	III.1.6	Cooperation Agreement between IOM and the Ministry of Industries, Energy and Mining of Uruguay	262 800
	III.1.7	General Guidelines for the Formulation of a National Policy on Migration	32 900
	III.1.8	Centre for Information on Migration in Latin America (CIMAL)	31 600
	III.1.9	Technical Assistance for the Planning of Population Movements in the Province of Río Negro, Argentina	210 000
	III.1.10	Community Risk Management in Vulnerable Municipalities of Honduras	170 000
	III.1.11	Training of the Colombian Judiciary in Costa Rica	466 600
	III.1.12	Statistical Information System on Migration in Central America	146 700
	III.2.1	Selective Migration from Europe and the United States to Latin America and the Caribbean	65 200
	III.2.2	Cooperation Agreement with the Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation (SETCIP) of Argentina	47 300
	III.3.5	Programme for Strengthening Peace in Colombia	1 690 300
	III.3.6	Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities in Colombia	8 602 600

Americas (cont'd)

Technical Cooperation on Migration (cont'd)	III.3.7	Support Programme for Ex-Combatant Children in Colombia	318 400
	III.4.1	Decentralized Programme for Young Persons with Labour Problems in Uruguay	217 400
	III.4.2	Project to Promote Development and Rehabilitation - National Fund for Peace (FONAPAZ), Guatemala	1 335 500
	III.4.3	Community Strengthening Initiatives in Ecuador	7 951 800
	III.4.4	Promoting Migrants' Rights and Strengthening Migration Management in the Dominican Republic	203 900
			<i>Subtotal</i> 24 706 500
Assisted Voluntary Returns	IV.2.1	Return of Qualified Nationals to Various Destinations	179 300
Mass Information	V.1.7	Subregional Information Campaign to Combat Irregular Migration and the Trafficking of Persons in the Countries of the Andean Community	24 000
	V.1.8	Promoting Migrants' Rights in the Dominican Republic	43 600
			<i>Subtotal</i> 67 600
Labour Migration	VII.1.6	Assistance to Migration Processes and Small and Medium Enterprise Development between Argentina and Italy	70 500
	VII.1.8	Labour Migration from Ecuador to Spain	138 000
			<i>Subtotal</i> 208 500
	Total		35 096 800

Asia and Oceania

Movement	I.1	Resettlement Assistance	23 705 100
	I.4.1	Management and Processing of Australia-bound Migrants in an Irregular Situation	54 131 800
	<i>Subtotal</i>		
<i>77 836 900</i>			
Migration Health	II.1	Migration Health Assessment	708 500
	II.3.1	Post-Conflict Family Support Project in Cambodia	31 900
	II.3.2	National Mental Health Programme in Cambodia	286 400
	<i>Subtotal</i>		
<i>1 026 800</i>			
Technical Cooperation on Migration	III.1.13	General Project on Participatory Elections for Migrants	11 700
	III.1.14	Technical Cooperation Activities in Eastern Europe and Central Asia (EECA)	592 900
	III.1.15	Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan	15 000
	III.1.16	Enhanced Migration Management Project for Cambodia	537 200
	III.1.17	Legal Protection of Children from Sexual Exploitation in Cambodia	35 800
	III.1.18	Capacity-Building in Migration Management and Consolidated Preparatory Action for Sustainable Return and Reintegration in Sri Lanka	888 100
	III.1.19	Mechanism to Improve Regional Cooperation in Combating Trafficking in Asia	163 800
	III.3.10	Reintegration of Ex-Combatants and their Families in Tajikistan	37 300
	III.3.11	Livelihood Recovery Project for Earthquake-Displaced and Migrant Salt Workers in Gujarat, India	586 700
	III.3.12	Community Improvement in Afghanistan	15 000 000
	<i>Subtotal</i>		
<i>17 868 500</i>			
Assisted Voluntary Returns	IV.1.16	Care and Voluntary Return of Migrants in an Irregular Situation, Indonesia	2 729 500
	IV.1.17	Action Plan to Increase Sustainability of Returns to Iraq	46 700
	IV.1.18	Return Assistance to Afghan Asylum Seekers Currently Residing in Australia	514 700
	IV.2.4	Return of Qualified Afghans (RQA) Programme	141 400
	<i>Subtotal</i>		
<i>3 432 300</i>			
Mass Information	V.1.5	National Information Campaign for the Prevention of Trafficking in Women and Children in Kazakhstan	200 000

Asia and Oceania (cont'd)

Counter-Trafficking	VI.1.4	Combating Trafficking in Women in Tajikistan	69 800
	VI.1.6	Prevention of Trafficking in Women and Children in Cambodia	321 200
	VI.1.7	Capacity-Building for Combating Trafficking of Women and Children in Bangladesh	88 000
	VI.2.2	Return and Reintegration of Trafficked and Other Vulnerable Women and Children in Selected Countries of the Mekong Region	622 600
	VI.2.3	Return and Integration of Trafficked Women and Children in Nepal	74 900
			<i>Subtotal</i> 1 176 500
Labour Migration	VII.1.1	Canadian Live-in Caregivers Orientation	97 600
			101 638 600

Europe

Movement	I.1	Resettlement Assistance	34 653 600
	I.2	Repatriation Assistance	130 400
	I.3.3	Travel Assistance to Nationals Returning to their Country of Origin	2 200
<i>Subtotal</i>			34 786 200
Migration Health	II.1	Migration Health Assessment	3 664 000
	II.2.1	Migration Health Specialists and Technical Experts	69 600
	II.2.3	HIV/AIDS Project for Return and Transit Migrants in Algeria	86 900
<i>Subtotal</i>			3 820 500
Technical Cooperation on Migration	III.1.14	Technical Cooperation Activities in Eastern Europe and Central Asia (EECA)	603 300
	III.1.20	Awareness Raising and Legal Training on Discrimination Practices in the Baltic and Nordic Region	117 900
	III.1.21	Social Integration Project for Migrants, Refugees and Repatriated Greeks	19 400
	III.1.22	Western Mediterranean Action Plan Implementation Project	25 900
	III.3.1	Support for Enterprise Development in Minority Regions (SEDMIN) in Kosovo	1 123 300
	III.3.2	Kosovo Transition Initiative (KTI)	946 200
	III.3.3	Information Counselling and Referral Service (ICRS), Kosovo	1 119 400
	III.3.4	Kosovo Protection Corps (KPC) Training	5 503 100
	III.4.5	Municipal Infrastructure Support Project for Albania (MISP)	1 566 700
	III.4.6	Conflict Mitigation Initiative in The former Yugoslav Republic of Macedonia	6 375 600
	III.4.7	Integration of the Immigrant Community in Lithuania	29 500
	III.4.8	Migration for Development in Africa (MIDA)	535 000
	III.4.9	Pilot Programme to Promote the Development of an Emigration Zone in Tunisia	253 900
<i>Subtotal</i>			18 219 200
Assisted Voluntary Returns	IV.1.1	General Return of Migrants and Unsuccessful Asylum Seekers and Support to Governments on Voluntary Return Assistance	26 664 900
	IV.1.2	General Return and Reintegration of Bosnians	117 700
	IV.1.3	Cross-Border Returns between Bosnia and Herzegovina and Croatia	1 758 200

Europe (cont'd)

Assisted Voluntary Returns (cont'd)	IV.1.4	Voluntary Return and Reintegration of Elderly Bosnian Nationals from the Nordic Countries	300 000	
	IV.1.5	Employment Assistance Services (EAS) for Members of Ethnic Minorities Returning from Switzerland to Kosovo	249 000	
	IV.1.6	Kosovo Humanitarian Return Programme (KHRP)	301 200	
	IV.1.7	Voluntary Return of Migrants Stranded in the Balkans	405 700	
	IV.1.8	Voluntary Return of Migrants Stranded in Turkey	22 200	
	IV.1.9	Return Assistance to Non-Citizens of Russian Origin in Latvia	22 500	
	IV.1.10	Cooperation between EU Member States and Central and Eastern European Candidate States for the Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers (RCA Phase II)	143 700	
	IV.1.11	Prevention of Illegal Migration and Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers to the Region of Kosice, Slovakia	12 900	
	IV.1.12	Support and Assistance to Voluntary Return Measures within the Framework of the National Asylum Programme in Italy	72 000	
	IV.1.13	Return Information Fund, Switzerland	8 400	
	IV.1.14	Information Centre on Return and Resettlement in Greece	23 300	
	IV.1.15	Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers from the Southern Caucasian States and the Russian Federation from the Netherlands	125 100	
	IV.1.19	Return, Reintegration and Development in Somalia	544 100	
	IV.1.20	Project for Assisted Voluntary Return to Nigeria for Unsuccessful Asylum Seekers and Migrants in an Irregular Situation	162 000	
	IV.2.1	Return of Qualified Nationals to Various Destinations	51 100	
	IV.2.2	Return of Judges and Prosecutors to Minority Areas in Bosnia and Herzegovina	200 000	
	IV.2.4	Return of Qualified Afghans (RQA) Programme	289 200	
			<i>Subtotal</i>	<i>31 473 200</i>
Mass Information	V.1.1	Information Campaign in Portugal - "In each face ... Equality"	54 600	
	V.1.2	Promotion of Migrants' Image through Media, Civil Society and the Labour Market in Italy	909 200	
	V.1.3	Post-Information Centre for Migrants, Refugees and Repatriates and Accreditation of their Technical Skills, Greece	227 200	
	V.1.4	Information Dissemination to Counter Irregular Migration in Armenia, Azerbaijan and Georgia	43 500	

Europe (cont'd)

Mass Information (cont'd)	V.1.6	Information Campaign and Technical Cooperation for Combating Irregular Migration from the Russian Federation	28 600
		<i>Subtotal</i>	1 263 100
Counter-Trafficking	VI.1.1	Research, Information and Legislation on Trafficking in Women in the Baltic States	121 500
	VI.1.2	Combating Trafficking in Women in Belarus, the Republic of Moldova and Ukraine	1 437 700
	VI.1.3	Prevention of Trafficking in Women through Awareness Raising and Institutional Capacity-Building in Albania	406 600
	VI.1.5	Measures to Counter Trafficking in Nigerian Women and Minors and Prevention of HIV/AIDS	112 900
	VI.2.4	Return and Reintegration Assistance to Victims of Trafficking including Minors from Belgium	124 000
	VI.2.5	Assistance to Victims of Trafficking in Romania	314 300
	VI.2.6	Reintegration Assistance to Victims of Trafficking in Albania	490 700
	VI.2.7	Assistance to Trafficked Women in the Baltic States	19 200
		<i>Subtotal</i>	3 026 900
Labour Migration	VII.1.2	Skills Development and Orientation Instruments for the Work Induction of Migrants - MIGRATOOLS	13 700
	VII.1.3	Training Programme to Assist in the Professional and Sociocultural Integration of Tunisian Migrants	111 600
	VII.1.4	Equal Opportunities Project in Portugal - "Parity Citizenship"	139 700
	VII.1.5	Actions to Support Social Integration and Employment Policies on behalf of Migrant Workers in Italy	2 154 100
	VII.1.7	Selective Migration Programmes from the Balkans to Italy	19 700
		<i>Subtotal</i>	2 438 800
Compensation Programmes	VIII.1	Forced Labour Compensation Programme, Germany	179 463 700
	VIII.2	Holocaust Victim Assets Programme	10 418 000
	VIII.3	Humanitarian and Social Programmes (HSP)	12 209 500
		<i>Subtotal</i>	202 091 200
General Programme Support	IX.3.2	Special Assignments and Support	301 400
	IX.4.2	Migration Research Programme in Moscow	135 000
		<i>Subtotal</i>	436 400
	Total		297 555 500

Global Support/Services

Movement	I.1	Resettlement Assistance	73 700
Migration Health	II.2.1	Migration Health Specialists and Technical Experts	509 170
Counter-Trafficking	VI.2.1	Programme of Assistance for the Protection and Reintegration of Trafficked Women and Children	200 100
General Programme Support	IX.1	Migration Policy and Research Programme (MPRP)	200 000
	IX.2	Humanitarian Emergency Operations Assistance (HEOA)	20 000
	IX.3.1	Associate Experts	740 700
	IX.3.2	Special Assignments and Support	316 850
	IX.3.3	IOM Staff Assigned to Other Organizations	492 400
	IX.4.1	General Research Support	40 000
	IX.5	Publications	155 000
	IX.6	Gender Issues Activities	55 000
	IX.7	Support for Developing Member States and Member States in Transition	1 430 000
	IX.8	IOM Staff Security Enhancement Project	574 400
	IX.9	Strengthening IOM's Institutional Emergency Preparedness and Response Capacity	856 700
		<i>Subtotal</i>	4 881 050
Staff and Services covered by Discretionary Income	X.1	Headquarters	3 248 700
	X.2	Field	6 304 400
	X.3	Information Technology	165 700
	X.4	Coverage of UNSECOORD fees	675 000
		<i>Subtotal</i>	10 393 800
	Total		16 057 820
		Grand Total	503 193 820

POST-EMERGENCY MIGRATION PROGRAMMES AND PROJECTS BY REGION

Africa and the Middle East

Technical Cooperation on Migration	III.3.8	Technical Assistance for the Financial Management and Procurement Unit in Guinea-Bissau	724 500
	III.3.9	Emergency Relief Programme in Uganda	482 500
Total			1 207 000

Americas

Technical Cooperation on Migration	III.3.5	Programme for Strengthening Peace in Colombia	1 690 300
	III.3.6	Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities in Colombia	8 602 600
	III.3.7	Support Programme for Ex-Combatant Children in Colombia	318 400
Total			10 611 300

Asia and Oceania

Movement	I.4.1	Management and Processing of Australia-bound Migrants in an Irregular Situation	54 131 800
Migration Health	II.3.1	Post-Conflict Family Support Project in Cambodia	31 900
	II.3.2	National Mental Health Programme in Cambodia	286 400
<i>Subtotal</i>			<i>318 300</i>
Technical Cooperation on Migration	III.3.10	Reintegration of Ex-Combatants and their Families in Tajikistan	37 300
	III.3.11	Livelihood Recovery Project for Earthquake-Displaced and Migrant Salt Workers in Gujarat, India	586 700
	III.3.12	Community Improvement in Afghanistan	15 000 000
<i>Subtotal</i>			<i>15 624 000</i>
Total			70 074 100

Europe

Technical Cooperation on Migration	III.3.1	Support for Enterprise Development in Minority Regions (SEDMIN) in Kosovo	1 123 300
	III.3.2	Kosovo Transition Initiative (KTI)	946 200
	III.3.3	Information Counselling and Referral Service (ICRS), Kosovo	1 119 400
	III.3.4	Kosovo Protection Corps (KPC) Training	5 503 100
Total			8 692 000
Grand Total			90 584 400

ANNEXES

ANNEX I - FUNDS IN SPECIAL ACCOUNTS

MIGRATION FOR DEVELOPMENT FUND

The Migration for Development Fund was established by Council Resolution No. 801 (LXI), adopted on 28 November 1990 and, as of 1 January 1991, replaced the Selective Migration Adjustment Fund established in 1966.

The purpose of the Migration for Development Fund is to:

- (1) serve as a key and regular instrument to finance the attainment of the goals of IOM's migration for development activities;
- (2) finance activities, projects and programmes carried out by the Organization to enhance development through orderly and planned transfer of human resources and technical cooperation in the field of migration.

The balance available for use in 2003 is estimated at approximately USD 15,000, which will be allocated to the activity noted below:

<u>Technical Cooperation and Capacity-Building</u>	USD
--	-----

PLACMI	<u>15,000</u>
--------	---------------

MIGRANT LOAN FUND

The Migrant Loan Fund, established pursuant to Resolution No. 210 (XII) of 12 May 1960, permits the financing, in part or in whole, of the cost of transport of migrants and related services by giving interest-free loans to national migrants who require financial assistance to migrate. Repayment of such loans is secured by promissory notes signed by the migrant or his/her sponsor.

The fund has a balance of approximately USD 180,000.

EMERGENCY PREPAREDNESS ACCOUNT

In accordance with IOM General Bulletin No. 1054, the Emergency Preparedness Account (EPA) was established on 30 August 1993. The EPA is intended for use in emergency situations where there is a clear need for immediate assessment and for other operational expenditure, prior to the actual receipt of external funding. Any authorized use of the EPA is considered as a loan against the specific operation that it initially supports and all funds disbursed from the EPA are to be fully reimbursed as soon as possible once the operation obtains donor support. The operating balance of the Emergency Preparedness Account is now reduced from USD 530,000 to USD 421,000 due to the write-off of several loans.

REFUGEE LOAN FUND

The Refugee Loan Fund, established pursuant to Resolution No. 210 (XII) of 12 May 1960, permits the financing, in part or in whole, of the cost of transport of refugees and related services by giving interest-free loans to those who require financial assistance to migrate to resettlement countries. Repayment of such loans is secured by promissory notes signed by the refugee or his/her sponsor.

Formerly, there were two separate loan funds. At its 61st session on 28 November 1990, the Council approved the merger, effective 1 January 1991, of the Refugee Loan Fund and the Loan Fund for Refugees outside Europe.

It is estimated that there will be 67,000 refugees seeking assistance under the Refugee Loan Fund in 2003 and it is anticipated that approximately USD 75,000,000 will be expended from the Fund in order to finance these movements.

The following table estimates the resources available and required for 2003, as well as the anticipated balance at year-end.

	<u>2003</u> <u>Estimates</u> USD
<u>Resources</u>	
Brought forward from 2002	5 000 000
Contributions from the United States Government	38 000 000
Repayments of promissory notes by refugees	36 000 000
Income from self-payers	1 000 000
Interest income	200 000
Interest returned to the United States Treasury	(200 000)
	<hr/>
Total resources	80 000 000
	<hr/>
<u>Estimated requirements</u>	75 000 000
	<hr/>
Estimated balance carried forward at end of year	5 000 000
	<hr/>

SASAKAWA ENDOWMENT FUND

The Sasakawa Endowment Fund was established in 1990 for the purpose of promoting the expansion of the transfer of human resources programmes and other migration for development activities.

Under the endowment agreement with the Foundation, the capital of the fund must remain intact and only the interest income generated from the fund may be used to finance activities.

2003
Estimates
USD

Capital Account

Balance at the beginning of the year	2 000 000
Balance from income account (see below)	_____ 0
Total fund at the end of the year	2 000 000

Income Account

Balance at the beginning of the year	0
Interest income earned during the year	50 000
Allocation of interest income to projects*	(50 000)
<u>Balance at the end of the year</u>	<u>0</u>

- Follow-up to the International Symposium on Migration (ISM) and the Bangkok Declaration USD 20 000
 - Allocation for priority projects in Africa USD 10 000
 - Inter-American Course on International Migration USD 10 000
 - Global Projects – Humanitarian Emergency Operations Account (HEOA) USD 10 000

GOVERNMENT OF GUATEMALA – FONAPAZ FIDUCIARY FUND

Under the umbrella of the Government of Guatemala – FONAPAZ (The National Fund for Peace), IOM is the implementing partner for activities designed to improve the living conditions of the Guatemalan population, particularly in the zones of return, reinsertion and adjoining areas. Although the activities have existed for some time, it was agreed in 1997, through an exchange of letters between IOM and the Government of Guatemala – FONAPAZ, that financing for the activities would be in the form of a Fiduciary Fund. The purpose of the Fund is for IOM to administer the projects in cooperation with the Government of Guatemala – FONAPAZ.

The total funds assigned by the Government of Guatemala – FONAPAZ in 2003 to IOM are estimated to be approximately USD 28,065,000, and are divided between operations and administrative support.

The support funds are transferred directly to IOM to cover costs relating to project monitoring as well as to finance experts who provide technical and administrative support to FONAPAZ programmes. The amounts in IOM's Programme and Budget for 2003 reflect only the support funds which amount to USD 1,335,500. Further description of these programmes is included under the heading III.4.2 of this document.

Funding for operational activities is held in the form of a Fiduciary Fund, estimated at USD 26,729,500. The terms and regulations of the fund are stipulated in agreements with FONAPAZ and the following table outlines the resources of the Fiduciary Fund to be administered by IOM in 2003 and their application to the various programmes:

	<u>2003</u> <u>Estimates</u> USD
Integrated Development Programmes for Communities (PRODIC)	7 476 600
Teachers for Peace Programme	3 427 900
Border Development Programme (PRODESCRO)	14 423 100
Administrative Project	1 401 900
 Total Fiduciary Fund	 26 729 500

RAPID RESPONSE TRANSPORTATION FUND

A Guidance Note was concluded on 31 May 2000 between the International Organization for Migration (IOM) and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), on cooperation in the field of transportation.

In pursuance of the above agreement to carry out the transportation activities in a timely and effective manner, it is proposed to establish a fund from voluntary contributions for its movement operations, particularly during emergencies. The target of the operational fund will be to maintain a balance of USD 5 million. To replenish the fund, IOM will raise funds bilaterally and, to the extent possible, within the context of United Nations consolidated appeals. UNHCR will endeavour to ensure donor recognition of this requirement. The current balance as of July 2002 is USD 993,762.

This agreement between UNHCR and IOM builds on the Memorandum of Understanding concluded between the two organizations on 15 May 1997. It lays out more specifically the responsibilities between the two organizations in the provision of transportation assistance. It further provides guidance on how specific agreements are to be reached and what mechanisms between the headquarters of the two organizations will be activated to achieve this. Both IOM and UNHCR are confident that this agreement will strengthen their response capability in dealing with situations which may involve massive movements of persons at risk.

ANNEX II - FOREIGN CURRENCY CONSIDERATIONS IN THE PROGRAMME AND BUDGET

In response to the request of Member States for additional information on the effect of foreign currency fluctuations, an overview on foreign currency issues is provided.

Under IOM's financial regulations, the Administrative Part of the Budget is expressed in Swiss francs (CHF) while the Operational Part of the Budget is expressed in US dollars (USD). While much of the income and expenditure under both Parts of the Budget occur in the indicated currencies, there are transactions in both Parts which occur in other currencies, therefore giving rise to foreign currency fluctuations. For example, the value of local field staff salaries, often paid in the local national currencies, may fluctuate when expressed in Swiss francs (Administrative Part of the Budget) or US dollars (Operational Part of the Budget) depending upon changes in exchange rates.

For the Programme and Budget, IOM's procedure is to use current exchange rates, prevailing at the time the Budget is prepared, to convert local national currencies into Swiss francs or US dollars. The budget process begins early in the year as estimates must be received from each IOM Office worldwide and be consolidated in time to meet production deadlines for the autumn session of the Subcommittee on Budget and Finance. For 2003, the budget estimates were prepared using May 2002 exchange rates. The prevailing exchange rates for some of the major currencies used by IOM were as follows:

Swiss franc/US dollar	1.62
Euro/US dollar	1.108
Canadian dollar/US dollar	1.56
Australian dollar/US dollar	1.80

During the period between the budget preparation cycle and final submission to the Council, exchange rates are reviewed to ensure that there are no major fluctuations which would impact the budget estimates. However, it should be noted that any effects that might be produced by such foreign exchange fluctuations are largely neutralized due to the fact that the predominant currency of income and expenditure is the same, i.e. Swiss francs in the Administrative Part of the Budget and United States dollars in the Operational Part of the Budget.

ANNEX III - OPERATIONAL PART OF THE BUDGET – STAFFING LEVELS/ STAFF AND OFFICE COSTS

Explanatory Note

Staffing and office costs for the Operational Part of the Budget include projected staffing levels as well as the office infrastructures required to carry out operational activities.

The staffing levels and related costs included under "Project Funds", i.e. those attributable to specific operational projects, are based on a projection of current staff and office structures. In this regard, where activities and/or funding are foreseen for a partial year, the related cost of staffing is reduced accordingly. The staffing levels and office structures, in particular those funded by Specific Projects, are subject to the level of activity and funding, and therefore adjusted on an ongoing basis.

Staff positions, office structures and other costs funded from Discretionary Income are shown separately.

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

2002 Revised Estimates												2003 Estimates											
Discretionary Income				Project Funds				Total				Discretionary Income				Project Funds				Total			
Staff Positions		Staff, Office and Other Costs		Staff Positions		Staff and Office Costs		Staff Positions		Total Costs		Staff Positions		Staff, Office and Other Costs		Staff Positions		Staff and Office Costs		Staff Positions		Off Emp	
Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp	Off	Emp
AFRICA AND THE MIDDLE EAST																							
MRF - Cairo, Egypt	1	1	204 100	2	32	931 900	3	33	1 136 000	1	2	167 800	2	31	985 000	3	33	1 152 800	1	6	280 000	1	6
London						286 800	9		286 800			25 000	1		25 000			42 500			42 500		
Saudi Arabia						29 900	1		29 900			25 000	4		12			654 000			679 000		
Syrian Arab Republic						604 300	4	11	604 300	2	6	304 300	2	14	450 000	4		20			754 300		
MRF - Dakar, Senegal	2	3	370 600	4	26	637 500	4	29	1 008 100	2		200 000	2		44 100	2		57 300			4		
Democratic Republic of the Congo						200 000	2		22 200	2		22 200			1			448 500			18		
Côte d'Ivoire																		651 100			5		
Gambia																		1 329 000			6		
Ghana																		341 800			13		
Guinea																		641 200			3		
Guinea-Bissau																		236 000			6		
Mali																		446 000			14		
Sierra Leone																		5 385 900			125		
MRF - Nairobi, Kenya	1	2	264 700	13	74	3 297 200	14	76	3 561 900	1	3	262 200	22		122			5 123 700			23		
Ethiopia	1	1	160 100	1	9	375 600	2	10	535 700	1		100 000	2		12			545 200			3		
Sudan																		58 800			3		
Uganda																		323 000			1		
MRF - Pretoria, South Africa	2	4	12 500	1	39	393 800	1	39	406 300	2	4	432 300	1	7	226 300	3		29			11		
Angola																		270 900			1		
Lesotho																		20 200			1		
Zambia																		161 000			3		
Zimbabwe																		40 000			2		
Subtotal	7	11	1 420 000	37	254	9 381 300	44	265	10 801 300	7	15	1 332 500	55	344	12 720 500	62	359	14 053 300					
AMERICAS																							
MRF - Buenos Aires, Argentina	2	205 700	5	361 600	7	567 300	2		205 700			5	121 500			7		327 200					
Chile	1	20 000	5	137 900	6	157 900	1		131 700			4	112 000			4		112 000					
Uruguay						51 300	1	1	164 800	1		144 700			1		49 300			1		181 000	
MRF - Lima, Peru	1	1	113 500	2		81 600	3		243 700			15 000			3		119 000			4		263 700	
Bolivia						162 100	1	1	13 100	1		2 025 200			4		10 300			1		10 300	
Colombia						10 000	8	75	2 015 200	8	75	67 600			3		82 300			3		2 600 000	
Ecuador																		82 300			82 300		
Mexico																		3			15 000		
Venezuela																		91 000			91 000		
MRF - San José, Costa Rica	1	1	45 500	3	5	294 900	1	10	137 000	1	5	433 400	5		5		277 000			1		710 400	
El Salvador						45 000	4	3	573 100	2	3	573 100	6		3		573 100			5		720 000	
Guatemala						501 700	2	1	266 600	1	4	266 600	4		3		87 000			3		645 500	
Honduras																		137 400			5		87 000
Nicaragua																		1 868 000			2		137 400
MRF - New York, United States	2	2	120 000	2	15	174 800	2	17	1 868 300	2	17	105 800	2	16	16		1 400 000			8		1 973 800	
MRF - Washington, D.C., United States	8	8	547 500	4	19	199 600	1	25	149 600	1	25	747 100	8		595 000		1	154 000			1		609 000
Dominican Republic																		2 390 600			20		1 945 400
United States Country Missions																		1 600			20		1 790 000
Subtotal	2	22	1 771 000	14	161	8 678 500	16	183	10 449 500	3	18	1 656 300	9	160	9 385 700	12	178	10 042 000					
ASIA AND OCEANIA																							
MRF - Bangkok, Thailand	1	2	241 200	1	8	306 400	2	10	547 600	1	3	271 100	2		6		354 400			3		625 500	
Cambodia	1	1	25 000	5	26	680 200	5	27	705 200			10 000	7		24		746 500			746 500			
Viet Nam						46	46		1 672 600	7	46	1 672 600			12		42			1 735 000			
MRF - Canberra, Australia	1	1	60 400	1	5	269 600	1	6	330 000	1		60 400	1	9	453 000		1	10		513 400			
Nauru						30	8		1 864 000	30	8	1 864 000			55		6			7 500 700			
Papua New Guinea						23			1 309 000	23		90 900	2		23		2 420 600			6		2 420 600	
MRF - Dhaka, Bangladesh	2	90 900																56 000			5		146 900
Sri Lanka																		1 523 900			13		523 900
India (Ahmedabad)																		161 000			3		171 000
MRF - Manila, Philippines	1	5	359 000	1	3	41 200	1	8	400 200	2		67 300	4		4		85 300			2		25	
China, including Hong Kong Special Administrative Region	1	1	54 000	3	3	95 700	4	149 700	1		89 000	3		3		77 900			4		166 900		
East Timor						21	102		1 158 600	21	102	1 158 600			10 000		1 000			1 000		1 000	
Indonesia						3	8		370 800	4	10 300	1 164 500	1	2	101 600	4		24		846 600			
Japan						141 100	2		47 800	3		88 900	1		169 700	1		34 200		15 000			
Republic of Korea		1																15 000			1		49 200

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

	2002 Revised Estimates								2003 Estimates								
	Discretionary Income				Project Funds				Discretionary Income				Project Funds				
	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Total Costs	
ASIA AND OCEANIA (continued)																	
Afghanistan	1	115 000	4	18	773 500	4	19	888 500	1	115 000	4	17	559 000	4	18	674 000	
Iran (Islamic Republic of)		36	260	422 400	36	260	420 000	13	75 000	35	150	4 500 000	35	150	4 500 000		
Kazakhstan		1	13	179 700	7	7	179 700			2	21	576 000	2	21	651 000		
Kyrgyzstan		29 000	2	6	378 500	2	6	407 500		1	10	412 000	1	10	412 000		
Tajikistan		1	10	180 500	1	10	180 500			1	9	286 500	1	9	286 500		
Turkmenistan		1	4	206 100	1	4	206 100			1	8	247 600	1	8	247 600		
Subtotal	3	18		1 262 550	137	531		14 310 500	140	549	15 573 050	4	33	1704 200	151	371	21 857 700
EUROPE																	
MRF - Budapest, Hungary	1	75 000	12	175 200	13	250 200	1	2	100 200	7	156 900	1	9	257 100			
MRF - Brussels, Belgium	2	270 000	19	1 239 400	21	2 121 100	4	21	1 604 300	5	22	1 816 100					
France	1	120 000	5	318 800	1	6	438 800	1	1	112 100	2	159 100	1	3	271 200		
Cyprus																	
Netherlands	1	124 500	1	10	283 600	10	283 600			115 000	1	12	307 400	12	12	307 400	
Portugal	1	40 000	14	2 521 500	1	45	2 521 500			52 100	2	2	2 829 300	1	45	2 829 300	
Spain		2	2	97 600	14	383 400	1	3	137 600	2	2	89 000	2	2	288 000		
Switzerland (Bern)		2	2	456 600	2	456 600			50 000	2	2	397 000	2	2	141 100		
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	36 000	1	8	622 200	1	8	658 700			146 200	1	28	1 547 800	1	28	1 597 800	
Germany	2	554 100	1	38	2 281 900	1	38	2 281 900			495 200	2	27	1 780 600	2	27	1 822 600
MRF - Vienna, Austria																	
Armenia		5	5	308 500	2	8	862 600	2	3	495 200	2	7	498 000	4	10	993 200	
Azerbaijan		15	15	357 100	1	15	357 100			1	9	299 600	1	9	299 600		
Belarus		2	24	727 900	2	24	727 900			1	10	343 000	1	10	343 000		
Bulgaria		4	4	110 300	4	110 300			6	6	146 200	6	6	146 200			
Czech Republic		6	6	90 000	6	90 000			6	6	61 600	4	4	61 600			
Georgia		5	5	95 000	5	95 000			1	11	108 300	6	6	108 300			
Poland		12	12	412 800	1	12	412 800			1	11	416 000	1	11	416 000		
Romania		1	1	293 000	1	7	200 600	7	200 600	1	11	64 200	2	2	64 200		
Russian Federation		6	132	8 094 300	6	132	8 094 300			120 000	1	6	412 000	1	11	412 000	
Slovakia		1	4	20 000	4	20 000			6	6	179 000	6	179	9 022 000			
Slovenia		3	3	42 000	3	42 000			7	7	29 300	7	7	29 300			
Turkey		10	10	563 700	1	10	566 200			1	10	564 000	1	10	566 500		
Ukraine		29	29	990 000	2	29	990 000			3	50	1 714 000	3	50	1 714 000		
MRF - Helsinki, Finland	1	75 000	1	6	293 000	1	7	368 000	2	120 000	1	6	288 300	1	8	408 300	
Estonia																	
Latvia		1	1	26 800	1	26 800			1	1	15 200	1	1	15 200			
Lithuania		1	1	27 500	1	27 500			1	2	35 000	1	1	35 000			
Norway		21	21	963 500	2	21	963 500			1	10	572 000	2	2	572 000		
MRF - Rome, Italy	2	1	80 000	1	18 000	1	1	80 000			1	10	386 000	3	4	386 000	
Albania		11	49	1 700 000	11	49	1 700 000			11	41	1 550 300	11	41	1 550 300		
Bosnia and Herzegovina		2	1	143 900	2	1	143 900			1	3	186 200	1	3	186 200		
Croatia																	
Maghreb Countries																	
Morocco																	
The former Yugoslav Republic of Macedonia																	
Tunisia																	
Yugoslavia, Federal Republic of																	
Belgrade																	
Kosovo																	
Subtotal	7	11		1 638 900	86	842		33 963 500	93	853	35 602 400	9	10	1 609 800	101	870	34 377 000

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

	2002 Revised Estimates						2003 Estimates					
	Discretionary Income			Project Funds			Total			Discretionary Income		
	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp	Staff Positions	Off	Emp
	Staff, Office and Other Costs			Staff and Office Costs			Total Costs			Staff, Office and Other Costs		
GENERAL PROGRAMME SUPPORT												
HEADQUARTERS												
Executive Office	1	1		117 000			117 000	1		165 700	1	1
Media and Public Information				99 000			99 000	1		92 400		
Migration Management Services												
Assisted Voluntary Returns	1			20 000			20 000			25 000		
Counter-Trafficking				72 500			72 500			45 000		
Labour Migration				5 000			5 000			5 000		
Mass Information	1			95 000			95 000			241 100	1	1
Migration Health Movement	1	1	8	220 000	1	1	220 000	1	1	447 500	6	6
Technical Cooperation on Migration	1			605 900			605 900	6				
External Relations	1			55 000			55 000			20 000		
Regional and Diplomatic Advisers				160 000			160 000			128 400		
Research and Publications	1	1		86 800			86 800	1	1	90 000	1	1
Programme Support				25 000			25 000			10 000		
Emergency and Post-Conflict	2			226 400			226 400	3		300 400		
Donor Relations	1	1		168 300	1	1	168 300	1	2	193 000	1	2
Project Tracking	1			83 400			83 400			50 000		
Budget and Finance				50 000			50 000			205 400	2	2
Accounting	2			192 700			192 700	2		40 000		
Budget	1			67 950			67 950			72 200		
Treasury				80 000			80 000	1				
Human Resources and Common Services												
Management	1											
Common Services	3			278 000			278 000	3		253 000	3	3
Human Resources	2			329 700			329 700	2		361 600	2	2
Information Technology and Communications	3	3		433 300			433 300	3	2	508 000	3	2
GLOBAL ACTIVITIES												
Associate Experts ¹										676 400	10	
Information Technology and Communications										165 700		
Migration Health Specialists and Technical Experts	2			216 000	1	1	216 000			179 600	2	1
Research and Publications				160 000			303 800	3		195 000		
Special Assignments and Support	1			209 100	3		209 100			180 000	3	
PROJECTS				70 000			524 000	2		567 500	5	
Center for Information on Migration in Latin America (CIMAL)										31 600		
Forced Labour Compensation and Holocaust Victim Assets Programmes	2									9 872 800		
Gender Issues Activities	1									53 600		
Humanitarian Emergency Operations Assistance Inter-American Course on International Migration										10 000		
Loan Funds Administration										30 000		
Migration Policy and Research Programme (MPRP)										1 600	1	8
Support for Developing Member States and Member States in Transition										3 100	3	1
Coverage of UNSECOORD fees										423 500		
TOTAL	36	85	11 700 000	323	1 842	78 943 100	359	1 927	90 643 100	40	95	12 475 000
										391	1 831	91 769 600
										431	1 926	104 244 600
												675 000
												17352 200

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

	2002												2003												
	Officials												Officials												
	D2	D1	V	IV	III	II	I	UG	Sub-total	Employees	Total	D2	D1	V	IV	III	II	I	UG	Sub-total	Employees	Total	D2	D1	
AFRICA AND THE MIDDLE EAST																									
MRF - Cairo, Egypt																									
Jordan																									
Saudi Arabia																									
Syrian Arabic Republic																									
MRF - Dakar, Senegal	1	1	3																						
Côte d'Ivoire																									
Democratic Republic of the Congo																									
Gambia																									
Ghana																									
Guinea																									
Guinea-Bissau																									
Mali																									
Sierra Leone																									
MRF - Nairobi, Kenya	2	4	2	3	1	2	14	76	90	1	6	5	6	1	4	23	125	148							
Ethiopia																									
Sudan																									
Uganda																									
MRF - Pretoria, South Africa	1	1	1																						
Angola																									
Lesotho																									
Zambia																									
Zimbabwe																									
Subtotal	3	11	13	9	1	7	44	265	309	3	14	24	10	3	8	62	359	421							
AMERICAS																									
MRF - Buenos Aires, Argentina																									
Chile																									
Uruguay																									
MRF - Lima, Peru	1	3	4	8																					
Bolivia																									
Colombia																									
Ecuador																									
Venezuela																									
MRF - San José, Costa Rica	1	1	1	2	1	1	1	10	11	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
El Salvador																									
Guatemala																									
Honduras																									
Nicaragua																									
MRF - New York, United States	1	1	1																						
MRF - Washington, D.C., United States	1																								
Dominican Republic																									
United States Country Missions																									
Subtotal	3	2	7																						
ASIA AND OCEANIA																									
MRF - Bangkok, Thailand	1	2	1	2	1	2	5	10	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cambodia																									
Viet Nam																									
MRF - Canberra, Australia	1	1	1	1	1	1	1	6	7	53	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nauru																									
Papua New Guinea																									
MRF - Dhaka, Bangladesh	1	1	1	2	20	23	2	2	2	23	5	4	10	4	10	4	10	4	10	4	10	4	10	4	10
Sri Lanka																									
India (Ahmedabad)																									
MRF - Manila, Philippines	1	1	1	1	1	1	1	8	9	4	7	9	35	55	6	61	61	61	61	61	61	61	61	61	61
China, Hong Kong Special Administrative Region																									
East Timor																									
Indonesia																									
Japan																									
Republic of Korea																									

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

	2002												2003											
	Officials												Officials											
	D2	D1	V	IV	III	II	I	UG	Sub-total	Employees	Total	D2	D1	V	IV	III	II	I	UG	Sub-total	Employees	Total		
ASIA AND OCEANIA (continued)																								
MRF - Islamabad, Pakistan			1	7	3	1	4	19	23	296	350			2	4	6	1	3	4	18	22			
Afghanistan			1	1	1	1	1	1	14	13	150			1	1	1	1	1	2	21	23			
Iran (Islamic Republic of)																								
Kazakhstan																								
Kyrgyzstan																								
Tajikistan																								
Turkmenistan																								
Subtotal			1	11	16	12	7	93	140	549	689			4	18	24	31	40	38	155	404	559		
EUROPE																								
MRF - Budapest, Hungary																								
MRF - Brussels, Belgium																								
France																								
Greece																								
Netherlands			1	1	1	1	1	1	45	46				1	1	1	1	1	1	1	45	46		
Portugal																								
Spain																								
Switzerland (Bern)																								
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland																								
Germany			1	1	1	1	1	1	38	39				1	1	1	1	1	1	2	27	29		
MRF - Vienna, Austria			1	1	1	1	1	2	8	10				1	1	1	1	1	1	4	10	14		
Armenia																								
Azerbaijan																								
Belarus																								
Bulgaria																								
Czech Republic																								
Georgia			1	1	1	1	1	1	12	13				1	1	1	1	1	1	1	1	12		
Poland																								
Romania			1	3	1	1	1	6	7	132	138			1	1	1	1	1	1	1	11	12		
Russian Federation																								
Slovakia																								
Slovenia			1	1	1	1	1	1	12	13				1	1	1	1	1	1	1	4	4		
Turkey																								
Ukraine																								
MRF - Helsinki, Finland																								
Estonia																								
Latvia																								
Norway																								
MRF - Rome, Italy			1	2	2	1	4	3	24	27				1	1	2	2	2	2	4	24	28		
Albania			1	1	1	1	1	1	7	29	36			1	1	2	2	2	2	7	29	36		
Bosnia and Herzegovina																								
Croatia																								
Maghreb Countries																								
Morocco																								
The former Yugoslav Republic of Macedonia			1	10	11	11	11	49	60					1	1	10	1	1	1	11	41	52		
Tunisia																					3	4		
Yugoslavia, Federal Republic of																								
Belgrade																								
Kosovo																								
Subtotal		1	1	3	12	4	1	16	38	189	227			1	1	3	30	8	2	1	46	205	251	
	2	6	20	34	8	1	22	93	853	946			2	7	19	59	15	3	5	110	880	990		

OPERATIONAL PART OF THE BUDGET

	2002												2003													
	GENERAL PROGRAMME SUPPORT												GENERAL PROGRAMME SUPPORT													
	Officials						Officials						Officials						Officials							
	D2	D1	V	IV	III	II	I	UG					D2	D1	V	IV	III	II	I	UG					Total	
									Sub-	total	Employees	Total									Sub-	total	Employees	Total		
HEADQUARTERS																										
Executive Office																										
Media and Public Information																										
Migration Management Services																										
Assisted Voluntary Returns	1	1							1	1																
Mass Information	1	1							1	1																
Migration Health									1	8																
Movement									1	1																
Technical Cooperation on Migration																										
External Relations																										
Regional and Diplomatic Advisers	1								1	1																
Research and Publications																										
Programme Support																										
Donor Relations	2	1							1	1																
Emergency and Post-Conflict		2		1					2	2																
Project Tracking									1	1																
Budget and Finance																										
Accounting																										
Budget																										
Treasury																										
Human Resources and Common Services																										
Common Services																										
Human Resources																										
Information Technology and Communications																										
Subtotal		6	5	3					14	23			37													
GLOBAL ACTIVITIES																										
Associate Experts																										
Migration Health Specialists and Technical Experts																										
Special Assignments and Support																										
PROJECTS																										
Forced Labour Compensation and																										
Holocaust Victim Assets Programmes																										
Loan Funds Administration																										
Migration Policy and Research Programme (MPRP)																										
Subtotal		2	4	10	7	18	3	8	52	54	106	1	2	6	11	20	35	2	3	80	86	166				
TOTAL	4	17	60	82	50	12	134	359	1927	2286	1	4	24	69	137	93	48	55	431	1926	2357					

ANNEX IV - MOVEMENTS ESTIMATES

MC/2083

Service	Programme/Project	Region of Origin	Countries / Regions of Destination														
			Total	United States	Canada	Australia	Argentina	Netherlands	Denmark	Finland	Sweden	Other Countries in Americas	Asia and Oceania	Middle East	Europe		
Movement	Resettlement Assistance	Africa and the Middle East	51 332	30 635	6 179	5 800		420	1 442	514	2 096	2 056	531		1 659		
		Americas	7 530	3 810	1 220	1 760									740		
		Asia and Oceania	20 1662	12 288	4 422			20	1 060	430	710	670			250		
		Europe	34 941	26 734	5 327	990		580		160	510	310	26		812		
		Subtotal	114 465	73 467	17 148	8 550		1 020	2 502	1 104	3 316	3 036	557		304		
	Repatriation Assistance	Africa and the Middle East	370												250		
		Americas	270												315		
		Asia and Oceania	260												70		
		Europe	150												150		
		Subtotal	1 050												220		
Technical Cooperation on Migration	Transportation Assistance to Experts and Scholarship Holders	Africa and the Middle East	60												6		
		Americas	5 370	820				901							1 640		
		Europe	90												90		
		Subtotal	5 520	820				901							1 646		
		Post-Emergency Movement Assistance	Asia and Oceania	950				950							25		
	Movement Total	Movement Total	121 985	74 287	17 148	9 500	901	1 020	2 502	1 104	3 316	3 036	1 176	2 339	275		
		Technical Cooperation on Migration Management and Capacity-Building	Europe	120											120		
		Capacity-Building through Transfer and Exchange of Qualified Human Resources and Experts	Americas	100											100		
		Subtotal	220												100		
		Technical Cooperation on Migration Total													120		
Assisted Voluntary Returns	Return Assistance to Migrants and Governments	Africa and the Middle East	375												200		
		Asia and Oceania	300												300		
		Europe	26 383	299	244	96		75							160		
		Subtotal	27 058	299	244	96		75							23 604		
		Return and Reintegration of Qualified Nationals	Americas	380				9							45		
	Counter-Trafficking Total	Europe	65												20		
		Subtotal	445					9							20		
		Assisted Voluntary Returns Total	27 503	299	244	96	9	75							45		
		Africa and the Middle East	2 000												200		
		Asia and Oceania	300												300		
Labour Migration	Assistance to Victims of Trafficking	Europe	180	20											160		
		Counter-Trafficking Total	2 480	20											300		
	Labour Migration	Labour Migration	1 350		1 350										160		
		Labour Migration Total	1 350		1 350										160		
			GRAND TOTAL	153 538	74 606	18 742	9 596	910	1 095	2 502	1 104	3 316	3 036	4 787	3 008	1 491	
															29 345		